

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION DE VILNA

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin à 2 heures

PAR

Casimir GRAUŽINIS

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

Suffragants : { *MM. BASDEVANT, professeur*
LE FUR, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1927

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION DE VILNA

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 8 juin à 2 heures

PAR

Casimir GRAUŽINIS

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président · M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur*

Suffragants : { MM. BASDEVANT, *professeur*
LE FUR, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA CHÈRE MAMAN

SON FILS CASIMIR

Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer la joie que je ressens, comme étudiant français fils de la Lithuanie ressuscitée, à la pensée que le sort m'a réservé le très grand honneur de soutenir le premier une thèse de doctorat devant cette illustre Faculté de Droit de Paris, une des plus anciennes et des plus justement admirées de ce monde. Arrivé à la fin de mes études, je remercie avec une profonde et sincère émotion tous les Professeurs éminents dont la science et la bienveillance ont bien voulu me guider dans l'acquisition de la connaissance, et en tout premier lieu Monsieur le Professeur Geouffre de Lapradelle qui a consenti à être le Président de ma thèse.

Le sujet de cette dernière était tout indiqué. C'est le sort douloureux de la capitale lithuanienne qui occupe une place si grande dans la pensée de toute la nation lithuanienne. D'ailleurs, Vilna m'inspire un sentiment tout particulier, car je suis originaire de l'ancien district de ce nom, j'ai toujours habité la vieille capitale lithuanienne, où j'ai fait mes études secondaires, et je ne l'ai quittée que le jour où elle fut occupée par les troupes du général Zeligowski.

Après avoir défini l'objet de la thèse et formulé quelques notions sommaires sur l'histoire de Vilna et sur les relations lithuano-polonaises en général, je m'efforcerai d'exposer le différend de Vilna dans son ensemble, en me basant sur les documents officiels, et d'étudier toutes les méthodes envisagées en vue de sa solution. Ensuite, je m'appliquerai à examiner les possibilités d'une solution de la question de Vilna, conformément aux intérêts des deux pays intéressés et de tous les Etats pacifiques de l'Europe.

Je serais très heureux si cette étude pouvait contribuer à éclaircir quelques particularités du conflit douloureux qui divise la Lithuanie et la Pologne et à indiquer, dans une certaine mesure, les méthodes à suivre en vue d'un règlement équitable de cette grave question.

On connaît peu les actions de la jeune démocratie lithuanienne, on connaît encore moins ses rêves. L'un des plus beaux est de rendre à Vilna, sa capitale et son sanctuaire, la haute signification dont la revêtait jadis la collaboration spirituelle de plusieurs races appelées, dans l'avenir beaucoup plus encore que dans le passé, à coordonner leur effort vers une vie plus logique et plus clémentine qui créerait un lien moral de solidarité, le seul indissoluble, entre toutes les jeunes nations de l'Europe orientale raffermies dans leur indépendance et leur souveraineté par le voisinage d'une grande Pologne libre, pacifique et prospère.

Extrait du mémoire présenté par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, le 14 mai 1921.
D. L. 194.

Jednem słowem, Wilno jest na Litwie, podobnie jak Helsingfors szwedzki jest w Finlandyi, a niemiecki Gdańsk w Polsce, i Polacy równie sztuczną drogą, przez obszary białoruskie (albo i litewskie częściowo nawet), docierają do Wilna, jak nienaturalne jest oddzielenie od Polski Gdańska lub też jak byłoby równie możliwe fizycznie, ale potworne wyodrębnienie Helsingforsu i szwedzkiej jego okolicy z Finlandyi, a złączenie polityczne ze Szwecją, — a więc Wilno musi wchodzić w skład państwa Litewskiego które bezen jest kalekiem i niedobudowanym.

Traduction du polonais :

En un mot, Vilna est en Lithuanie comme Helsingfors, ville suédoise, est en Finlande ou Dantzig, port allemand, en Pologne, et les Polonais ne l'atteignent que par des voies artificielles, c'est-à-dire par les contrées blanc-russiennes (ou même en partie lithuaniennes). Il serait injuste de séparer Dantzig de la Pologne ou de détacher arbitrairement, (bien que physiquement la chose soit possible), Helsingfors et ses environs suédois de la Finlande pour les attribuer politiquement à la Suède : [il serait également inadmissible de séparer Vilna de la Lithuanie].

Vilna doit donc faire partie de l'Etat lithuanien, car, privé de sa capitale, cet Etat n'est qu'un corps mutilé incapable d'atteindre son plein développement.

Extrait du livre d'un auteur polonais, M. Consilibus. *Doswiadczenia i błędy naszej polityki zagranicznej wobec zadań chwili* (Expériences et erreurs de notre politique étrangère dans les problèmes du moment). Varsovie, 1926, pages 45 et 46.

SIGNIFICATION DES ABRÉVIATIONS

- D. S. N. 35 signifie : Société des Nations. *Journal Officiel*. Supplément spécial n° 4, décembre 1920. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lithuanie, p. 35.
- D. L. 35 — Documents diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères de Lithuanie. Conflit polono-lithuanien. Question de Vilna, 1918-1924. Kaunas, 1924, p. 35.
- D. P. I. 35 — Documents diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères de Pologne concernant les relations polono-lithuaniennes. Varsovie, 1920, t. I, p. 35.
- D. P. II. 35 — Documents diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères de Pologne concernant les relations polono-lithuaniennes. Varsovie, 1921, t. II, p. 35.
- R. C. M. 35 — Société des Nations. Différend entre la Lithuanie et la Pologne. Rapports de la Commission militaire de contrôle. Genève, le 20 mai 1922, p. 35.
- E. C. L. P. 35 — Exposé du Conflit lithuano-polonais. II^e Assemblée de la Société des Nations à Genève. Délégation de Lithuanie. Genève, 1920, p. 35.
-

INTRODUCTION

Population du Territoire contesté de Vilna et importance internationale de la question de Vilna.

La question de Vilna est certainement, parmi les problèmes qui ont vivement préoccupé les esprits politiques dans la dernière décade, un des plus épineux et des plus embrouillés.

Depuis leur reconstitution, la Lithuanie et la Pologne n'ont cessé de se quereller et de lutter à propos de la capitale lithuanienne.

La Société des Nations s'en est préoccupée pendant près de trois ans, la Conférence des Ambassadeurs a essayé de trancher le conflit sans y parvenir, et la question de Vilna, non réglée jusqu'à ce jour, menace de s'éterniser. Il serait difficile de trouver dans le monde entier un autre pays qui depuis la Grande Guerre aurait subi autant d'occupations successives, autant de dévastations et de souffrances que ce malheureux coin de l'Europe.

Il ne s'agit pas bien entendu ici de la seule ville de Vilna, capitale multiséculaire de la Lithuanie, mais du sort de tout le territoire de ce nom, car c'est cela qui constitue le fond du conflit lithuano-polonais, conflit qui pèse si lourdement sur la politique de pacification de l'Europe. En même temps que la question de Vilna, j'étudierai donc les relations lithuano-polonaises en général.

Le territoire contesté entre la Lithuanie et la Pologne comprend l'ancien Gouvernement de Vilna, à l'exception de ses districts orientaux de Disna et de Vileika, habités par des Blancs-Russiens, et à l'exception également de la région occidentale qui se trouve sous l'administration du Gouvernement lithuanien; elle comprend également une partie du Gouvernement de Suvalki ainsi que les confins septentrionaux du Gouvernement de Grodno.

Le Territoire embrasse environ 30.000 kilomètres carrés, habités par plus d'un million d'hommes. Quelle est cette population et quelles sont ses origines?

« Dans la région de Vilna, à l'exception des confins orientaux, ce sont les Lithuaniens qui constituent la population autochtone. Les Juifs apparaissent en Lithuanie au commencement du deuxième millénaire après J.-C. Parmi les aborigènes, on trouve un petit nombre de Slaves-Russiens orthodoxes, de Tartares et de Karaïms. Quant à une population ethnographiquement polonaise, c'est-à-dire slavo-polonaise, les documents historiques n'en font pas mention pour la région de Vilna, c'est-à-dire le territoire contesté. Ils ne parlent que d'un insignifiant élément polonais immigré à Vilna et dans d'autres villes. Il n'existe aucune donnée digne de foi en ce qui concerne une colonisation polonaise en masse. La législation lithuanienne (statut lithuanien) ne favorisait guère l'infiltration en Lithuanie des étrangers, et surtout des Polonais qui ne pouvaient ni acquérir des terres ni exercer des emplois publics, en contradiction d'ailleurs avec les dispositions des actes d'Unions. (1) »

Cette population lithuanienne autochtone, sous l'influence du clergé et de la noblesse polonisée et par l'effet des persécutions du Gouvernement russe, s'est vue obligée de renoncer, dans certaines régions, au cours des siècles, à la langue de ses ancêtres et d'adopter un patois qui n'est qu'un mélange incohérent de polonais, de russe et de lithuanien. Ce n'est qu'à Vilna et dans d'autres villes qu'on rencontre des personnes parlant un polonais plus ou moins correct.

Toutefois, la langue lithuanienne subsiste un peu partout à l'état d'idiome à demi oublié qui ne tarderait pas à réapparaître au grand jour une fois la situation politique réglée. Pour mieux préciser cette situation, je me permets d'indiquer ici une aventure qui est arrivée

(1) Mémoire présenté par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, le 14 mai 1921. D. L. 188.

à M. le professeur Jablonski, un des meilleurs linguistes lithuaniens. « Un de ses voyages de recherches linguistiques le mena entre autres (1906) à Lasduny, district d'Ochmiana. A la fin de la messe, il s'adresse en lithuanien à la foule assemblée devant l'église d'après une vieille coutume. Etonnement général. Entendre des accents lithuaniens sortir de la bouche d'un Monsieur bien habillé, c'était quelque chose d'inouï, d'inattendu. Un certain temps s'écoula avant que l'un des plus hardis osât répondre. La langue des autres se délia aussi, et ils furent cordiaux et communicatifs. C'était comme un brusque rappel du bon vieux temps lithuanien. Cet incident pourrait se répéter journellement partout dans cette région. L'usage de la langue est si peu fixe qu'il suffit de changer le curé pour amener un revirement » (1).

La langue lithuanienne est couramment employée aujourd'hui même « sur la bande de territoire qui commence au nord de la ville de Vilna à Postavé, passe par Svientciany, Janichki, Maehegola, Jevié, et se dirige vers le sud par Olkiniki-Jechichki, Biniakoni, Dsienivichki et Lasduny (district d'Oszmiana). Mais, outre cette région, la langue lithuanienne rayonne en tous sens vers Vilna comme centre » (2).

Malgré l'occupation polonaise qui dure depuis plusieurs années, toutes les prières sont récitées aujourd'hui même en lithuanien, et en lithuanien seulement, dans les paroisses d'Adatuchki (8.000 habitants), de Melageny, de Daugelichki, de Tveretchi (district de Svientciany), de Valkininki (9.000 habitants, district de Lyda), etc. Dans d'autres paroisses les prières ne sont dites en polonais que chaque quatrième, troisième ou deuxième dimanche : dans la ville de Svientciany, chaque troisième dimanche, dans les paroisses de Kalesnyki, de Notcha, de Rudnia, de Marcinkoni, de Roduné, etc., chaque troisième ou deuxième dimanche.

(1) P. Klimas. *Le Gouvernement de Vilna* (Vilnius), p. 7 et 8.

(2) Mémoire présenté par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, le 14 mai 1921. D. L. 189.

Il existe d'autres paroisses où l'on prie en polonais, mais où les habitants (et surtout les femmes) ne vous comprennent que si vous leur adressez la parole en lithuanien ou, à la rigueur, en blanc-russien. C'est notamment le cas des paroisses de Varnovo, de Binekoni, de Boutrimani, d'Asava, de Drevenichki, de Lazduny et d'autres qui se trouvent à 80-90 kilomètres au sud de Vilna.

Examinons maintenant les données statistiques concernant cette région. Sans entrer dans la discussion et l'appréciation des différentes statistiques russes et de leurs méthodes, je me bornerai à présenter ici le tableau suivant de la répartition de la population dans le Gouvernement de Vilna, empruntée à différentes sources (1) :

	ANNÉE	LITUANIENS		POLONAIS		BLANCS-RUSSE	
		Chiffre total	Pourcentage	Chiffre total	Pourcentage	Chiffre total	Pourcentage
Lebedkin.....	Avant 1861	418.880	49,98	154.386	18,42	169.057	20,17
Koreva.....	1837-61	386.860	46,0	103.440	12,3	247.300	29,4
D'Erkert.....	1837-63	386.000	45,4	212.000	24,7	—	—
Rittich.....	1864 ?	210.273	23,7	154.386	17,3	448.289	46,9
Recensement.....	1897	279.877	17,59	130.054	8,17	891.603	56,05
Enquête policière....	1909	234.484	12,9	277.073	13,3	—	—

	GRANDS ET PETITS RUSSES		JUIFS		DIVERS		Habitants de langue slave	POPULATION totale
	Chiffre total	Pourcentage	Chiffre total	Pourcentage	Chiffre total	Pourcentage		
Lebedkin.....	13.631	1,87	76.802	9,16	3.318	0,40	41,46	838.074
Koreva.....	19.250	2,3	67.290	8,0	16.820	2,0	44,0	841.064
D'Erkert.....	178.000	20,7	77.000	8,8	4.000	0,4	45,4	857.000
Rittich.....	28.546	3,2	76.802	8,6	3.419	0,3	67,4	891.715
Recensement..	79.536	5,00	202.374	12,72	7.463	0,47	69,2	1.591.207
Enquête polic.	1.038.187	57,2	253.081	13,9	12.369	0,7	72,5	1.815.194

(1) P. Klimas. *Le Gouvernement de Vilna* (Vilnius), p. 15.

Ce qui saute aux yeux dès le premier examen de ce tableau, c'est la diminution successive de la population lithuanienne et l'augmentation correspondante de la population blanc-russienne (russe d'après l'enquête policière de 1909). Il y a quelque 60-70 ans, les Russes eux-mêmes reconnaissaient encore que dans tout le gouvernement de Vilna (y compris les districts orientaux de Vileika et de Disna habités par les Blancs-Russiens), il y avait 50-45 % de Lithuaniens et seulement 20 % de Blancs-Russiens ; et voici que trente-cinq ans plus tard cette proportion se trouve renversée et le recensement de 1897 indique 56,05 % de Blancs-Russiens contre 17,59 % de Lithuaniens ! Ceci s'explique très facilement par la tendance du Gouvernement russe à représenter comme foncièrement russe cette région de la Lithuanie. Sauf l'enquête policière de 1909, toutes les statistiques indiquent un pourcentage lithuanien beaucoup plus élevé que le pourcentage polonais. Mais dans cette enquête de 1909 (d'après un ouvrage publié par la Commission polonaise des Travaux préparatoires au Congrès de la Paix « Les Confins orientaux de la Pologne », p. 6) « il s'agissait alors de faire voir la prépondérance numérique des Polonais et d'employer cet argument pour justifier la limitation des Polonais dans leur participation aux zemstvos ».

Telles sont les données statistiques russes qui, au point de vue du pourcentage comparatif des Lithuaniens et des Polonais peuvent être considérées comme assez exactes, car on ne voit pas pourquoi les Russes auraient augmenté le nombre des Lithuaniens au détriment des Polonais ou *vice versa*. Mais, comme je viens de l'indiquer, les Russes cherchèrent à augmenter le nombre des Russes au détriment des Lithuaniens.

Tout autrement doivent être appréciées à ce point de vue les statistiques récentes de 1916 et de 1919, faites dans des buts politiques et dans une atmosphère de passions politiques et d'intimidation.

En ce qui concerne le nombre des Lithuaniens et des

Polonais, ces statistiques donnent les chiffres suivants :

	<i>Lithuaniens</i>	<i>Polonais</i>
1916.	10 %	30 %
1919.	10 %	60 %

Pour expliquer la hausse extraordinaire de la population polonaise, d'après le recensement de 1919, il me suffira d'indiquer que ce dernier fut exécuté pendant l'occupation militaire polonaise et à seule fin de prouver le caractère polonais du pays.

Quant au recensement de 1916, je me bornerai à citer ici le passage suivant du Mémoire présenté par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, le 2 juin 1921 : « En ce qui concerne la statistique allemande, nous ferons observer qu'elle fut dressée en 1916, époque où les troupes polonaises combattaient dans les rangs des armées allemandes et autrichiennes et où les Polonais étaient en pourparlers avec Ludendorff au sujet d'une attribution de Vilna à la Pologne en échange d'une renonciation complète à la Posnanie. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions du nombre élevé des Polonais dans cette statistique qui fut effectuée selon une méthode extrêmement primitive. La colonne réservée aux nationalités demeurerait, dans la plupart des cas, non remplie et lorsque celle contenant l'indication des cultes mentionnait la religion catholique, le sujet était automatiquement rangé parmi les Polonais. Comme exemple, il suffira de citer que dans cette statistique figurent parmi les Polonais des personnalités lithuaniennes bien connues par leur action : le Dr Saulys, représentant actuel de la Lithuanie à Rome, M. Dombrowski, écrivain célèbre...et beaucoup d'autres » (D. L. 220) (1).

Après cet examen superficiel des statistiques, on peut constater qu'aucune statistique d'avant-guerre n'évalue le nombre de Polonais au-dessus de 20-25 %. Les auteurs

(1) Pour plus de détails sur ce recensement, voir P. Klimas, *Le Gouvernement de Vilna* (Vilnius), p. 27 et suiv.

polonais eux-mêmes n'y trouvent qu'environ 25 % de Polonais. M. R. Dmowski, le premier délégué de la Pologne à la Conférence de la Paix, dans *La Question polonaise*, Paris 1909, p. 37 écrit : « Gouvernement de Vilna (environ 1.900.000 hab.). Population en partie lithuanienne, en partie blanc-russienne, en partie polonaise : environ 25 % de Polonais. »

Les statistiques d'autres régions du territoire contesté de Vilna (parties des Gouvernements de Suvalki et de Grodno) donneraient des résultats à peu près pareils et c'est pourquoi il me semble inutile de les examiner ici.

Bien que purement lithuanienne à l'époque du Grand-Duché de Lithuanie, la population du territoire de Vilna, en raison des changements politiques intervenus au cours des siècles, est devenue mixte. A côté des Lithuaniens, le territoire est habité aujourd'hui par des Blancs-Russiens, des Polonais (ou plus exactement des Polonisés), des Juifs et autres. Cette composition mixte de la population complique la question et rend sa solution très délicate, étant donné surtout que le niveau intellectuel et la conscience nationale de la population, d'après la constatation même de la Commission militaire de Contrôle de la Société des Nations, sont ici très peu développées. (Voir R. C. M. 8.)

Autre circonstance qui complique la solution du conflit lithuano-polonais et la rend très importante au point de vue international : la situation géographique de Vilna et de son territoire.

Vilna se trouve au carrefour des grandes routes qui mènent des bords de la Mer Baltique à ceux de la Mer Noire ; ici se croisent les grandes lignes de chemin de fer qui unissent l'Europe Centrale à la Russie.

C'est par la Lithuanie et Vilna que l'Empereur Napoléon en 1812 est passé avec sa grande armée pour se rendre en Russie et pour en revenir.

Cette situation géographique explique l'importance du règlement de la question de Vilna au point de vue économique et surtout au point de vue politique pour les

deux Etats qui y sont impliqués directement — Lithuanie et Pologne, et aussi pour leurs voisins — l'Allemagne et la Russie. Ce règlement intéresse, au surplus, tous les autres Etats soucieux de maintenir et de consolider la paix en Europe.

Mais une solution de ce problème intéresse avant tout la Lithuanie, car il s'agit pour elle de sa capitale et du tiers de son territoire. Pour ce qui est de la Pologne, elle la concerne surtout en ceci qu'elle déterminera ses relations futures, amicales ou hostiles, avec la Lithuanie. Ces relations ont une grande importance, car la Lithuanie et la Pologne séparent l'Allemagne, vaincue par les Alliés, de la Russie, bouleversée par sa révolution.

J'estime tout à fait superflu de m'étendre ici sur la probabilité d'un rapprochement entre ces deux Grandes Puissances en vue de rétablir dans la mesure du possible leur situation d'avant-guerre. Je me contenterai de dire que ce rapprochement et surtout le succès de ce rapprochement dépendent, dans une très large mesure, des futures relations entre la Lithuanie et la Pologne. Si ces relations étaient amicales, elles constitueraient une barrière très solide entre la Russie des Soviets et l'Allemagne et par conséquent une entrave très sérieuse à la réussite de leurs projets de revanche. Par contre, le conflit lithuano-polonais ne peut que favoriser les tendances agressives de ces deux Puissances, d'où intérêt pour elles d'aggraver et d'éterniser ce conflit.

Mais si tel paraît être l'intérêt de l'Allemagne et de la Russie des Soviets, celui des Alliés aussi bien que de tout autre Etat pacifique est de régler sans délai le différend polono-lithuanien, si dangereux pour la paix européenne et de le régler à la satisfaction de la Lithuanie et de la Pologne. Ainsi l'on supprimerait une grave menace de guerre et rétablirait des relations amicales entre les deux pays.

La France, qui a fait tant de sacrifices au cours de la dernière guerre pour régénérer le monde dans la justice et la paix; la France dont la victoire glorieuse a, dans

une très large mesure, contribué à la libération et à la résurrection de la Lithuanie et de la Pologne; la France, entre toutes les Grandes Puissances, est le plus directement intéressée dans cette question de Vilna, dont seul le règlement définitif est susceptible de consolider la paix mondiale si chèrement acquise.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DE VILNA ET DES RELATIONS LITHUANO-POLONAISES JUSQU'A LA GRANDE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Aperçu sommaire de l'histoire de Vilna.

L'histoire de la ville de Vilna est l'histoire de la Lithuanie et inversement. Sans Vilna, il ne peut être question d'un développement subséquent du peuple et de l'Etat lithuanien.

Professeur VOLDEMARAS, dans sa note au Président de la Conférence de la Paix du 29 septembre 1919. D. L. 9.

C'est en 1322, date à laquelle le Grand-Duc de Lithuanie Gediminas a fait de cette ville la capitale du Grand-Duché, que commence l'histoire de Vilna. Mais on peut supposer avec beaucoup de fondement que cette ville existait bien avant cette date.

Au x^e siècle, on mentionne déjà l'existence à Vilna d'une colonie commerciale norvégienne. Un voyageur islandais, Snorro Sturlesonn, qui a visité ce pays au xii^e siècle fait mention de « Velnis » et de « Trik », et les historiens supposent qu'il s'agissait ici de Vilna et de Troki. Les chroniqueurs russes en parlent aussi depuis le xii^e siècle.

Mais ce n'est que du temps de Gediminas que Vilna, érigée en capitale de la Lithuanie, se développe très rapidement et devient bientôt une ville importante.

Une légende émouvante entoure la fondation de Vilna. Très répandue parmi les Lithuaniens, elle l'est beaucoup moins en France ; cependant, elle me paraît assez belle pour trouver une place ici.

Le Grand-Duc de Lithuanie Gediminas, qui était un chasseur passionné, poursuivait un jour, dans une course acharnée, un auroch ; celui-ci, échappant à ses coups, l'entraîna bien loin de Troki, sa résidence. Finalement, la bête parvint au confluent de la Vileika et de la Vilija, se précipita dans les eaux et fut atteinte par les flèches du Grand-Duc. Comme il était trop tard pour rentrer à Troki, le Grand-Duc et toute sa suite passèrent la nuit à cet endroit, au milieu d'un bois sacré.

Gediminas fit un songe étrange. A la place même où il avait tué l'auroch, il vit un loup gigantesque protégé par un bouclier de fer du genre de ceux que portaient les Chevaliers de l'Ordre Teutonique. Ce loup hurlait à la lune, comme s'il renfermait dans ses entrailles une centaine de loups ou plus encore.

Le lendemain, l'archiprêtre païen, Krivu-Krivaïtis Lizdeika, interpréta ce songe en ces termes :

« Un château-fort sera érigée sur la montagne, une ville puissante naîtra à l'entour, et les cent loups hurlants évoquent la gloire retentissante qui reviendra au fondateur du château et de la ville. C'est toi qui les bâtiras, mon Souverain. »

Gediminas bâtit le château et la ville, et ses fils et ses petits-fils furent maîtres d'un pays immense qui s'étendit des rivages de la Mer Baltique jusqu'à ceux de la Mer Noire.

Depuis cette époque, toute l'histoire de la Lithuanie et de la nation lithuanienne est très étroitement liée à l'histoire de Vilna dont toutes les pierres sont des souvenirs historiques.

On voit encore aujourd'hui sur le mont de Gediminas,

les ruines du château-fort qui fut construit au x^ve siècle à la place même où Gediminas avait élevé son château-fort en bois. C'est sur ce mont que furent brûlés les restes du corps du fondateur de la ville.

En 1382, sur la place actuelle de la Cathédrale, alors vallée de Šventaragis, fut brûlé le corps d'un autre Grand-Duc, Keistutis, prince lithuanien sans peur et sans reproche, et ce fut la dernière fois que les flammes dévoraient les restes d'un duc lithuanien, conformément aux anciennes coutumes païennes.

Les cendres de Vytautas le Grand, le plus célèbre et le plus vénéré de tous les princes lithuaniens, celui dont le règne vit l'apogée de la Lithuanie, reposent dans la Cathédrale de Vilna. Au-dessus du tombeau on peut voir le portrait du Grand-Duc.

Nombre d'églises de Vilna ont été construites sur l'emplacement même où brûlait à l'époque païenne le feu sacré.

Ainsi, la Cathédrale a remplacé le temple principal de Perkunas, le plus puissant des dieux lithuaniens. Les assises du clocher sont constituées par les restes d'une tour du haut de laquelle les krivu-krivaiciai, prêtres païens, annonçaient au peuple la volonté des dieux.

Une des plus belles et des plus riches églises non seulement de Vilna, mais du monde entier, l'église des Saints Pierre et Paul est érigée à la place du temple de Milda, déesse de l'amour.

De la même façon, l'église de Saint-Jean a remplacé un temple païen.

L'église orthodoxe Piatnickaïa occupe la place du temple du dieu Ragoutis, le Bacchus lithuanien.

Quand on parle des églises de Vilna, il est impossible de passer sous silence la belle église de Sainte Anne, véritable joyau d'architecture gothique. En 1812, de retour de Moscou, Napoléon, émerveillé par la beauté de cette église, regretta de ne pouvoir la transporter à Paris « sur la paume de sa main ».

Dès les temps païens, Vilna était le centre religieux

de toute la Lithuanie. Elle l'est aujourd'hui encore, grâce surtout à l'image miraculeuse de la sainte Vierge conservée dans la chapelle d'Ausros Vartai (Ostra Brama) construite dans une porte du mur qui entourait jadis la ville. La capitale lithuanienne renferme également le tombeau de saint Casimir, patron de la Lithuanie, enfermé dans une magnifique chapelle de la Cathédrale. Chaque année des centaines de milliers de Lithuaniens venaient à Vilna de tous les coins du pays pour prier dans ces sanctuaires.

Grâce aux efforts des grands-ducs et des magnats lithuaniens et surtout au travail du peuple lithuanien, Vilna s'est embellie d'une multitude d'églises magnifiques, de riches résidences seigneuriales et d'autres édifices, qui ont beaucoup souffert, au cours des âges, des occupations étrangères — causes d'incendies, d'actes de vandalisme, de famines et d'épidémies.

Il ne me paraît pas utile de m'étendre ici sur la description détaillée des beautés artistiques de la ville, de son développement progressif, et des malheurs qui l'ont frappée au cours des siècles. Je n'indiquerai donc que les grandes périodes de l'histoire de Vilna.

La première s'étend de la fondation de la ville à l'Union réelle de la Lithuanie avec la Pologne, conclue à Lublin, en 1569. En général, durant cette période, et surtout depuis le commencement du *xv^e* siècle, Vilna s'est développée rapidement. Elle était alors la capitale d'un vaste Empire lithuanien qui, entre les terres lithuaniennes, englobait d'immenses territoires blanc-russiens. Mais elle était avant tout la capitale nationale de la Lithuanie ethnographique, de la Lithuanie proprement dite. Sur toutes les cartes anciennes, elle se trouve placée au milieu de la « *Lithuania Propria* », composée de la Principauté de Samogitie et des deux Palatinats de Vilna et de Troki. C'est donc à tort que la Délégation Polonaise à la Conférence de Bruxelles, dans son mémoire du 23 mai 1921, prétendait qu'à l'époque du Grand-Duché, le territoire lithuanien ethnographique ne comprenait pas Vilna.

Feignant d'oublier que Troki se trouve également dans le territoire de Vilna occupé par la Pologne, le mémoire polonais déclare que « la véritable capitale de la Lithuanie proprement dite était Troki » (D. P. II. 67). Il est vrai que Troki a été capitale avant 1322, mais depuis cette date, c'est Vilna qui l'a remplacé comme capitale unique de la Lithuanie ethnographique, et Troki est devenue une simple résidence d'été des Grands-Ducs.

Ceux-ci, bien qu'ils aient quelquefois régné également sur la Pologne, aimaient à résider à Vilna et à l'embellir de nouvelles constructions. Leur présence avec toute leur cour contribuait considérablement au développement de la capitale lithuanienne. Parmi ces Grands-Ducs Rois, il convient de réserver une place spéciale à Sigismond-Auguste, qui adorait Vilna et la conduisit à son apogée.

Malgré les deux épidémies de 1552 et de 1569, dont la dernière sévit pendant trois ans et causa la mort de 25.000 hommes, le nombre des habitants de Vilna s'élevait, à cette époque à 100.000 hommes.

La deuxième période s'étend depuis l'Union de Lublin jusqu'aux partages de la Pologne et marque la décadence de la ville qui perd son importance politique et devient le théâtre de luttes religieuses graves entre les catholiques et les réformateurs. En 1588-1589, Vilna souffre d'une famine terrible; en 1602 — de la peste; en 1610, elle est détruite par un incendie effroyable; en 1624-1625, recrudescence de famine et de peste. D'autre part, la Lithuanie se vit entraînée par l'Union de Lublin dans les guerres de la Pologne avec les Suédois et les Russes. Vilna dut alors subir deux occupations (en 1702 et en 1705). Pendant toute la première moitié du XVIII^e siècle, Vilna fut la victime d'incendies fréquents.

La population de Vilna diminua de moitié et en 1766 Karpinski, dans son *Lexykon Geograficzny*, en parle comme d'une ville d'à peine 60.000 hommes.

Dès 1795, après le dernier partage de la Pologne, les Russes s'installent définitivement à Vilna. Alors com-

mence la période de leur domination qui devait durer cent vingt ans. Nombre de monuments historiques de Vilna furent démolis et ce fut une époque très dure pour les Lithuaniens; surtout au point de vue national.

Il est vrai que dans les premières années du xix^e siècle, sous le règne d'Alexandre I^{er}, Vilna devint un foyer scientifique très important et que son Université atteignit toute sa célébrité. Mais après l'insuccès de l'insurrection de 1830-1831, l'Université fut fermée en 1832. Après la nouvelle insurrection de 1863, les persécutions du Gouvernement russe redoublèrent de violence. A Vilna s'installa alors le Gouverneur Général Mouravieff, dénommé « le pendeur » ou « le bourreau de la Lithuanie », qui alla jusqu'à interdire l'emploi de la langue lithuanienne, tant dans l'exercice des fonctions publiques que dans la littérature et la presse. Cette interdiction barbare causa à la nation lithuanienne des dommages inexprimables et contribua beaucoup à la polonisation de la région de Vilna. En effet, ne pouvant se servir de la langue de leurs ancêtres, les Lithuaniens préférèrent employer dans leurs écrits la langue polonaise plutôt que celle des persécuteurs russes, et cela d'autant plus que l'usage du polonais était préconisé par le clergé de Vilna comme « catholique » tandis que le lithuanien, selon la propagande de ce clergé, était représenté comme une langue « païenne ». D'autre part, le Gouvernement russe persécutait l'église catholique qui se trouvait entre les mains des Polonisants. Les Lithuaniens défendirent vaillamment leur foi et nombre d'entre eux finirent par identifier le polonisme avec leur religion catholique qu'on appelait en Lithuanie religion « polonaise ».

Les Russes ont fini par remplacer le nom même de la Lithuanie par celui de : « Pays du nord-ouest. »

Toutefois, sous la domination russe, Vilna conserva son caractère de centre intellectuel, administratif et économique de toute la Lithuanie proprement dite, c'est-à-dire du soi-disant « Pays du nord-ouest », composé des trois gouvernements de Vilna, Kovno et Grodno.

Vilna était résidence du Gouverneur Général, chef de ces trois gouvernements, et siège de toutes les institutions centrales de l'ensemble du pays. Malgré la suppression de l'Université, Vilna resta siège de la plupart des écoles du pays et des dizaines de milliers de jeunes Lithuaniens y venaient, surtout après la révolution de 1904-1905, faire leurs études.

Comme ville principale du pays et nœud des voies de communication, Vilna concentrait la production et le commerce de toute la Lithuanie. Vers Vilna se dirigeait la production du pays entier; c'est là qu'avaient lieu les plus importantes et les plus nombreuses foires, comme celle de Saint-Casimir; c'est là que se trouvaient les plus grands magasins, les banques et autres institutions commerciales du pays.

Centre d'un vaste pays, Vilna put se développer assez vite pendant la seconde moitié du *xix^e* siècle. Ce développement s'accéléra encore à la fin du *xix^e* siècle et surtout au début du *xx^e*. Les statistiques nous donnent les chiffres suivants pour la population de Vilna; en 1846, 54.182 hommes; en 1850, 49.006; en 1858, 58.175; en 1875, 82.668; en 1897, 154.532 et à la veille de la guerre, en 1914, on évaluait le nombre des habitants de Vilna à 214.600 hommes)¹.

Dès le début du *xx^e* siècle, Vilna devient le centre du mouvement national et de la renaissance lithuanienne. Les intellectuels lithuaniens s'organisent à Vilna dans des associations occultes, ils y tiennent leurs réunions secrètes et organisent des soirées lithuaniennes. Ce n'est qu'en mars 1904 que peut se constituer légalement l'importante « Société du secours mutuel des Lithuaniens de Vilna ».

Le 24 avril 1904, date mémorable dans la renaissance lithuanienne, après quarante ans de lutte, le Gouvernement russe céda finalement, et l'interdiction d'imprimer

(1) P. Klimas. *Mūsų kovos dėl Vilniaus*, Kaunas, 1923, p. 14 et *Mémoire sur la Lithuanie*, Genève, le 10 décembre 1920, p. 10.

en langue lithuanienne est levée. C'est alors que Vilna devient le centre de l'activité journalistique et littéraire de la Lithuanie. En 1904, apparaît à Vilna le premier quotidien lithuanien *Vilniaus Žinios*. D'autres journaux lithuaniens, comme *Villis*, *Lietuvos Ukininkas*, etc... apparaissent dans la même ville.

On commettrait une erreur, cependant, en affirmant que le Gouvernement russe se montra à cette époque plus libéral. Toutes les écoles restèrent russes et les écoliers lithuaniens ne pouvaient apprendre la langue maternelle et l'histoire de leur pays que dans les associations secrètes. C'est dans ces dernières que les a étudiées l'auteur de ces lignes.

En 1907, Vilna devient le siège de l'Association Scientifique et Artistique de la Lithuanie, qui y tient chaque année des Assemblées nombreuses auxquelles prennent part les savants et les intellectuels lithuaniens habitants non seulement la Lithuanie, mais aussi la Russie, la Suisse, l'Amérique et d'autres pays. Ces Assemblées, généralement accompagnées d'expositions artistiques, de soirées musicales et théâtrales, étaient de véritables fêtes nationales. D'autres associations et sociétés lithuaniennes se sont établies à Vilna, où se tenaient leurs réunions périodiques.

Mais le fait le plus important de cette époque qui a si largement contribué au réveil de la conscience nationale, ce fut le Grand Congrès National convoqué à Vilna le 4 décembre 1905. Environ 2.000 délégués, représentant toutes les classes, toutes les professions, toutes les communes, et différentes sociétés et associations, prirent part à ce Congrès grandiose qui vota une résolution réclamant l'autonomie politique de la Lithuanie ethnographique englobant les gouvernements de Vilna, Kovno, une grande partie du gouvernement de Suvalki et une petite partie de celui de Grodno. On ne prévoyait aucun lien avec la Pologne autonome (1).

(1) Cf. Professeur A. Voldemaras. *Lithuanie et Pologne*, p. 23.

L'initiateur et le président de ce Congrès était le Patriarche de la Renaissance lithuanienne, le Dr Basanavicius. Ce grand savant a consacré les derniers jours de sa vie à l'étude du glorieux passé lithuanien et demeura à Vilna malgré l'occupation polonaise. Le patriarche lithuanien est mort dernièrement, le 16 février 1927, à l'âge de 75 ans, et un nouveau tombeau s'offre à Vilna à la vénération des Lithuaniens.

Cet aperçu historique suffit à montrer de quelle importance se revêt, pour la nation lithuanienne, Vilna, son berceau et sa capitale, aux époques de prospérité et de souffrances. Cette ville n'a jamais cessé, en dépit des différents régimes successifs, d'être le centre administratif, économique, commercial, intellectuel et artistique du peuple lithuanien; elle a été et demeure un sanctuaire religieux et un foyer de la Renaissance et de la Résurrection lithuaniennes.

CHAPITRE II

Aperçu historique sommaire des relations entre la Lithuanie et la Pologne.

Qu'il me soit permis maintenant de jeter un coup d'œil rapide sur les relations lithuano-polonaises au cours des siècles.

Le premier rapprochement entre la Lithuanie et la Pologne date de 1386, année où le Grand-Duc lithuanien Jogaila (alias Jagellon) épousa la reine de Pologne Hedwige et devint ainsi roi de Pologne.

A cette époque, le Grand-Duché de Lithuanie était trois fois plus grand et beaucoup plus puissant que le royaume de Pologne. Cependant, ce fut l'époux qui apporta son pays en apanage et qui prit l'engagement non seulement d'unir mais d'incorporer la Lithuanie à la Pologne. Ce n'est donc pas une union, mais une incorporation qui fut opérée en 1386 (1).

Cette politique de Jogaila, toute personnelle et motivée exclusivement par des luttes avec les autres princes lithuaniens, était absolument contraire au prestige et à l'ambition de la Lithuanie. Elle souleva, de la part des Lithuaniens, une opposition très vive à la tête de laquelle se trouva bientôt le cousin de Jogaila, Vytautas le Grand, dont le père Keistutis fut étranglé sur l'ordre de Jogaila. Vytautas devint Grand-Duc de Lithuanie et, sous son règne, la Lithuanie atteignit l'apogée de sa puissance et de sa prospérité. A Grünvald et à Tannenberg, le 15 juil-

(1) Cf. Polska i Litwa w dziejowym stosunku. Professeur Dr Kutrzeba. *Unia Polski z Litwa*, Varsovie, 1914, p. 481 et suivantes.

let 1410, à la tête d'une forte armée où fraternisaient Lithuaniens, Polonais, Russes et Tchèques, Vytautas écrase les Chevaliers Teutoniques et détruit pour quatre siècles leur puissance militaire.

Vytautas le Grand a été le prince le plus puissant de son temps. Les frontières de l'Etat lithuanien s'étendaient, sous son règne, de la Mer Baltique à la Mer Noire.

Mais la fortune de Vyvautas ne fut pas toujours heureuse. Bien que plus tard il ait réussi à maîtriser les Tartares au point de désigner leurs khans, il essuya cependant, en 1399, une défaite à Vorskla. Pour rétablir la situation, il rechercha l'amitié de Jogaila. C'est alors qu'en 1401 fut conclue l'union dynastique entre la Lithuanie et la Pologne, union qu'on appela « Union de Vilna », et qui marque le commencement de la véritable union personnelle entre les deux Etats.

L'acte suivant du rapprochement lithuano-polonais fut l'Union de Horoldo, de 1413. Ce traité stipulait entre autres choses que les Lithuaniens ne pourraient choisir comme Grand-Duc qu'un prince qui serait reconnu éligible par le roi de Pologne; en revanche, les Polonais ne pourraient élire leur roi sans prendre l'avis du Grand-Duc de Lithuanie.

Mais l'union personnelle avec la Pologne ne fut jamais en faveur parmi les Lithuaniens. Déjà Vytautas le Grand à la fin de son règne, sentant sa toute puissance, voulait se faire couronner roi de Lithuanie et rompre ainsi définitivement l'union avec la Pologne. Mais « les Polonais, craignant que la réapparition du nom de royaume de Lithuanie n'amenât un jour la dissolution de l'union à peine cimentée, barrent le chemin aux ambassadeurs impériaux, que Vitovt attendait avec impatience, et ne leur permettent de passer ni par la Pologne ni par la Poméranie » (1).

L'opposition de la Lithuanie se manifesta à plusieurs

(1) Joachim Lelevel. *Histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie*, Paris et Leipzig, Frank, 1861, p. 155.

reprises dans ce fait que, malgré les stipulations expresses de l'Union de Horoldo réservant aux Polonais le droit de participer aux élections des Grands-Ducs, les Lithuaniens les nommaient eux-mêmes et les considéraient comme indépendants. Pour sauver l'union avec la Lithuanie, les Polonais se résignaient à offrir la couronne de Pologne aux grands-ducs lithuaniens nommés par les Lithuaniens seuls. Par deux fois l'Union a été rompue de la sorte par ces derniers. En 1440, les Lithuaniens acclamèrent comme Grand-Duc de Lithuanie Casimir; après la mort de leur roi, les Polonais s'empressèrent d'offrir à Casimir la couronne royale et l'union personnelle fut rétablie en 1447. Mais elle devait être suspendue, une deuxième fois, de 1492 à 1501, année où les Polonais acceptèrent comme roi Alexandre, élu auparavant Grand-Duc de Lithuanie. L'Union personnelle persista jusqu'en 1569, et cette période marque déjà un certain affaiblissement de la Lithuanie qui avait perdu plusieurs de ses provinces à l'Est.

Mais la date décisive dans les relations lithuano-polonaises fut l'année 1569 qui marque dans l'histoire de la Lithuanie un tournant dangereux. C'est en cette année que les Lithuaniens se virent obligés de conclure à Lublin une union réelle avec la Pologne. La Lithuanie était alors menacée par le tsar de Moscovie, Ivan le Terrible. Nous trouvons la confirmation de ce fait dans le passage suivant de l'ouvrage bien connu *Rozmowa Polaka z Litwinem* (Dialogue entre un Polonais et un Lithuanien), qui a pour auteur un gentilhomme de Vilna, contemporain de ces événements. « A l'instant même où Ivan le Terrible saisissait la Lithuanie à la gorge et en occupait une moitié, la Pologne tirait à elle le malheureux pays par les pieds » (allusion à l'annexion par Pologne, au cours de la Conférence de Lublin, de quatre provinces lithuaniennes). Pour raconter les circonstances dans lesquelles l'Union de Lublin fut imposée aux Lithuaniens, pour montrer leur résistance et leurs tentatives de libérer la Lithuanie et pour décrire enfin les résultats funestes

de cette Union, j'ai le grand plaisir de pouvoir citer ici les paroles d'un écrivain français, M. Jean Maucière :

« La précarité du lien unissant les deux Etats préoccupait vivement le roi de Pologne Sigismond-Auguste (1548). Il n'avait pas d'enfants; à sa mort risquait de se rompre définitivement l'union personnelle attachant les deux pays l'un à l'autre. La Pologne tenait trop à son alliance avec la Lithuanie pour permettre à celle-ci de s'en évader. Sigismond-Auguste décida simplement qu'après lui la Lithuanie aurait désormais pour grand-duc le roi de Pologne élu par les deux noblesses, et quel qu'il fût.

« Restait à faire admettre cette résolution aux grands seigneurs de Lithuanie; ce fut l'objet des négociations de Lublin, qui s'ouvrirent le 10 janvier 1569. Les premières réunions de la Diète ayant révélé que toute entente serait impossible, en raison de l'attitude énergique des magnats lithuaniens, un complot fut tramé par les Polonais; on décida que Sigismond inviterait dans son château les délégués lithuaniens. Avec ceux-ci se trouveraient les Polonais, qui leur demanderaient d'accepter l'incorporation de leur pays à la Pologne. Sigismond, grand-duc de Lithuanie en même temps que roi de Pologne, userait de son pouvoir grand-ducal pour contraindre les Lithuaniens à accepter cette union et à prêter serment.

« Les Lithuaniens ayant eu connaissance de ces projets quittèrent Lublin pendant la nuit. Ils protestaient ainsi contre l'asservissement de leur patrie.

« Les Polonais ne pardonnèrent pas aux Lithuaniens l'abandon de la Diète. Plusieurs députés décidèrent même d'imposer cette union aux Lithuaniens par la force des armes; en attendant ils prièrent Sigismond d'annexer le pays par fragments.

« On vit alors ce singulier grand-duc démembler lui-même le territoire dont il avait fait le serment de défendre l'intégrité et la qualité d'Etat indépendant; en trois partages, 12 mars, 5 mai, 6 juin, la Pologne s'annexa la Podlachie, la Volhynie, la Podolie, les provinces de Kiev,

soit un tiers du territoire lithuanien. Sigismond ordonna aux provinces annexées de prêter serment à la Pologne; malgré la menace de voir leurs biens confisqués, les magnats pour la plupart refusèrent de se soumettre.

« Cependant, les députés voyant que malgré leur protestation, et au mépris de toute équité, Sigismond trahissait ses serments, revinrent à Lublin pour tenter encore de sauver leur pays, en exigeant le retrait de la lettre d'alliance. Le 27 juin ils supplièrent à genoux Sigismond de rendre à la Lithuanie ses provinces et sa liberté, et de permettre que leur honneur demeurât intact, que la conscience royale restât pure. Tout fut vain. Quand le roi de Pologne leur répondit, une certaine émotion, à la vérité, se lisait sur ses traits; mais il chercha seulement à calmer les Lithuaniens sans leur faire aucune promesse. Et quatre jours plus tard, l'alliance imposée était conclue. Jamais les compatriotes de Radvila le Noir ne devaient pardonner aux Polonais de les avoir dépouillés de leur indépendance, et de leurs provinces méridionales.

« L'acte d'union stipulait que les deux peuples seraient réunis d'égal à égal. Ils auraient un seul souverain, et des chambres communes; mais chaque pays garderait son nom, son gouvernement, ses lois, ses finances, son armée, son administration personnelle. Tout cela n'était que dérision, car le nombre des Lithuaniens fut réduit dans les deux assemblées législatives, de manière à donner aux Polonais une grande majorité. Et la Pologne ne dissimula point son souci d'imposer toujours sa prépondérance, à ce point que, contre toute équité, le nom de la Pologne figurait seul dans les relations internationales.

« Le pacte de Lublin enlevait à la Lithuanie une partie de son individualité politique. D'autre part, la proverbiale anarchie régnant en Pologne contamina une partie de la noblesse lithuanienne, à l'exception de celle de Samogitie, qui resta fidèle aux traditions des ancêtres. Le peuple fut inébranlable aussi : malgré tout, la décadence de la Pologne devait fatalement entraîner celle de la Lithuanie.

« Cependant les tentatives d'émancipation du peuple captif se multipliaient; au cours de ces deux siècles, la Lithuanie essaya plusieurs fois de se détacher de la Pologne. Les vrais patriotes lithuaniens ne pouvaient admettre la pensée que leur patrie fût rayée de la carte d'Europe, et que tout ce qui, chez eux, présentait quelque intérêt au point de vue civilisation, fût attribué à la Pologne. De plus, la Lithuanie ne se sentait pas mieux protégée contre ses ennemis qu'à l'époque où, libre de la tutelle de l'aigle blanche, elle n'avait à compter que sur ses seules forces : l'armée de Vytautas avait remporté des triomphes dont son peuple conservait le souvenir et la fierté. L'Etat lithuano-polonais, mal dirigé, était impuissant. La douleur que les Lithuaniens éprouvaient de cet état de choses entra aussi pour une part dans leur désir de libération.

« Au milieu du ^{xvii}^e siècle, l'hetman lithuanien prince Janus Radzivill, résolut de rompre avec la Pologne, et de nouer avec la Suède, à ce moment en guerre contre la Russie, une union plus avantageuse pour la Lithuanie. C'eût été soustraire celle-ci à l'action dissolvante de la Pologne. Radzivill proclama à Kedaïniai l'indépendance de son pays. Mais la fortune fut contraire au roi de Suède Charles-Gustave. Sa mort rejeta la Lithuanie dans l'ornière polonaise.

« Le mouvement reprit bientôt avec une intensité accrue, sous Auguste II de Saxe, alors que l'anarchie était à son comble. Le 24 novembre 1700, un grand patriote, le prince Sapieha, tenta à son tour de séparer sa patrie de la Pologne. Parmi ses partisans, on relève les noms les plus illustres de la Lithuanie : prince Michel Koribut Wisnioviecki, généralissime des armées lithuaniennes; prince Grégoire Oginski, général des troupes de Samogitie; Jean Pac, princes Charles Radzivill et Michel Oginski, chanceliers du grand-duché.

« L'entreprise était sur le point de réussir; mais les Polonais firent assassiner le prince Sapieha. Les conjurés, privés de leur chef, signèrent un acte par lequel ils

renonçaient à tous les privilèges personnels que leur avait accordés la Pologne, en sollicitant la restauration du gouvernement tel qu'il existait en Lithuanie avant Jogaila.

« Ce nouvel arrangement se révéla, par la faute de l'incurable désaccord des Polonais, tout aussi précaire que les précédents. A la mort d'Auguste III, roi de Pologne (1763), les factions s'adressèrent tour à tour à Marie-Thérèse et à Catherine de Russie pour leur demander du secours dans des difficultés intestines devenues intolérables.

« L'Autriche et la Russie ne perdirent pas une aussi belle occasion d'intervenir chez leurs faibles voisins; la Prusse, jalouse des bénéfices qu'elles allaient recueillir, se mit de la partie. Leurs troupes ravagèrent avec ensemble la Lithuanie et la Pologne. La proie était si riche que Frédéric II répugnait à la pensée de l'abandonner. Il eut l'idée de démembrer la Pologne et la Lithuanie; l'affaire était trop importante pour la Prusse seule, il décida de s'entendre avec Marie-Thérèse et Catherine II (1) ».

Le désordre et l'anarchie qui régnaient en Pologne furent la cause principale de son effondrement. Lors du troisième et dernier partage en 1795, toute la Lithuanie ethnographique fut annexée à la Russie, sauf le gouvernement de Suvalki qui a été cédé plus tard à la Russie par la Prusse (1815). Depuis cette époque, la Lithuanie dut subir, sous la domination russe, de longues années de persécution.

Les conclusions qui se dégagent de cet aperçu sommaire des relations lithuano-polonaises sont les suivantes :

1^o L'union entre la Lithuanie et la Pologne a été conclue sous la pression du danger commun des Chevaliers Teutoniques et des Tartares, plus tard des Russes, mais jamais elle n'a été en faveur chez les magnats et le peuple lithuaniens qui ont souvent manifesté leur résistance et leur volonté de rester libres et indépendants.

(1) Jean Maucière. *Sous le ciel pâle de Lithuanie*, Paris, 1926, p. XIII-XVIII.

2° La Lithuanie, à l'époque même de l'Union parlementaire et après, garda son individualité; elle avait sa législation séparée (*Statut lithuanien*, publié pour la première fois en 1529 et confirmé en 1588); elle possédait également une cour suprême de justice, une armée, un trésor, un chancelier, des ministres, etc. L'union complète entre ces deux Etats ne fut réalisée que par la Constitution du 3 mai 1791, mais cette union n'eut pas de lendemain.

3° Par l'union avec la Pologne, l'Etat lithuanien fut entraîné dans l'anarchie nobilitaire et dans les conflits de la Pologne avec les Puissances qui exploitaient cette anarchie. Loin d'être profitable à la Lithuanie, cette union l'abandonna à l'influence de la Pologne, affaiblit son importance politique et entraîna dans la suite la ruine définitive de son indépendance.

Tel est le jugement du peuple lithuanien sur l'union lithuano-polonaise, et c'est pourquoi depuis son réveil, ce peuple n'a jamais manifesté le moindre désir de lier ses destinées à celles du peuple polonais. Les résultats de l'Union avec la Pologne furent à ce point néfastes pour la Lithuanie dans le passé qu'il n'est même pas possible de prendre au sérieux les suggestions de ceux-là qui voudraient en plein xx^e siècle, renouveler une faute politique que la Lithuanie déplore depuis plus de trois cents ans.

Les persécutions du Gouvernement tsariste ont été impuissantes à étouffer le mouvement national lithuanien. La nation lithuanienne est restée inébranlablement attachée à son indépendance; elle n'acceptera jamais aucune union avec qui que ce soit. Malheureusement, les aspirations lithuaniennes n'ont pas été comprises par la noblesse lithuanienne polonisée, dont quelques représentants se flattaient de rétablir l'ancienne union avec la Pologne. Influencée par ces hobereaux, la Pologne essaya à son tour de faire prévaloir une thèse odieuse au peuple lithuanien. Cette différence des conceptions politiques explique pourquoi le mouvement lithuanien de

renaissance n'a jamais trouvé bon accueil en Pologne. Cependant l'amitié et la collaboration ne sont possibles qu'entre une Pologne et une Lithuanie absolument indépendantes et unies par le seul lien de la confiance et de l'estime réciproque.

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ DE LA QUESTION DE VILNA

CHAPITRE PREMIER

Relations lithuano-polonaises jusqu'à l'accord de Suvalki.

L'un des résultats de la Grande Guerre a été de libérer les peuples opprimés par la Russie. Le Gouvernement russe d'abord, puis les autorités allemandes d'occupation empêchèrent pendant quelque temps toute manifestation nationale sur le sol lithuanien. C'est à l'étranger que les Lithuaniens ouvrirent une campagne en faveur de l'indépendance de leur patrie.

Dès 1914, les Lithuaniens d'Amérique convoquaient un Congrès à Chicago auquel prirent part plus de 300 délégués réclamant la restauration de l'Etat lithuanien indépendant au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Après la révolution russe, les Lithuaniens se trouvant en Russie convoquèrent à leur tour en juin 1917 à Pétrograd un grand Congrès auquel prirent part plus de 300 délégués autorisés et qui compta, en tout, plus de 2.000 Lithuaniens, auditeurs ou invités. Ce congrès vota une résolution demandant la reconstitution d'une Lithuanie indépendante.

Plusieurs conférences lithuaniennes eurent lieu à Berne, à la Haye, et à Stockholm en 1915, 1916 et 1917. Partout

on réclama la restauration d'une Lithuanie indépendante, libre de tout lien avec un Etat voisin quel qu'il fût.

Ce n'est qu'en 1917 qu'en dépit des rigueurs inouïes de l'occupation militaire allemande, les Lithuaniens réussirent enfin à convoquer une conférence à Vilna, leur capitale. Du 18 au 23 septembre, une Conférence lithuanienne siégea à Vilna. Reprenant les traditions du Congrès de 1905, elle vota une résolution dont la publication fut d'ailleurs prohibée par les autorités allemandes, et qui réclamait « un Etat indépendant basé sur les principes démocratiques et ayant des frontières ethnographiques qui tiendraient compte des intérêts de la vie économique » (1). Cette conférence procéda à l'élection d'un Conseil de Lithuanie qu'on appela Taryba et qui fut composé de 20 membres avec comme président M. Smetona, Premier Président et Président actuel de la République lithuanienne.

Le Conseil de Lithuanie a essayé de s'entendre avec les Polonais et entama à cet effet avec le Gouvernement de Varsovie des pourparlers qui « aboutirent à un accord secret dirigé contre l'agression de l'Allemagne (été 1918). La Taryba qui n'avait à cette date aucun pouvoir réel s'engagea au nom du futur gouvernement de Lithuanie à reconnaître et à respecter les droits nationaux des minorités polonaises en Lithuanie. Le Gouvernement Polonais renonçait à Vilna et promettait de faire cesser la propagande antilithuanienne des Polonais en Lithuanie. Quelques semaines plus tard, le gouvernement de Varsovie, par l'intermédiaire des personnes mêmes qui avaient conclu l'accord lithuano-polonais, négociait avec la Wilhelmstasse en vue d'obtenir Vilna avec quelques districts, en compensation d'une renonciation éventuelle des Polonais à la situation austro-polonaise... Les pourparlers n'aboutirent à aucun résultat car la débâcle allemande était prochaine (2) ».

(1) Joseph Ehret. *La Lithuanie*, Genève, p. 237.

(2) Professeur A. Voldemaras. *La Lithuanie et la Pologne*, p. 31.

Le 16 février 1918, à Vilna, le Conseil de Lithuanie, réalisant les vœux ardents du peuple lithuanien tant de fois manifestés, proclama l'indépendance de la Lithuanie dans les termes suivants :

« Le Conseil de Lithuanie (la Taryba lithuanienne), comme seule représentation autorisée du peuple lithuanien, proclame, sur la base du droit reconnu de libre disposition des peuples et de la décision de la Conférence lithuanienne tenue à Vilna du 18 au 23 septembre 1917, le rétablissement d'un Etat lithuanien indépendant, fondé sur une base démocratique, avec Vilna comme capitale, et la suppression de tous les liens politiques ayant existé avec d'autres peuples.

La Taryba Lithuanienne déclare en même temps que la base de cet Etat et ses rapports avec d'autres Etats seront fixés définitivement par une Assemblée constituante, qu'il y aura lieu de convoquer le plus rapidement possible et qui sera élue par tous les habitants en vertu des principes démocratiques » (D. L. 3).

Cette proclamation est une fidèle expression de la volonté unanime de la nation lithuanienne et elle souligne de la façon la plus nette : 1^o qu'il s'agit non pas de la création d'un Etat nouveau, mais bien du rétablissement de l'Etat lithuanien qui exista jadis sous le nom du Grand-Duché de Lithuanie; 2^o que la capitale de cet Etat est Vilna et 3^o que la volonté inébranlable du peuple lithuanien est de rétablir cet Etat indépendant et libre de tout lien politique tant en ce qui regarde la Pologne que n'importe quel autre Etat.

Mais pour que cette proclamation devint une réalité, il fallut attendre la victoire de la France et le triomphe du Droit sur la violence. Ce n'est qu'après la défaite des Allemands que put s'organiser un Gouvernement lithuanien.

Conformément à la Constitution provisoire, un Présidium de trois membres (M. A. Smetona, président, MM. I. Staugaaitis et St. Šilingas, vice-présidents) fut investi du pouvoir suprême et exécutif; le Conseil

d'Etat (Taryba) fut chargé du pouvoir législatif et le 11 novembre 1918, le jour même de la signature de l'armistice, M. le professeur A. Voldemaras se vit en mesure de constituer le premier Conseil des Ministres, responsable devant le Conseil d'Etat.

Dès qu'il fut organisé, le Gouvernement chercha à s'entendre avec les minorités nationales. « Les Juifs et les Blancs-Russiens se joignirent aux Lithuaniens dans la création du Gouvernement et de l'appareil administratif. Seuls, les Polonais se tenaient à l'écart et persévéraient dans leur hostilité à tout ce qui avait un caractère lithuanien (1). »

Mais la tâche essentielle la plus difficile pour le gouvernement, fut celle de l'organisation de la défense nationale contre les Bolcheviks qui envahissaient le pays. Dans ce but, dès le mois de décembre 1918, le Gouvernement lithuanien entamait des négociations avec le Gouvernement de Varsovie, par l'intermédiaire du Capitaine Gourka, délégué de l'Etat-Major polonais. Le 23 décembre, il adressait au Gouvernement polonais la note suivante :

« Considérant qu'il est du devoir de tout gouvernement du peuple de défendre les intérêts des masses et de lutter pour l'indépendance, le Gouvernement lithuanien se charge de défendre sa patrie contre toutes les invasions. Nous accueillons sincèrement le secours proposé à notre Etat de la part de la République Polonaise, reconnue par nous, mais nous ne pouvons accepter ce secours qu'à condition que le Gouvernement Polonais reconnaisse immédiatement l'indépendance de l'Etat lithuanien avec sa capitale Wilno. Nous considérons dans la situation actuelle qu'une entente réciproque ainsi qu'une collaboration des deux Etats ne sauraient être réalisées qu'à la condition que soient nommés un représentant polonais à Wilno et un représentant lithuanien à Varsovie. Wilno, 23 décembre 1918. Le Cabinet des Ministres. » (D. P. I. 2).

(1) Professeur A. Voldemaras. *La Lithuanie et la Pologne*, p. 32.

En outre, le 30 décembre, M. I. Vileisis, Ministre de l'Intérieur, invitait chez lui les représentants des partis démocratiques et nationaux polonais en Lithuanie pour discuter la question de l'entente lithuano-polonaise et celle de la formation d'un Cabinet commun. Mais toutes ces tentatives demeurèrent sans résultat. Les Polonais y posaient comme condition *sine qua non* l'union politique de la Lithuanie avec la Pologne; les Lithuaniens demandaient que l'Etat Polonais et les Polonais de Lithuanie reconnussent un Etat Lithuanien avec comme capitale Vilna. La Constituante de Vilna aurait décidé des rapports avec la Pologne (conf. D. P. I. 2).

Les deux thèses étant inconciliables, les pourparlers furent rompus et on n'aboutit à aucune entente avec les Polonais en vue d'une résistance commune contre les Bolcheviks.

Le Gouvernement lithuanien ne possédait à ce moment ni l'armée, ni les ressources indispensables. Les véritables maîtres étaient encore les Allemands qui « appliquèrent à ce pays ce qu'on pourrait appeler une politique d'anarchie qui consistait à livrer au chaos toutes les régions qu'il leur fallait abandonner. Malgré les stipulations de l'armistice du 11 novembre 1918 qui leur imposaient l'obligation de n'évacuer les pays détachés de l'ancienne Russie qu'avec le consentement des Alliés, les Allemands se dépêchèrent de retirer leurs troupes, mais en ayant bien soin d'empêcher la formation de troupes nationales capables de préserver l'ordre à l'intérieur et de défendre le pays contre l'agression extérieure. Si bien que, au fur et à mesure que les Allemands évacuaient les pays occupés, les bolchevistes russes les occupaient avec leurs troupes. Il a été établi plus tard d'une manière indubitable qu'un accord avait été conclu entre les Allemands et les bolchevistes, selon lequel les pays évacués devraient être transmis aux troupes rouges qui suivaient les troupes allemandes à petite distance (1). »

(1) Professeur Voldemaras. *Relations russo-lithuano-polonaises*, Paris, p. 24, 25.

Voilà pourquoi une grande partie de la Lithuanie avec sa capitale fut occupée par les Bolcheviks. Le 5 janvier 1919, Vilna se rendit et certains ministres lithuaniens restés dans la capitale furent arrêtés.

Le Gouvernement dut se retirer à Kovno où il parvint à organiser une armée lithuanienne en vue de la libération du pays. Tout en luttant contre les Bolcheviks, cette armée approchait déjà de Vilna lorsqu'elle se vit tout à coup devancée par des détachements polonais. Le 19 avril 1919, les Polonais faisaient leur entrée dans la capitale de la Lithuanie.

Quelques jours plus tard, le 22 avril 1919, le chef de l'Etat polonais, M. Pilsudski, adressait aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie une proclamation dans laquelle il déclarait que l'administration civile instituée par lui dans ce pays avait pour but « de permettre à la population de se prononcer sur son avenir et ses besoins par l'entremise de représentants élus librement. Il sera procédé aux élections par voie de suffrage universel, secret, direct, sans distinction de sexe des votants » (D. P. I. 7). Malgré cette promesse du chef de l'Etat polonais, et conformément à la déclaration des délégués polonais à la Conférence de Bruxelles, « la Diète polonaise vota par trois fois, des ordres du jour demandant l'annexion pure et simple de Vilna » (Voir le rapport de M. Hymans du 10 juin 1921. D. L. 178).

Non contents d'occuper Vilna, les Polonais cherchèrent bientôt à pénétrer plus avant sur le territoire lithuanien se trouvant sous notre administration. Les hostilités entre les armées lithuaniennes et polonaises reprirent de ce fait. Le Gouvernement lithuanien protestait devant la Conférence de la Paix (voir D. L. 16) et demandait le retrait immédiat des troupes polonaises du territoire lithuanien. Le 13 juin 1919, la Délégation lithuanienne à la Conférence de la Paix adressait au Conseil Suprême la communication suivante :

« Les Polonais avancent dans les territoires lithuaniens à l'ouest de Vilna et ont occupé une partie des districts

de Kaisedaris et Alytas où il n'y a cependant pas de troupes bolchevistes.

« Nous prions les Gouvernements de l'Entente de bien vouloir inviter le Gouvernement polonais à arrêter l'invasion du territoire lithuanien qui n'a aucune relation avec la lutte contre les Bolcheviks et à conclure un traité avec le Gouvernement lithuanien au sujet d'une ligne de démarcation provisoire entre les armées lithuanienne et polonaise » (D. L. 19 et 20).

Pour éviter les combats entre la Lithuanie et la Pologne, combats qui pouvaient avoir des résultats incalculables pour deux pays en lutte contre l'invasion bolcheviste, les Gouvernements alliés, sur la demande précitée du Gouvernement lithuanien, décidèrent d'intervenir et une première ligne de démarcation fut fixée, le 18 juin 1919. Cette ligne partait d'Augustovo en longeant le canal Sopolkin et la voie ferrée Grodno-Vilna-Dvinsk à une distance de 5 kilomètres à l'ouest de cette ligne. Toutefois, il était expressément spécifié que « cette ligne de démarcation ne devait pas être interprétée comme attribution, même momentanée, de territoire; elle voulait dire simplement occupation militaire provisoire dans un but militaire ou de police » (D. L. 21).

Quoique cette ligne de démarcation, fixée sans aucune participation des délégués lithuaniens, fût très désavantageuse pour la Lithuanie (elle laissait du côté polonais Vilna, Grodno et d'autres territoires lithuaniens, où les Polonais obtenaient en outre les droits de police, ainsi que la ligne de chemin de fer Grodno-Vilna-Dvinsk, très importante au point de vue stratégique), le Gouvernement lithuanien, dans sa note du 23 juin 1919, « remerciait les Hauts Gouvernements de l'Entente d'avoir imposé la ligne de démarcation qui protège au moins une partie de la Lithuanie contre les incursions polonaises » (D. L. 22).

Malheureusement, cette espérance du Gouvernement lithuanien ne devait pas se réaliser. Dès que les Lithuaniens eurent retiré le gros de leurs troupes pour les

consacrer à la lutte contre les Bolcheviks, l'armée polonaise, profitant de cette situation, franchit la ligne de démarcation pour s'emparer d'une étendue considérable de territoire lithuanien. Le 12 juillet 1919, la Délégation de Lithuanie adresse une lettre au Conseil Suprême des Alliés, d'après laquelle « les troupes polonaises ont dépassé les lignes de démarcation établies par les Alliés entre les armées lithuanienne et polonaise. Les points occupés par les Polonais au delà de la ligne sont les suivants : Zizmory, Stoklichki, Boutrimanzy, Daudi. — Le Gouvernement lithuanien considère qu'il sera difficile d'éviter l'effusion de sang, vu l'agression manifeste des Polonais, si les engagements pris par les deux Etats quant à la ligne de démarcation ne sont pas observés » (D. L. 28).

D'après la communication du Secrétariat Général de la Conférence de la Paix à la Délégation lithuanienne, en date du 17 juillet 1919, « dès le 11 juillet le Maréchal commandant en chef des armées alliées, agissant en vertu des instructions qu'il avait reçu du Conseil suprême des Puissances Alliées et Associées, a fait inviter le Gouvernement polonais à ramener ses troupes, dans le plus bref délai possible, au sud de la ligne de démarcation » (D. L. 29).

Les Polonais passèrent outre à cet ordre formel des Alliés, et dans la note de la Délégation lithuanienne au Conseil Suprême, en date du 5 août 1919, nous lisons : « Les Polonais franchirent en plusieurs endroits la ligne de démarcation tracée par les Grandes Puissances, en déclarant ouvertement, par la voix de leurs officiers, qu'ils en établiront une autre d'après leur propre convenance. Ils ne tinrent même aucun compte de l'ordre formel du 11 juillet de M. le Maréchal Foch de repasser la ligne de démarcation et continuèrent jusqu'à ces derniers jours leur avance vers l'ouest, profitant de la supériorité de leur nombre et de leur armement... Ainsi, d'après le communiqué de l'Etat-Major général lithuanien du 26 juillet, une armée polonaise importante avançait vers

le Niémen, situé à 15-20 kilomètres à l'ouest de la ligne de démarcation, et franchissait même ce fleuve dans la direction de Sereye. Les Polonais ont également violé la ligne de démarcation au nord de Vilna et ont attaqué de dos l'armée lithuanienne engagée dans un combat contre les Bolcheviks russes dans la région d'Utsiany-Alunta » (D. L. 30 et 31).

Devant cette attitude des Polonais, le Conseil Suprême se vit obligé de fixer, le 27 juillet 1919, une nouvelle ligne de démarcation, dite du Maréchal Foch, qui permit aux Polonais d'occuper une plus grande zone de territoire lithuanien (D. L. 38-39). Cette nouvelle ligne de démarcation fut à son tour violée par les Polonais. Dans le télégramme du Président du Conseil lithuanien, en date du 27 août 1919, nous lisons en effet : « Après de sanglants combats, les Polonais se sont emparés de Seiny, le 23 août... Dans les Gouvernements de Kovno et de Vilna, d'où les Polonais devraient se retirer, non seulement ils ne le font pas, mais ils tâchent de s'emparer de Alunta, Balniki, Butrimanzy, Vioskuny, Meretch et d'autres points » (D. L. 37). Tous ces endroits se trouvent au delà de la ligne de démarcation du Maréchal Foch, du côté lithuanien. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte indiquant ces différentes lignes pour voir de combien la ligne de la première occupation polonaise, en été 1919, dépasse la ligne du Maréchal Foch.

Ces violations des lignes de démarcation par les Polonais furent effectuées en dépit de la lutte commune contre les Bolcheviks. Elles sont constatées dans les rapports officiels des Missions Alliées. Comme exemple, je me permettrai de citer ici le passage suivant du rapport de M. Anglesea-Sandels, de la Mission Militaire britannique, concernant les attaques polonaises contre les troupes lithuaniennes vers le 15^e mars 1920 :

« Nous sommes partis pour Dvinsk au Q. G. de la division polonaise de ce secteur. Ici, nous avons vu le Capitaine Ruchmowski commandant du 2^e bataillon du 6^e régiment d'infanterie. Il a donné comme raison à

l'attaque polonaise les incursions continuelles des Lithuaniens sur le territoire au delà de la ligne de démarcation.

« Il a nommé plusieurs villages qui, à son avis, ont été à tort (wrongly) occupés par les Lithuaniens, mais qui étaient tous du côté lithuanien de la ligne de démarcation. Comme il paraissait ignorer la ligne de démarcation, nous lui avons demandé de nous marquer sur notre carte cette ligne telle qu'il l'acceptait. Il l'a montrée et sa ligne était beaucoup plus loin sur le territoire lithuanien que n'importe quelle ligne tracée jusqu'à l'heure actuelle.

« Concluons : les Polonais ont exécuté une attaque préméditée dans le but d'avancer leur ligne de quatre kilomètres à l'ouest de la voie ferrée Dvinsk-Turmont-Vilna. Le mouvement a été exécuté par deux bataillons au moins, mais il est plus probable qu'un régiment entier a été engagé et que six ou huit canons au moins ont appuyé son action. Le Général Szeptycki a établi (stated) que le mouvement avait été exécuté en manière de représailles parce que les Lithuaniens avaient tiré sur des trains polonais se dirigeant sur Dvinsk.

« Le fait n'a été mentionné ni par les Polonais ni par les Lithuaniens (1). »

A la même époque, des négociations se poursuivaient entre les Gouvernements lithuanien et polonais.

Dès le mois d'avril, une mission lithuanienne se rendait à Varsovie pour :

« 1^o Traiter et négocier avec le Gouvernement polonais en vue de la reconnaissance de l'indépendance réciproque des deux Etats.

2^o L'établissement de relations diplomatiques et économiques entre eux.

3^o L'adoption d'une action commune contre l'invasion bolchéviste en précisant quelles doivent être l'attitude et les relations des troupes des deux Etats qui seraient amenées à agir sur le territoire de l'autre Etat, sans que

(1) Professeur Voldemaras, *Relations russo-lithuano-polonaises*, page 32.

cela puisse entraîner pour les troupes aucun droit ou privilège en matière administrative ou politique» (D. P. I. 7 et 8).

Du côté lithuanien, l'unique condition à la réussite de ces négociations était « la reconnaissance de l'indépendance de la Lithuanie, avec Vilnius comme capitale » (D. P. I. 8). Cette condition fut repoussée par la Pologne et on ne parvint à établir que des relations consulaires entre les deux pays.

Les négociations furent reprises à Kovno; elles se sont poursuivies de mai à août 1919 sans plus de succès, car les Polonais ne consentaient pas à reconnaître l'Etat lithuanien avec Vilna comme capitale, et les Lithuaniens répondaient, par l'organe de M. Slezevicius, Président du Conseil lithuanien: « Wilno non reconnue comme ville lithuanienne, c'est la mort pour la Lithuanie » (D. P. I. 29). Les efforts des Etats baltiques au cours des conférences d'Helsingfors et de Riga, devaient échouer d'une manière analogue.

Ainsi devaient se passer l'année 1919 et les six premiers mois de l'année suivante, la Lithuanie essayant, toujours en vain, de s'entendre avec la Pologne.

Au cours de l'année 1919, les troupes lithuaniennes réussirent à chasser les Bolcheviks de notre territoire. Au printemps 1920, les Alliés conseillèrent aux Etats limitrophes de la Russie, par une décision spéciale, de conclure la paix avec le Gouvernement des Soviets (1). Faisant suite à ce conseil des Alliés, le Gouvernement lithuanien, dès le mois de mai, entamait des négociations et le Traité de Paix fut signé à Moscou, le 12 juillet 1920.

L'article 1 de ce traité dit : « La Russie reconnaît sans arrière-pensée l'indépendance et la souveraineté de l'Etat lithuanien, avec toutes les conséquences juridiques découlant de cette reconnaissance, et elle renonce volontairement, et à tout jamais, à tous les droits souverains sur la nation lithuanienne et sur son territoire » (D. L. 43).

(1) Cf. professeur A. Voldemaras. *Relations russo-lithuano-polonaises*, p. 17.

L'article 2 est consacré à la description de la frontière entre la Russie et la Lithuanie, et il en résulte que la Russie, à laquelle jusqu'à ce moment avait appartenu la souveraineté sur le territoire de Vilna, y renonce en faveur de la Lithuanie.

En ce qui concerne une partie de la frontière méridionale de la Lithuanie du côté de la Pologne ainsi que la frontière lithuano-lettone, le Traité stipule dans la 1^{re} Remarque de l'article 2 que « la frontière entre la Lithuanie et la Pologne et celle entre la Lithuanie et la Latvie seront établies après une entente entre ces Etats » (D. L. 44).

Ce traité de Moscou fut signé au moment de la débâcle de l'armée polonaise qui se retirait dans le plus grand désordre. L'armée rouge envahissait le territoire lithuanien et se trouvait déjà aux portes de la capitale, Vilna. Il est évident qu'à ce moment les troupes bolchevistes n'avaient besoin d'aucune autorisation pour pénétrer dans cette partie de la Lithuanie qui était occupée par la Pologne.

Dans ces circonstances, le Gouvernement de Lithuanie, soucieux de garder la plus stricte neutralité, s'est vu obligé, au moment de la signature du Traité, par voie d'échange de notes, d'admettre la présence des troupes bolchevistes dans le territoire lithuanien occupé par la Pologne.

Pour faire ressortir la situation de la Lithuanie et pour expliquer comment ce pays fut obligé de consentir à cette occupation de son territoire, je cède la parole à M. le Professeur Voldemaras :

« Une partie du territoire lithuanien a été occupée par les Polonais en 1919, pendant la lutte commune contre les bolchevistes, mais sans consentement de la part des Lithuaniens. Or, les bolchevistes demandaient l'une des deux choses : ou bien que les Lithuaniens eux-mêmes contiennent les Polonais et, dans ce cas, les bolchevistes s'engageaient à ne pas traverser la frontière établie par le Traité de Paix entre la Lithuanie et la Russie; ou bien

que les bolchevistes soient traités sur un pied d'égalité avec les Polonais et que l'on renonce à leur endroit à tout usage de la force armée (de même qu'on l'avait fait pour les Polonais), le jour où ils occuperaient le territoire lithuanien après en avoir délogé les Polonais.

« Le Gouvernement lithuanien ne pouvait choisir que la dernière solution, c'est-à-dire rester neutre; mais alors, pour faire preuve d'impartialité, il devait reconnaître aux Russes des droits identiques à ceux que s'étaient arrogés en Lithuanie les Polonais. En signant le traité de paix, les délégations russe et lithuanienne échangèrent en conséquence les notes suivantes que je cite textuellement :

« A l'article 2. — « Prenant en considération l'état de guerre entre la Russie et la Pologne et l'occupation par celle-ci d'une partie du territoire qui, selon le Traité de Paix, appartient à la Lithuanie, et vu l'impossibilité pour l'armée russe d'arrêter les opérations militaires contre la Pologne à la frontière lithuanienne, de par des considérations d'ordre militaire et stratégique, les soussignés, au nom du Gouvernement des Ouvriers et des Paysans de la République socialiste, fédérative russe des Soviets, déclarent que le Gouvernement russe est convaincu que le passage des troupes russes par la frontière lithuanienne et l'occupation par elles de la partie du territoire qui, selon le Traité de Paix, fait partie de l'Etat lithuanien, ne seront pas considérés par le Gouvernement de Lithuanie comme une violation du Traité de Paix et un acte peu amical envers la Lithuanie. A. Joffe, J. Marchlewski, L. Obolenski. »

« La Délégation lithuanienne avait consenti à cette demande en y ajoutant toutefois cette condition essentielle : « Les troupes russes seront retirées dès qu'aura disparu la nécessité militaire et stratégique de leur présence »...

« Cette solution était profondément antipathique à toute la nation lithuanienne. Il fallait, au nom de la neutralité, reconnaître aux bolchevistes le droit d'occuper, c'est-à-dire de piller et de martyriser une partie

considérable de la Lithuanie, par la simple raison que les Polonais l'avaient déjà fait eux aussi et ne voulaient pas s'en aller, s'obstinant à reconquérir par la force des armes les frontières de 1772, c'est-à-dire accaparer une portion considérable de territoire foncièrement russe. Accorder ce droit aux Russes, cela signifiait pour les Lithuaniens tomber de Charybde en Scylla. L'unique consolation résidait dans l'espoir que ce serait là la dernière épreuve et qu'elle serait relativement courte, tandis que l'occupation polonaise menaçait de s'éterniser.

« Rappelons encore que l'autorisation a été signée le 12 juillet, c'est-à-dire deux jours avant l'entrée de l'armée bolcheviste à Vilna. Au moment de la signature du Traité de Paix, les Bolchevistes, se trouvant aux portes de la capitale lithuanienne, n'avaient besoin d'aucune autorisation pour pénétrer en Lithuanie. Pour les bolchevistes, c'était là un beau geste, fait peut-être pour inspirer confiance en leur bonne foi aux nations occidentales (1). »

Pendant que les Polonais en déroute abandonnaient le territoire lithuanien devant l'invasion bolcheviste, l'armée lithuanienne s'efforçait par tous les moyens de reprendre la plus grande partie de son territoire cherchant ainsi à épargner à son pays, dans la mesure du possible, les souffrances de l'occupation bolcheviste. Aussi sa première rencontre avec les Bolcheviks dans le voisinage de Lavkes devait dégénérer en combat violent (Voir E. C. L. P. 52).

Mais c'est surtout vers Vilna que se portaient les regards de la nation lithuanienne. On cherchait à reprendre à n'importe quel prix Vilna avant que les Bolcheviks y pénétrassent. Dès le 11 juillet, les pourparlers furent entamés à ce sujet avec la Pologne par l'intermédiaire de M. Tallents, Haut Commissaire Britannique pour les Pays Baltiques. Mais ces pourparlers n'aboutirent pas.

(1) Professeur A. Voldemaras. *Relations russo-lithuano-polonaises*, p. 7, 8 et 9.

Les Polonais préférèrent remettre Vilna aux Bolcheviks.

Au moment d'abandonner Vilna, le Commandement polonais, par l'intermédiaire du Colonel Rylski, proposa au Commandement lithuanien d'envoyer par chemin de fer ses troupes à Vilna et d'occuper la ville; mais à ce même moment, les troupes lithuaniennes qui se hâtaient vers Vilna étaient traîtreusement attaquées par les Polonais. L'auteur de ces lignes, alors officier dans l'armée lithuanienne, eut l'honneur de participer à cette bataille qui fut livrée par les troupes polonaises régulières en retraite, appuyées par de l'artillerie et munies de trains blindés (14 juillet 1920, à une distance de 6 kilomètres de Jevie). Cette bataille avait pour but d'arrêter la marche des troupes lithuaniennes sur Vilna. Il y eut de nombreuses victimes des deux côtés.

Cette attaque inattendue eut pour résultat de retarder de vingt-quatre heures l'entrée des Lithuaniens à Vilna. La capitale de la Lithuanie fut livrée aux Bolcheviks qui l'occupèrent le 14 juillet. Les troupes lithuaniennes ne purent y pénétrer que le 15 juillet, alors que toute la ville était déjà au pouvoir des masses bolchevistes.

Vu l'état de siège proclamé à Vilna, les Bolcheviks n'y laissèrent pas pénétrer les troupes lithuaniennes non soumises à leur Commandement. Ils allèrent même jusqu'à proclamer l'incorporation des troupes lithuaniennes dans leur garnison de Vilna. Sans violer la neutralité à l'égard de la Pologne, cette situation était absolument inadmissible pour le Gouvernement lithuanien. Il protesta donc contre cet acte du Commandement bolcheviste et se vit obligé de retirer ses troupes de Vilna. Pour ne pas subir le commandement des Bolcheviks et ne pas abandonner complètement la capitale, seuls quelques officiers (et de leur nombre l'auteur de cette étude) purent y rester, comme troupes d'étape, avec une vingtaine de soldats. Jamais je n'oublierai ces jours pénibles. Pendant trois semaines, nous vîmes se dérouler les pillages et les persécutions bolchevistes, sans pouvoir entreprendre rien de sérieux pour protéger la population contre

les atrocités des occupants. Ce n'est que le 25 août que le Gouvernement lithuanien parvint à libérer la capitale des Bolcheviks. En vertu d'une convention, signée le 6 août entre les deux commandements, touchant l'évacuation du territoire lithuanien, les Bolcheviks furent contraints d'abandonner Vilna. Des centaines de prisonniers de la Tchéka, parmi lesquels beaucoup de nobles polonais, furent libérés, et après tant d'années de combats le drapeau lithuanien, salué par les canons, fut enfin arboré sur le mont de Gédiminas. L'armée lithuanienne entra à Vilna au milieu de la joie délirante de toute une population enfin délivrée de la terreur bolcheviste.

Aussitôt Vilna libérée, le Gouvernement lithuanien s'y installa suivi de tous les représentants diplomatiques. Tout le monde croyait cette installation définitive.

Vers le même temps, les Polonais, en retraite devant l'armée rouge, libéraient tout le territoire lithuanien et les troupes lithuaniennes en reprenaient possession.

Telle était la situation lorsqu'à la fin du mois d'août la chance se retourna brusquement contre les Bolcheviks, grâce à l'intervention énergique de la France. Les Russes essuyèrent une défaite définitive sous les murs de Varsovie.

Après cette victoire, tout en poursuivant les Bolcheviks, l'armée polonaise se rencontra avec les détachements lithuaniens et le conflit se ralluma.

Le 27 août 1920, le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie adressait une note au ministre des Affaires étrangères de Pologne. Tout en y soulignant la stricte neutralité de la Lithuanie dans la guerre polono-russe, il proposait que « la ligne de démarcation entre les troupes lithuaniennes et polonaises passât provisoirement par Grabovo-Augustovo-Sztabin » (D. L. 42).

Le Gouvernement de Varsovie ne crut pas devoir accepter cette ligne de démarcation (Réponse polonaise du 31 août). Cependant, il proposa « de procéder à des négociations directes entre la Pologne et la Lithuanie en

vue de trouver une solution amicale à toutes les questions litigieuses entre les deux Etats » (D. L. 46). Les négociations furent entamées à Kovno entre les Commandements lithuanien et polonais. On se préparait déjà à l'envoi d'une mission diplomatique lithuanienne à Varsovie, quand des rencontres sanglantes se produisirent entre Lithuaniens et Polonais. Ces derniers venaient de s'emparer de certaines localités (Augustovo, Suvalki, Seiny), jusque là occupées, sur la demande des habitants eux-mêmes, par les troupes lithuaniennes (E. C. L. P. 52 et 56), mais se trouvant au delà de la ligne « Curzon ». Les pourparlers furent rompus.

Cette ligne « Curzon » avait été fixée par une Déclaration du Conseil Suprême, en date du 8 décembre 1919, dans les termes suivants :

« Les Principales Puissances alliées et associées, ayant reconnu qu'il importe de faire cesser le plus tôt possible l'état actuel d'incertitude politique dans laquelle se trouve la nation polonaise, et sans préjuger les stipulations ultérieures devant fixer les frontières orientales définitives de la Pologne, déclarent reconnaître dès à présent les droits du Gouvernement polonais de procéder, dans les termes précédemment prévus par le Traité du 28 juin 1919 avec la Pologne, à l'organisation d'une administration régulière des territoires de l'ancien Empire de Russie situés à l'ouest de la ligne ci-dessus décrite (voir la carte) » (D. L. 46,47). Suit la description de la ligne qui va du point où l'ancienne frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie rencontre la rivière du Boug, vers le Nord, jusqu'au point où elle rencontre l'ancienne frontière entre la Russie et la Prusse Orientale. Cette ligne laissait donc du côté polonais le cercle d'Augustovo, Suvalki, Seiny avec les localités ethnographiquement lithuaniennes et habitées par des Lithuaniens comme, par exemple, Seiny, Punsck, etc. Elle avait été fixée sans la participation et même à l'insu du Gouvernement lithuanien; ne lui ayant jamais été communiquée, elle ne pouvait pas avoir été acceptée par lui. (Voir le

télégramme du ministre des Affaires Etrangères du 6 et du 12 septembre. D. L. 49 et 51. Aussi D. P. I. 74). Il ne pouvait donc être question d'une obligation pour le Gouvernement lithuanien d'observer cette ligne. Il faut supposer que cette ligne n'avait été adoptée que « pour l'usage intérieur du Gouvernement polonais afin de lui rendre possible l'administration du territoire où il se trouvait de fait » (1).

Les pourparlers à Kovno ayant échoué et les combats entre les troupes lithuaniennes et polonaises étant engagés, le Gouvernement polonais adressa, le 5 septembre 1920, une note à la Société des Nations, en accusant le Gouvernement lithuanien :

1^o D'avoir conclu « un arrangement avec le Gouvernement bolcheviste, moyennant quoi le Gouvernement lithuanien autorisait l'armée rouge à profiter du territoire lithuanien, tant pour le passage des troupes que pour l'établissement de bases militaires » (D. L. 69).

Il s'agit ici des notes qui ont été échangées au moment de la signature du Traité de Moscou, le 12 juillet 1920, et dont j'ai fait mention plus haut.

2^o D'avoir violé la neutralité en dépassant la ligne du 8 décembre 1919 et en coopérant avec l'armée bolcheviste (2).

Dans la même note, le Gouvernement polonais demandait l'intervention de la Société des Nations en vue de prévenir la lutte armée entre la Lithuanie et la Pologne. C'est ainsi que la Société des Nations fut saisie du conflit entre la Pologne, Membre de la Société, et la Lithuanie, qui à ce moment n'y était pas encore admise (3). En vertu de l'article 17 du Pacte de la S. D. N., la Li-

(1) Professeur A. Voldemaras. *Relations russo-lithuano-polonaises*, p. 15.

(2) Pour le non-fondé et la réfutation de ces accusations, voir l'excellente étude de M. le professeur Voldemaras, *Relations russo-lithuano-polonaises*.

(3) La Lithuanie fut admise dans la Société des Nations par la 2^e Assemblée, le 12 septembre 1921, la Pologne votant contre l'admission.

thuanie fut donc invitée « à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend, aux conditions estimées juste par le Conseil » (art. 17 du Pacte). Le Gouvernement lithuanien accepta cette invitation et délégua M. le professeur A. Voldemaras. La Pologne était représentée par M. Paderewski.

Après avoir examiné le conflit entre la Lithuanie et la Pologne et se trouvant devant un télégramme de M. Tchitcherine, en date du 5 septembre 1920, aux termes duquel le Gouvernement des Soviets se déclarait prêt à évacuer tout le territoire de la Lithuanie au cas où le Gouvernement lithuanien garantirait le respect de sa neutralité par la Pologne, le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 20 septembre 1920, adopta les résolutions suivantes :

« Résolutions.

« Le Conseil de la Société des Nations, approuvant le rapport du Représentant de la Belgique :

a) Considérant que la cessation immédiate des hostilités est la condition indispensable de toute intervention utile du Conseil de la Société des Nations, adresse le plus pressant appel aux Gouvernements lithuanien et polonais, afin qu'ils prennent d'urgence les mesures nécessaires pour empêcher tout acte d'hostilité entre leurs troupes ;

b) Propose aux Gouvernements de Lithuanie et de Pologne de prendre les engagements réciproques ci-après :

1^o Le Gouvernement lithuanien adopte comme ligne de démarcation provisoire, sous réserve de tous ses droits territoriaux, et en attendant le résultat des négociations directes avec la Pologne, le tracé arrêté par le Conseil Suprême des Alliés dans sa déclaration du 8 décembre 1919, et s'engage à retirer ses troupes du territoire situé à l'ouest de cette ligne ;

2^o Le Gouvernement de la Pologne prend l'engagement, sous réserve de tous ses droits territoriaux, de respecter, au cours de la guerre qui sévit actuellement entre la

Pologne et le Gouvernement des Soviets, la neutralité du territoire occupé par la Lithuanie à l'Est de la ligne de démarcation spécifiée ci-dessus, à condition que le respect de cette neutralité soit obtenu également des autorités soviétiques par la Lithuanie;

c) Offre aux Gouvernements lithuanien et polonais, au cas où ils acceptent le présent arrangement provisoire, de désigner une Commission chargée de veiller sur place à la stricte observation, par les parties intéressées, des obligations résultant pour elles de cette convention;

d) Charge son Président de désigner des représentants pour recevoir les réponses des Gouvernements lithuanien et polonais, leur continuer l'assistance prêtée par le Conseil, procéder éventuellement à la désignation de la Commission prévue par les présentes résolutions et faire un rapport au Conseil, à sa prochaine session » (D. S. N. 65).

Ces résolutions furent acceptées par le Gouvernement lithuanien le 21 septembre et par le Gouvernement polonais le 23 du même mois (D. S. N. 14).

Conformément à l'article 1 de ces résolutions, un Comité du Conseil fut constitué pour suivre les affaires lithuano-polonaises. Il se composait du Président du Conseil de la S. D. N., M. Léon Bourgeois, et de Représentants de l'Espagne et du Japon.

Le 29 septembre, ce Comité nommait la Commission Militaire de Contrôle, prévue à l'alinéa c des résolutions et composée comme suit : M. le Colonel Chardigny (Français), président, M. le commandant Hercé (Espagnol), M. le major Keenan (Anglais), M. le colonel Bergera (Italien), M. le capitaine Yanamaki (Japonais), membres.

Les Membres de cette Commission se réunirent à Suvalki et commencèrent leurs travaux le 4 octobre.

Cependant, les hostilités et les négociations directes entre les Lithuaniens et les Polonais continuaient. Prenant pour prétexte une soi-disant violation de la neutralité par les Lithuaniens, les troupes polonaises s'efforçaient de pénétrer le plus loin possible en territoire

lithuanien. Même la ligne du 8 décembre 1920, acceptée par les deux parties conformément aux résolutions du Conseil de la S. D. N. du 20 septembre, devait être violée par les Polonais.

D'après le télégramme en date du 27 septembre du ministre des Affaires étrangères de Lithuanie p. i. au ministre des Affaires étrangères de Pologne, nous voyons que « l'armée polonaise, depuis le lac Galladus jusqu'au Niemen, a franchi vers l'Est cette ligne en occupant des localités depuis longtemps évacuées par l'armée des Soviets, ce qui semblerait lui donner le droit d'y pénétrer » (D. L. 55). De même dans le télégramme du même ministre du 7 octobre, nous lisons : « Or il est notoire que même durant les pourparlers de Suvalki, les troupes polonaises ont attaqué les nôtres à Orany, et s'emparèrent de ce point. Nous apprenons en outre que les troupes polonaises, malgré la conclusion de l'armistice six octobre courant dix heures du matin dans ce même rayon, ont lancé un train blindé parti d'Orany ce même jour à dix-huit heures pour attaquer nos troupes cantonnées au repos à Diekshe et Bortele. Ce même jour encore, les forces polonaises ont avancé du côté de Lida vers Vilna, atteignant la gare de Jaschuny en déployant une activité militaire. Toutes ces actions, privées de fondement et inexcusables en la situation actuelle, nous obligent d'attirer votre attention sur le fait qu'elles sont absolument contraires aux engagements pris par le Gouvernement polonais envers le Conseil de la Société des Nations, ainsi qu'aux promesses faites par la Délégation polonaise à Suvalki » (D. L. 59).

D'ailleurs M. Paderevski, délégué de Pologne, reconnaît dans sa lettre du 28 septembre 1920 à M. Léon Bourgeois, Président en exercice du Conseil de la S. D. N., que « pour se garantir contre les attaques des armées bolchevistes, le Gouvernement Polonais s'est vu dans la nécessité d'entreprendre des opérations militaires sur le territoire situé à l'Est de la ligne de démarcation du 8 décembre 1919 » (D. L. 79).

De même, les négociations directes entre les deux Commandements poursuivies à Kalvarija, les 16, 17 et 18 septembre, n'aboutirent à aucun résultat positif. Elles furent reprises à Suvalki le 30 septembre.

Mais ce n'est que « grâce à la présence de la Commission à Suvalki, au moment même où des représentants des deux parties s'y trouvaient pour des conversations directes, que les hostilités purent être arrêtées d'abord jusqu'à Orany, puis à Orany même. Une ligne de démarcation provisoire coïncidant avec celle du 8 décembre fut fixée conformément à la résolution du Conseil, avec l'acceptation par les Polonais et les Lithuaniens d'une zone neutre de six kilomètres de chaque côté de la ligne, et un armistice conclu le 7 octobre depuis la frontière allemande jusqu'à la région d'Orany » (1).

Ainsi, après tant de négociations infructueuses et tant de tentatives vaines pour arriver à un accord, la Lithuanie et la Pologne, sous les auspices de la Commission Militaire de Contrôle de la Société des Nations, parviennent finalement à conclure pour la première fois un accord à Suvalki, le 7 octobre 1920.

Conformément à cet accord, dont le texte *in extenso* se trouve parmi les annexes à cette étude, une ligne de démarcation est fixée depuis la frontière de la Prusse Orientale jusqu'à Bastouny (voir la carte n° 1). Cette ligne doit être prolongée, grâce au concours de la Commission Militaire de Contrôle, sur tout le front lithuano-polonais. La Délégation polonaise à Suvalki déclare formellement que les Polonais n'ont pas l'intention d'occuper Vilna et on attend la conclusion imminente d'un armistice général.

La capitale lithuanienne Vilna, l'objet principal du différend lithuano-polonais, restait à quelque distance au nord de cette ligne de démarcation. Du côté lithuanien, il n'y avait donc plus de difficultés territoriales insurmontables; il était permis d'envisager l'établissement entre

(1) Voir le rapport de M. Léon Bourgeois. D. L. 106.

les deux Etats de relations normales dans un avenir immédiat et de rapports amicaux dans un futur peu éloigné. Cette situation correspondait au désir le plus sincère du peuple lithuanien, des Alliés et de la Société des Nations. Malheureusement, les intentions du Gouvernement polonais ne lui permirent pas de se réaliser.

CHAPITRE II

Le coup de force du général Zeligowski et ses conséquences.

... L'événement critique, nous le savons tous, c'est le coup de force du général Zeligowski. Nous ne pouvons pas oublier que, le 7 octobre, un accord a été signé par lequel les troupes polonaises devaient se retirer; or, le 9 octobre, ces troupes polonaises entraient dans Vilna. Ce coup de force nous paraît impossible à défendre. Rien ne rendrait à la Pologne les sympathies du monde entier que le retrait de Zeligowski et de ses troupes.

Discours prononcé par lord Robert Cecil devant la II^e assemblée de la Société des Nations, le 24 septembre 1922 (E. C. L. P. 47).

Le Gouvernement polonais avait signé l'accord de Suvalki, mais ce n'était pas pour l'observer... Il s'agissait simplement, pour la Pologne, de dissimuler ses véritables intentions aux Alliés, à la Société des Nations et à la Commission Militaire de contrôle envoyée par cette dernière. Le but du Gouvernement polonais était d'occuper par surprise non seulement Vilna, mais toute la Lithuanie et de proclamer son union avec la Pologne, mettant à jamais fin à l'indépendance de la République lithuanienne. Cette union eût été proclamée conformément au vote « librement » exprimé par le peuple asservi, vote organisé sur « les bases les plus démocratiques », alors qu'en réalité on eût voté sous la menace des baïonnettes polonaises.

« Le projet d'occupation de Vilna et de la création d'une Lithuanie centrale fut conçu dans la bourgade de

Siedlec dans les environs de Varsovie, à l'instant où l'armée polonaise refoulait les bolcheviks sous les murs de la capitale. A Siedlec se tenait à cette époque le Maréchal Pilsudski avec son nouveau Etat-major. Le projet primitif de désigner comme chef de la Lithuanie centrale le général Jontkowski fut abandonné dès l'arrivée du Maréchal Pilsudski de Lida à Grodno, à cause des origines du général Jontkowski, né en Pologne et non en Lithuanie (1) ».

« 1^o Le 1^{er} et 2 octobre 1920 eut lieu à Grodno, dans le train du maréchal Pilsudski, une réunion à laquelle prirent part le maréchal Pilsudski, les généraux Rydz-Smigly, Berbetski, Zeligowski, Jontkowski, le colonel Kotz, enfin des officiers de l'Etat-Major et parmi ces derniers le lieutenant Grodski. Au cours de ladite réunion fut adopté définitivement le plan de l'occupation de Vilna, élaboré par le colonel Kotz, chef de la Division des Volontaires. La direction de ces opérations fut confiée au général Zeligowski (originaire de la Lithuanie Centrale), en lieu et place du général Jontkowski, proposé tout d'abord.

« La composition des forces destinées à l'occupation de Vilna était la suivante : la 1^{re} et la 3^e division des légions, la division des volontaires de Kotz et deux divisions lithuano-blanc-russiennes.

« A la même époque, des pourparlers étaient en cours entre Lithuaniens et Polonais à Suvalki, en vue d'une cessation des hostilités et de l'établissement d'une ligne de démarcation;

« 2^o Le 6 octobre 1920, le maréchal Pilsudski fit la revue, dans les environs de Lida, des troupes destinées à l'occupation de Vilna,

« Le même jour, les Polonais déclanchèrent une offensive le long de la voie ferrée Lida-Vilna;

« 3^o Après la Conférence de Genève au sujet du diffé-

(1) Voir la déposition du capitaine Buczynski, chef de la section d'armement de l'Etat-Major de l'armée de Zeligowski. E. C. L. P. 60.

rend polono-lithuanien, au cours de laquelle avait été soulevée la question du désarmement des troupes de Zeligowski, on élaborait le plan suivant :

« Pour éviter le désarmement, Zeligowski et sa division devaient se diriger sur Kovno. Deux divisions désignées pour le désarmement du général Zeligowski devaient avancer sur les flancs du général Zeligowski. En arrivant à Kovno, le général Zeligowski devait renverser le Gouvernement lithuanien et les divisions désignées pour désarmer ses troupes devaient au contraire passer au général ;

« 4° Le troisième jour après l'évacuation de Vilna, on vit arriver dans cette ville des électro-générateurs amenant des munitions et des armes destinées à l'armée Zeligowski. Afin de soustraire le transport de ces munitions à l'observation des officiers français attachés à l'armée Zeligowski, l'Etat-Major consacra des sommes considérables à un souper qui réunit, à l'hôtel Georges, les officiers étrangers. Pendant le banquet, toutes les munitions furent transportées de nuit à la fabrique Schmidt, sur des charrettes et des automobiles ;

« 5° L'approvisionnement ultérieur de l'armée Zeligowski en produits alimentaires, munitions et uniformes, se fit dans les conditions suivantes : en vue de soustraire les transports à l'observation de la Commission de Contrôle, on faisait tout venir par chemin de fer de la Pologne centrale. Avant d'arriver à Lida, on déchargeait les wagons et le transport à Beniekoné et Vilna s'effectuait au moyen de chariots et d'automobiles en évitant Lida ;

« 6° En décembre et en janvier, l'armement des troupes de Zeligowski fut renouvelé au moyen de fusils et de mitrailleuses français expédiés de Varsovie.

« 7° Le Bureau d'Information du général Zeligowski puise ses fonds directement au Bureau d'Information du Grand Quartier Général de Varsovie » (1).

Telles sont les dépositions des officiers déserteurs de

(1) Voir la déposition du lieutenant Grodski, chef de la section d'organisation de l'Etat-Major de l'armée de Zeligowski. E. C. L., P. 58.

l'armée de Zeligowski. Ces officiers avaient quitté l'armée polonaise pour des raisons politiques.

Le délégué du Gouvernement polonais à Vilna auprès de Zeligowski, M. Raczkiewicz, a, dans son rapport présenté à la Commission des Affaires Etrangères de la Diète de Varsovie, involontairement dévoilé le mystère de ce coup de force, en indiquant que le Trésor polonais, dès le 1^{er} octobre 1920, subventionnait le Gouvernement Zeligowski (1).

En somme, le coup de force exécuté par le général Zeligowski avait été préparé de longue main. Le Gouvernement polonais a entamé des négociations à Suwalki et les a fait traîner dans le seul but de gagner du temps, d'occuper les points stratégiques importants et d'exécuter les préparatifs militaires prévus par un plan depuis longtemps adopté. C'est pour s'assurer contre la possibilité du transport des troupes lithuaniennes de Suwalki à Vilna que les Polonais se sont emparés de la gare d'Orany le 3 octobre.

Quoique d'après les renseignements des Missions Militaires réunies, française, britannique et italienne, « depuis le 4 octobre le danger bolchevique dans le territoire occupé par les Lithuaniens n'existât plus pour les Polonais », quoique, aussi l'armistice eût été signé avec la Russie (5 octobre), les Polonais se refusèrent à conclure un armistice général à l'est de Bastuny pour ne pas gêner le mouvement de leurs troupes destinées à l'occupation de Vilna.

D'après le télégramme du colonel Chardigny, le 3 octobre, à Varsovie, le Prince Sapieha, Ministre des Affaires étrangères de Pologne, « a déclaré formellement que le Gouvernement ne ferait pas occuper Vilna et s'est exprimé en faveur d'une solution du conflit territorial entre les deux pays, par plébiscite sommaire et expéditif. » D'après ce même télégramme, le 4 octobre, à Bialystok, le maréchal Pilsudski, commandant en chef, « a égale-

(1) Z. Ż. *Proba pogodzenia Litwy z Polska*, p. 46.

ment assuré la Commission que la marche sur Vilna n'était pas envisagée, mais qu'il ne pouvait répondre de ses troupes, en cas de provocation des Lithuaniens. Il a déclaré qu'une division composée d'officiers et soldats de la région de Vilna opère dans la région de Lida et que les sentiments de ces troupes pouvaient les pousser à des actes imprévus, il a ajouté que s'il n'était pas chef d'Etat, il aurait, comme militaire, occupé la ville depuis une semaine » (D. S. N. 35).

Le 7 octobre, sous les auspices de la Commission Militaire de la Société des Nations, les Polonais signent l'accord de Suvalki. Le lendemain, leurs troupes soi-disant rebelles commandées par le générale également « rebelle » Zeligowski, violent cet accord ainsi que toutes les décisions du Conseil de la Société des Nations et déclenchent une attaque générale contre les détachements lithuaniens. Des combats violents se déroulent au sud de Vilna durant toute la journée du 8 et toute la nuit du 9 octobre. Les troupes lithuaniennes, sous la pression du nombre, commencent leur retraite.

Conformément au télégramme du colonel Chardigny, le 8 octobre « les missions ont décidé d'assurer la protection de la ville de Vilna, après son évacuation par le Gouvernement lithuanien. Deux officiers, un Anglais et un Français, envoyés pour communiquer cette décision au Commandant des troupes polonaises d'attaque, n'ont pas été autorisés à lui faire cette communication et ont été retenus sur place jusque dans la soirée du 9 » (D. S. N. 34).

Après avoir confié l'administration de Vilna aux Représentants des Alliés, le Gouvernement lithuanien se vit obligé de se retirer à Kovno. Vers 5 heures de l'après-midi, le 9 octobre 1920, le général Zeligowski, entra à Vilna et proclama une « Lithuanie centrale ».

Mais les Polonais ne considéraient l'occupation de Vilna que comme une étape. Leur intention était d'occuper Kovno et toute la Lithuanie, afin de la supprimer en tant qu'Etat indépendant. Dans ce but, après avoir

reçu de Pologne de nouveaux renforts en munitions et en troupes, l'armée de Zeligowski recommença ses attaques contre la nôtre. Le 16 octobre et les jours suivants, des combats acharnés se déroulent entre Vilna et Kovno.

« Les Polonais attaquent sur tout le front avec des forces importantes et font usage, dans le voisinage de la station de Rykonty, d'un train blindé arrivé récemment de Lida. Les pertes sont lourdes des deux côtés. La mobilisation se poursuit à Vilna, et les hommes, enrôlés de force, sont envoyés dans la zone polonaise de Lida pour y être incorporés dans les nouvelles formations ».

Le 20 octobre, « deux trains sont arrivés de la Pologne à Vilna, transportant des soldats et du matériel de guerre. On a pu constater la présence sur le front lithuanien de trains blindés, d'avions et de tanks récemment obtenus de la Pologne, ainsi que le contact étroit qui existe entre les troupes « insurgées » et le Gouvernement de Varsovie. Des prisonniers polonais capturés ces derniers jours confessent que l'ordre a été donné de pousser plus loin en Lithuanie. On a aussi constaté la concentration des troupes polonaises dans le Gouvernement de Suvalki » (D. L. 97).

Toutes les tentatives de la Commission Militaire de Contrôle d'arrêter les hostilités demeurèrent vaines. Ce n'est qu'après la défaite essuyée par l'armée Zeligowski sous Giedraiciai (Giedroïcie) et sous Širvintai(Szirvinty) où le général Zeligowski lui-même faillit être fait prisonnier, et au moment où les Polonais s'apprêtaient à abandonner Vilna, que sur la recommandation de la Commission Militaire de Contrôle de la Société des Nations, on réussit à mettre fin aux hostilités entre l'armée lithuanienne et celle de Zeligowski.

Le 29 novembre 1920, à la gare de Kovno, dans le train de la Commission Militaire de Contrôle, fut signé le protocole entre « M. Michel Kossakowski, représentant du Gouvernement polonais auprès de la Commission militaire de Contrôle de la Société des Nations, muni des pleins pouvoirs de signer, au nom du Gouvernement

polonais, tout acte de caractère militaire et politique, connexe à l'exécution des décisions de la Société des Nations, après avoir obtenu du général Zeligowski l'engagement d'observer les conditions contenues dans le présent protocole, et du Gouvernement polonais, la garantie que lesdites conditions seront observées par le général Zeligowski, d'une part » et les représentants du Gouvernement lithuanien, d'autre part, en vertu duquel :

« 1^o Les hostilités entre les troupes du Gouvernement lithuanien et les troupes du général Zeligowski prendront fin le trente novembre mil-neuf-cent-vingt, à vingt-quatre heures;

« 2^o La remise des prisonniers de guerre à la Commission Militaire de contrôle s'effectuera immédiatement après la cessation des hostilités;

« 3^o Une zone neutre sera établie entre les deux armées. En attendant que la Commission en ait fixé les limites, les troupes de première ligne conserveront, de chaque côté, les positions actuelles » (D. L. 124).

Le Gouvernement lithuanien a signé ce protocole « uniquement dans le but d'activer et de faciliter l'évacuation des troupes de Zeligowski », et son représentant, M. Ignace Jonynas, a, lors de la signature du protocole, fait à M. le Président de la Commission Militaire de Contrôle de la S. D. N. la déclaration suivante :

« Le peuple lithuanien ainsi que le Gouvernement désigné par lui, a exprimé maintes fois son désir ardent d'être en paix avec tous ses voisins. Il a également exprimé sa volonté inébranlable d'être libre et indépendant. Etant attaqué par ses voisins qui ont voulu porter un coup mortel à son indépendance et à l'intégrité de son territoire paternel, il a montré qu'il savait verser son sang pour la cause qui lui est la plus chère. Aujourd'hui, comme précédemment, désireux de garder sa liberté et l'intégralité de son territoire, le Gouvernement lithuanien a consenti, sur la recommandation de la Commission de Contrôle de faire cesser les hostilités bien que l'ennemi occupe encore sa vieille capitale, Vilna, le centre de la

vie intellectuelle et économique. Par ce fait, le Gouvernement, au nom du peuple lithuanien, montre une fois de plus que, soucieux de se défendre lorsqu'il est attaqué et menacé, il ne veut cependant pas verser une goutte de sang de plus lorsqu'il voit que des moyens pacifiques lui sont proposés pour sa sauvegarde. Donnant sa signature à l'acte par lequel les hostilités entre l'armée lithuanienne et les troupes commandées par le général Zeligowski prennent fin, il n'admet pas un instant que les troupes du général Zeligowski puissent rester dans le territoire par elles occupé. Il a signé cet acte dans le but de faciliter l'évacuation desdites troupes du territoire par elles occupé. En conséquence, le Gouvernement lithuanien a l'honneur de prier la Commission de Contrôle de vouloir bien prendre acte de cette déclaration et d'intervenir auprès du Conseil de la Société des Nations pour obtenir l'évacuation, par les troupes du général Zeligowski, du territoire par elles occupé, dans le plus bref délai possible » (D. L. 125).

Quelle fut l'attitude du Gouvernement polonais devant tous ces événements?

Au début, il feignit de ne rien savoir du coup de force de son général. Il déclare « ne posséder aucun renseignement à ce sujet », et son Ministre des Affaires étrangères, le prince Sapieha, dans son télégramme au Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie, en date du 9 octobre, « a l'honneur de proposer au Gouvernement lithuanien d'entamer le 13 courant à Orany les négociations prévues par l'article b. et c. dudit arrangement » (D. L. 60). (Il s'agit de l'arrangement de Suvalki du 7 octobre 1920).

Plus tard, devant les protestations du Gouvernement lithuanien et de la Société des Nations, le Gouvernement polonais se borne à déclarer que le général Zeligowski et son armée ont rompu tout contact avec l'armée polonaise, que « la désobéissance et la rupture des liens qui les rattachaient à l'armée polonaise doivent être considérées comme une violation flagrante du devoir militaire, laquelle ne saurait aucunement être admise et au sujet

de laquelle sera instituée par les autorités polonaises une enquête sévère », qu'il « regrette que l'insubordination d'une partie des troupes commandées par le général Zeligowski soit venue troubler le désir général de terminer le différend lithuano-polonais à l'amiable », qu'il « ne peut endosser aucune responsabilité », mais que « l'occupation par force de Vilna et de son territoire par les forces étrangères quelles qu'elles soient, doit être envisagé par la Pologne comme un attentat à la libre décision de la population, attentat contre lequel elle se verrait forcée de protester énergiquement » (D. L. 95 et 96).

Voilà, d'ailleurs, les textes mêmes des déclarations polonaises :

I. — DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS,
DU 14 OCTOBRE 1920.

« Le 9 octobre dernier, la division lithuano-blanc-ruthénienne, commandée par le général Zeligowski, ayant rompu tout contact avec l'armée polonaise, se dirigea au Nord et prit Vilna le 9 octobre. Bien que le Gouvernement polonais comprenne l'exaspération des officiers et des soldats polonais auxquels, après deux années de durs combats en vue de reconquérir la liberté pour leur pays natal, a été interdit l'accès à leur ville de Vilna, néanmoins la désobéissance et la rupture des liens qui les rattachaient à l'armée polonaise doivent être considérées comme une violation flagrante du devoir militaire, laquelle ne saurait aucunement être admise et au sujet de laquelle sera instituée par les autorités polonaises une enquête sévère.

« Ainsi qu'on le sait, vient d'être organisé à Vilna un pouvoir provisoire sous le nom de Commission de Gouvernement de la Lithuanie Centrale. Cette Commission a adressé au Gouvernement polonais une déclaration où, tout en lui communiquant son intention d'assurer aux habitants du territoire de Vilna le droit d'autodécision,

elle le prie de sauvegarder ce pays d'une attaque venant de l'Est et d'envoyer à Vilna une délégation à l'effet de procéder à des négociations.

« Le Gouvernement polonais s'est toujours montré partisan d'autodécision du territoire de Vilna et, se basant précisément sur la volonté mainte fois exprimée de la population de ce territoire, le considère comme faisant partie de la Pologne; néanmoins il se proposait de faire valoir ses droits sur ce territoire par une voie autre que celle qui a été choisie par la Commission de Gouvernement.

« Or, en attendant que le Gouvernement polonais envoie ses délégués afin de s'entendre avec la Commission de Gouvernement, il doit au préalable avoir la certitude que cette Commission a réellement l'intention de garantir équitablement à la population la possibilité de se prononcer sur son sort. L'attaque éventuelle prévue par la Commission de Gouvernement de Vilna est peu probable, attendu que les troupes polonaises se trouvent à l'Est de cette ville. Par contre l'occupation par force de Vilna et de son territoire par les forces étrangères quelles qu'elles soient, doit être envisagée par la Pologne comme un attentat à la libre décision de la population, attentat contre lequel elle se verrait forcée de protester énergiquement ».

II. — DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS, DU 19 OCTOBRE 1920.

« En renouvelant et en confirmant ses déclarations précédentes, le Gouvernement polonais nie catégoriquement que l'armistice conclu entre les armées polonaises et lithuaniennes sous les auspices de la Société des Nations, ainsi que la déclaration du Gouvernement polonais au sujet de l'occupation de Vilna, aient été violés. Le Gouvernement polonais regrette que l'insubordination d'une partie des troupes commandées par le général Zeligowski est venue troubler le désir général de terminer

le différend lithuano-polonais à l'amiable. La population de Vilna et les soldats polonais originaires de la terre de Vilna, révoltés contre leurs autorités, sont un facteur tiers qui apparut dans le différend et pour lequel le Gouvernement polonais ne peut endosser aucune responsabilité.

« En ce qui concerne la Société des Nations, le Gouvernement polonais, loin de porter atteinte à son prestige, est, au contraire, fermement décidé à respecter ses décisions et il maintient en vigueur l'armistice conclu entre les deux armées sous les auspices de la Commission de Contrôle. Grâce à l'influence bienfaitrice de ladite Commission, non seulement les hostilités entre les troupes polonaises et lithuaniennes ont été arrêtées, mais encore l'échange des prisonniers de guerre, prévu dans l'arrangement du 7 octobre, est en train de s'effectuer. La Pologne sera prête à contribuer à tout effort tendant à régler la question de Vilna, conformément aux principes de justice et d'impartialité complète » (D. L. 95 et 96).

Somme toute, le Gouvernement de Varsovie forgeait de toutes pièces une légende, pour apaiser les protestations du Gouvernement de Kovno et calmer Genève. D'après cette légende le Général Zeligowski serait un véritable « rebelle », pour les actes duquel le Gouvernement polonais n'est nullement responsable ; c'est ce « rebelle » qui a violé l'armistice conclu entre les armées polonaise et lithuanienne sous les auspices de la Société des Nations et toutes les décisions de cette Société, l'observation desquelles est sacrée pour la Pologne. D'autre part, c'est un brave « rebelle » et « la nation polonaise tout entière considère son coup d'état comme légitime » et c'est pourquoi, tout en n'assumant aucune responsabilité pour les actes du général désavoué, « le Gouvernement polonais déclare qu'il soutiendra le général Zeligowski contre toute attaque » (Dans ma dernière phrase je cite les déclarations de M. Askhenazy, délégué de Pologne, lors de la huitième séance du Conseil de la Société des Nations, tenue à Bruxelles le 26 octobre 1920 (D. L. 100 et 101)

Le Gouvernement lithuanien ne manqua pas d'élever les protestations les plus énergiques contre ces agissements des Polonais. Dès le 8 octobre, il prévient M. Léon Bourgeois, Président du Conseil de la S. D. N., de l'aventure que les Polonais préparent contre Vilna (1).

Le 11 octobre, il remet au Président du Conseil de la S. D. N., par l'intermédiaire de M. O. V. de L.-Milosz, son Représentant diplomatique auprès du Gouvernement de la République française, la protestation suivante :

« Mon Gouvernement me charge d'élever, par devant la Société des Nations et les Gouvernements alliés, la protestation la plus énergique contre cette violation de l'accord signé à Suvalki le 7 octobre et contre l'immixtion des Polonais dans les affaires intérieures de la Lithuanie. J'ai l'honneur, Monsieur le Président, de demander à Votre Excellence, au nom de mon Gouvernement, l'application des mesures les plus énergiques en vue de faire respecter au Gouvernement polonais les résolutions du Conseil de la Société des Nations et de lui imposer l'évacuation immédiate par ses troupes de Vilna, la capitale de la Lithuanie » (D. L. 92).

En réponse à la Déclaration polonaise précitée du 14 octobre, le Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie p. i., M. Klimas, adresse le 23 octobre au Ministre des Affaires étrangères de Pologne, Prince Sapieha, un télégramme dont je me permets de citer le passage suivant :

« Puisque la prise de Vilna par des troupes polonaises selon la déclaration du 14 octobre a été effectuée en dehors de la volonté du Gouvernement et du Haut Commandement polonais et comme elle a été le résultat d'une rébellion de la division commandée par le général Zeligowski laquelle a rompu tout contact avec l'armée polonaise, et puisque le Gouvernement polonais considère ce fait comme une violation flagrante du devoir militaire au sujet de laquelle une enquête sévère sera

(1) Voir les lettres de M. le professeur Voldemaras du 8 octobre, D. L. 88 et 89.

instituée par les autorités polonaises, alors comment le Gouvernement polonais saura expliquer le fait que le contact avec les troupes séditeuses n'a pas été aussitôt rompu par le Gouvernement polonais, lequel, au lieu d'empêcher l'afflux des soldats vers les rebelles, a laissé de nouvelles divisions se joindre à la première et deuxième divisions soi-disant lithuano-belorussiennes, savoir la première et deuxième divisions des volontaires de Varsovie, bien que lesdites soient affublées de noms nouveaux, et que l'on continue toujours à envoyer de nouveaux contingents de troupes polonaises de Pologne à Vilna par chemin de fer (ainsi que nos avions ont pu le constater dernièrement) et, de plus, que l'on envoie de Pologne à l'armée du général Zeligowski des armes de toute sorte, y compris des autos blindées et des tanks pour être employés contre l'armée lithuanienne, et, en dehors de tout cela, toute aide est accordée par la Pologne au corps d'armée du général Zeligowski.

« Il est impossible d'accepter la justification du coup de main du général Zeligowski présentée par le Gouvernement polonais et motivée par l'allégation qu'il comprend l'exaspération des officiers et des soldats auxquels après deux années de durs combats en vue de reconquérir la liberté pour leur pays natal a été interdit l'accès à leur ville de Vilna. Cette justification demeure inacceptable vu que le corps du général Zeligowski ainsi que l'ont constaté les membres de la Commission de contrôle de la Société des Nations et comme nous le constatons aussi des prisonniers que nous avons fait, consiste pour la plupart de ressortissants de Posnanie, Galicie et d'autres provinces de Pologne et non d'habitants de la région de Vilna.

« Contraire à la vérité se trouve aussi la déclaration faite aux Gouvernements des Puissances Alliées disant que le Gouvernement Polonais est loin de porter atteinte au prestige de la Société des Nations et qu'il est fermement décidé à respecter ses décisions, si l'on peut clairement déduire de la première déclaration du 14 octobre

que seulement l'occupation de Vilna par la Pologne peut s'accorder avec le droit de la libre décision de la population, puisque la présence de toute autre armée à Vilna serait regardée par lui comme un attentat à ce droit. Autrement dit, le Gouvernement polonais tout en promettant de ne pas occuper ces régions, proclame en même temps la nécessité de l'occupation polonaise.

« Tous les faits ci-dessus exposés sont absolument contraires à l'intention déclarée par le Gouvernement polonais de contribuer à tout effort tendant à régler le différend lithuano-polonais à l'amiable et conformément aux principes de justice et d'impartialité complète » (D. L. 62 et 63).

Enfin, vu la collaboration manifeste du Gouvernement de Varsovie avec ces « rebelles » qui ne cessent pas leurs attaques contre la Lithuanie, son délégué, M. le professeur Voldemaras, dans sa note adressée à M. le président du Conseil de la S. D. N., en date du 26 octobre 1920, demande la convocation urgente de l'Assemblée de la S. D. N., pour examiner la question de l'application à la Pologne des sanctions prévues à l'article 16 du Pacte de la S. D. N., dans les termes suivants :

« En présence de ces faits, il ne subsiste aucun doute sur ce que le général Zeligowski exécute le plan du Gouvernement polonais selon lequel toute la Lithuanie doit être occupée par des troupes polonaises, bien entendu dûment camouflées. Un Gouvernement « national » issu de cette occupation proclamerait le rattachement de la Lithuanie à la Pologne. Le Gouvernement polonais de Varsovie se laisserait faire la douce violence pour accorder son consentement à ce rattachement.

« Donc la guerre que le général Zeligowski mène contre la Lithuanie est une guerre conduite par la Pologne. Cette guerre sournoise est plus dangereuse pour la Lithuanie que ne le serait une guerre ouverte et loyale. Et si la Pologne recourt à cette espèce de guerre, c'est uniquement pour éviter les conséquences de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

« Or, il est de toute évidence que les Puissances signataires du Pacte n'avaient aucune intention de créer l'immunité pour la fraude tout en frappant le même délit s'il a été commis ouvertement.

« Prenant cette circonstance en considération, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir convoquer d'urgence une séance plénière de la Société des Nations afin qu'elle puisse se prononcer sur l'application à la Pologne des sanctions prévues par l'article 16 du Pacte, si le Gouvernement polonais persiste à combattre la Lithuanie » (D. L. 98).

Voyons maintenant l'attitude de la Société des Nations. La Société ne manqua certes pas, par l'intermédiaire de ses organes autorisés, de blâmer très sévèrement le coup de force du général Zeligowski. Le 14 octobre, M. Léon Bourgeois, Président du Conseil de la S. D. N., agissant en son nom et au nom de ses deux collègues, les Ambassadeurs d'Espagne et du Japon, chargés de suivre avec lui, au nom du Conseil, les affaires de Lithuanie et de Pologne, recevait M. Paderewski, délégué de Pologne, et le priait de faire connaître à son Gouvernement la gravité de la situation résultant de l'occupation de Vilna par les Polonais en violation des engagements pris par la Pologne envers la Société des Nations, ainsi que le désir de la Société que toutes les mesures nécessaires soient prises immédiatement pour mettre fin à cette occupation illégale. Une communication de cette entrevue fut faite à la presse et M. Léon Bourgeois adressa à M. Paderewski une lettre de la teneur suivante :

« Je crois utile, en mon nom et au nom de mes collègues, MM. les Ambassadeurs d'Espagne et du Japon, chargés, avec moi, de suivre, au nom du Conseil, les affaires de Pologne et de Lithuanie, de vous confirmer par écrit ce que je vous ai dit ce matin lorsque vous m'avez fait l'honneur de me rendre visite.

« Je vous avais prié de venir vous entretenir avec moi pour vous faire connaître le sentiment qui se manifeste

également à Londres et à Paris au sujet des événements qui viennent de se produire à Vilna.

« Le Gouvernement polonais, après avoir fait appel à la Société des Nations au sujet de son différend avec la Lithuanie, a accepté les décisions du Conseil : cessation immédiate des hostilités, neutralité du territoire occupé par la Lithuanie, à l'est de la ligne du 8 décembre, sous réserve du respect de cette neutralité par les autorités soviétiques, formation d'une commission de contrôle qui est actuellement sur place et chargée de prendre les mesures nécessaires pour arrêter ou éviter tout conflit, sans que son action puisse préjuger en rien du règlement territorial définitif. L'occupation de Vilna est donc une violation des engagements pris vis à vis du Conseil de la Société des Nations et il est impossible à celui-ci de ne pas demander au Gouvernement polonais quelles mesures immédiates il compte prendre pour assurer le respect des engagements.

« A moins que Vilna ne soit évacuée à bref délai, le Conseil serait obligé de se réunir d'urgence pour examiner la situation, qu'il considère comme grave.

« Je vous ai prié et vous prie de transmettre, au nom du Conseil de la Société des Nations, cet avis à votre Gouvernement » (D. L. 93 et 94).

Dans son rapport sur le différend entre la Lithuanie et la Pologne, en date du 25 octobre 1920, M. Léon Bourgeois s'exprime, en outre, à propos du coup de force du général Zeligowski de la façon suivante :

« Il ne s'agit pas, en effet, aujourd'hui, seulement de la détermination des droits et des obligations de chacun des deux Gouvernements en cause, mais il s'agit surtout du droit qui appartient au Conseil de la Société des Nations de ne point laisser mettre en échec les décisions qu'il a prises et l'effet des procédures qu'il a engagées après un accord solennel conclu devant lui entre les parties intéressées. C'est pour l'avenir de l'œuvre de la Société une question d'une importance essentielle, qui nécessite de votre part une délibération approfondie » (D. L. 107).

Enfin, dans sa résolution du 28 octobre 1920, le Conseil de la Société des Nations prend « acte des déclarations solennelles par lesquelles le Gouvernement polonais a désavoué l'entreprise du général Zeligowski et l'a déclaré rebelle » (D. S. N. 142 et 143).

Rien ne subsiste aujourd'hui de cette belle légende du général « révolté » qui a occupé Vilna. J'espère que les Polonais eux-mêmes ne parlent plus de la soi-disant insubordination ou de la « rébellion » de leur général, après les déclarations formelles du maréchal Pilsudski.

En effet, le véritable inventeur et l'organisateur de ce coup de force était le maréchal Pilsudski, alors chef de l'Etat polonais. Le 6 décembre 1922, il en fait lui-même l'aveu aux Ministres réunis d'Angleterre, de France, des Etats-Unis, d'Italie et aux autres membres du corps diplomatique accrédités à Varsovie. Ce jour-là, comme il prenait congé du corps diplomatique, M. le maréchal Pilsudski, après avoir résigné ses fonctions de chef d'Etat, fit la déclaration suivante : « Messieurs, je me suis vu forcé, naguère, d'affirmer que le général Zeligowski n'a pas suivi mes ordres en s'emparant de Vilna. Aujourd'hui, je ne suis plus qu'un simple citoyen et mon devoir est de rectifier cette affirmation et de libérer Zeligowski de toute responsabilité. Il a agi d'après mon ordre et, dans son loyalisme sincère de soldat, il n'a même pas pensé à commettre un acte de rébellion. J'ai même dû le punir parce qu'il me demandait des instructions écrites concernant sa « révolte » (1).

Le Maréchal Pilsudski a confirmé cet aveu dans une conférence donnée à Vilna au mois d'août 1923, où il a déclaré en outre : « On décida même, en dehors de nous, d'attribuer Vilna à la Lithuanie. Je devais tenir compte de cette décision qui gênait mes projets. Il était nécessaire de créer un fait accompli nouveau : c'est alors que se

(1) Voir Tommasini (ex-ministre d'Italie en Pologne). *Risurrezione della Polonia*, Milan, 1925, p. 214.

produisit l'action du général Zeligowski, lequel a agi sous ma direction et sur mes ordres exprès » (1).

Telle est l'histoire peu édifiante du coup de force par lequel le général Zeligowski a privé la Lithuanie de sa capitale et a rendu le conflit lithuano-polonais insoluble. C'est surtout en raison de ce coup de main que le plébiscite projeté par la Société des Nations dans le territoire de Vilna n'a pu avoir lieu, comme nous le verrons plus loin.

L'aventure de Zeligowski a clairement révélé au peuple lithuanien les véritables intentions de la Pologne à l'égard de la Lithuanie. Les efforts de la S. D. N. malgré toute l'habileté de M. Hymans, l'éminent homme d'Etat belge, ont échoué. Comment en effet aurait-on pu incliner les Lithuaniens à se rapprocher de la Pologne au lendemain d'une trahison par laquelle les Polonais avaient tenté d'abolir, de la manière à la fois la plus brutale et la plus basse, l'indépendance de la Lithuanie?

Mais cet acte apparaît plus grave encore lorsqu'on considère l'avenir de la Société des Nations. Il constitue un précédent des plus dangereux, car il montre combien il est aisé de se libérer de toutes les prescriptions de la Société en organisant une soi-disant révolte. C'est, pour dire le vrai, un coup mortel pour l'article 16 du Pacte. La Pologne a commis cet acte de violence contre son voisin beaucoup plus faible, et elle a réussi à souhait, sans encourir la moindre sanction.

Pour sauver l'œuvre de la Société des Nations, pour couper court aux expédients du genre du coup de force du général Zeligowski, il serait opportun de modifier le Pacte de la Société des Nations, en rendant les gouvernements responsables des actes de leurs forces armées, même en cas de révolte.

(1) Blociszewski. La restauration de la Pologne et la diplomatie européenne. *Revue de droit international public*, 2^e série, t. VIII (1926), p. 462.

CHAPITRE III

Essais de la Société des Nations de résoudre la question de Vilna.

§ 1. — CONSULTATION POPULAIRE ET SON ABANDON.

Le Gouvernement polonais semble n'avoir jamais accepté le plébiscite qu'avec l'espoir qu'il serait réalisé dans des conditions qu'il aurait lui-même préparées et qui lui seraient favorables.

M. Léon Bourgeois dans son exposé du
1^{er} mars 1921. D. L. 161.

Après la prise de Vilna par le général Zeligowski, la tâche du Conseil de la Société des Nations dans le conflit lithuano-polonais se trouva complètement changée. Auparavant, le Conseil n'avait cherché qu'à faire cesser les hostilités entre les troupes polonaises et lithuaniennes, en établissant une ligne de démarcation et une zone neutre entre les deux armées; il s'était surtout efforcé de faire respecter la neutralité du territoire lithuanien dans la guerre entre la Pologne et la Russie. A présent, il avait à se prononcer sur le fond même du conflit lithuano-polonais.

Le premier pas du délégué de la Pologne dans cette nouvelle situation fut d'essayer de soustraire le différend à l'intervention ultérieure de la Société des Nations, et cela d'autant plus que le délégué de la Lithuanie persistait à demander au Président du Conseil « de convoquer

d'urgence une séance plénière de la Société des Nations afin qu'elle puisse se prononcer sur l'application à la Pologne des sanctions prévues par l'article 16 du Pacte, si le Gouvernement polonais persiste à combattre la Lithuanie » (D. S. N. 135). (Cette demande était formulée le 26 octobre, c'est-à-dire un mois avant la signature du protocole du 29 novembre qui a mis fin aux hostilités entre les troupes lithuaniennes et celles du général Zeligowski).

Voilà le texte de la déclaration faite par M. Askhenazy, délégué de Pologne, à la huitième séance du Conseil, le 26 octobre :

« Je suis d'avis que, grâce à l'intervention bienveillante de la Société des Nations, vu la cessation des hostilités entre les troupes polonaises et celles du Gouvernement lithuanien, suivant l'Arrangement de Suvalki du 7 octobre et la ligne de démarcation, ainsi qu'à la suite de l'armistice et des préliminaires de paix entre la Pologne et le Gouvernement soviétique, signé à Riga le 12 octobre, le différend polono-lithuanien, tel qu'il a été soumis par le Gouvernement polonais à la Société des Nations, le 5 septembre, doit être considéré comme liquidé » (D. S. N. 134).

Ce n'est qu'après l'intervention de MM. Balfour et Léon Bourgeois que le délégué de la Pologne se vit obligé de changer sa tactique et de retirer la déclaration précitée.

La première suggestion de résoudre le conflit lithuano-polonais par voie de consultation populaire fut faite par M. Hymans, président du Conseil en exercice, qui posa, le 26 octobre, aux deux Gouvernements intéressés la question suivante :

« Acceptent-ils le principe d'un plébiscite sous l'autorité de la Société des Nations? »

A cette question, M. Voldemaras, délégué de Lithuanie, s'empresse de répondre qu'il « est persuadé que le Gouvernement lithuanien n'aura aucune objection contre cette proposition. Mais avant de régler l'attribution des terri-

toires contestés, la Société des Nations a une tâche plus urgente, celle d'arrêter les hostilités. Selon les nouvelles qu'il vient de recevoir, les hostilités continuent en effet, et l'avance polonaise se poursuit » (D. S. N. 136).

M. Askhenazy, à son tour, déclare « qu'il ne sait pas quelle réponse sera faite par son Gouvernement à la proposition du Conseil, mais qu'il est certainement désirable que le Conseil donne au Gouvernement polonais l'occasion de l'examiner » (D. S. N. 137).

Après avoir délibéré, sur la proposition de M. Hymans, le 28 octobre, le Conseil de la Société des Nations adopta la résolution suivante concernant la consultation populaire dans la région de Vilna.

« Le Conseil de la Société des Nations, soucieux avant tout de rétablir la paix entre les deux peuples lithuanien et polonais, et prenant acte des déclarations solennelles par lesquelles le Gouvernement polonais a désavoué l'entreprise du général Zeligowski et l'a déclaré rebelle; constatant, d'autre part, que les deux parties réclament pour les populations intéressées le droit de décider de leur sort et fondent sur ce droit même leurs revendications respectives,

« Rappelle aux deux parties les engagements pris par Elles vis-à-vis de la Société des Nations,

« Et les invite formellement à accepter les recommandations suivantes :

« 1^o Une consultation populaire aura lieu sous les auspices et le contrôle de la Société des Nations, par laquelle les habitants du territoire contesté à l'est de la ligne arrêtée par le Conseil Suprême le 8 décembre 1919 pourront exprimer librement leur volonté au sujet de leur rattachement soit à l'Etat lithuanien, dont le Gouvernement siège actuellement à Kovno, soit à la Pologne.

« Le Conseil de la Société des Nations déterminera l'étendue et la limite de ce territoire et fixera les modalités et la date de la consultation populaire, de façon à assurer la liberté et la sincérité du vote.

« 2^o Le Conseil de la Société des Nations décidera des

mesures à prendre avant et pendant la consultation populaire, soit pour le retrait, soit pour le désarmement de toute troupe de quelque nationalité qu'elle soit occupant les territoires soumis à la consultation. Dans ce but, et afin d'assurer l'exécution des recommandations du Conseil, celui-ci aura le droit d'exercer immédiatement un contrôle sur les routes et les chemins de fer conduisant au territoire contesté ou le traversant.

« Le Conseil demande aux deux Parties de lui faire connaître si elles acceptent ses recommandations dans le délai de dix jours à partir du 28 octobre

« Le Conseil demande au délégués des deux Parties de lui donner dès maintenant, au nom de leurs Gouvernements respectifs, l'assurance formelle que ceux-ci s'abstiendront de tout acte d'hostilité réciproque et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour le maintien de la paix.

« Les membres de la Commission militaire demeurent chargés de régler équitablement toutes difficultés qui pourraient se produire.

« Les délégués de la Pologne et de la Lithuanie ont donné au Conseil, au nom de leurs Gouvernements, les assurances qui leur étaient demandées. Le Conseil en a pris acte.

« Le texte de la résolution sera transmis immédiatement aux Gouvernements Polonais et Lithuanien par leurs Délégués. Nous espérons que leurs réponses seront favorables et permettront d'établir enfin une paix durable entre leurs peuples » (D. S. N. 143).

Après le vote de cette résolution, les délégués polonais et lithuaniens présentent leurs remerciements dans les termes suivants :

« M. Askhenazy remercie le Conseil de son assistance et exprime l'espoir qu'il sera possible d'aboutir dans peu de temps à une solution équitable du différend passager qui s'est élevé entre la Pologne et la Lithuanie.

« M. Voldemaras souligne l'intérêt qu'il y a à trouver une solution radicale et complète de ces difficultés, même

si cette solution exigeait un délai assez considérable.

« Le peuple lithuanien acceptera avec joie le texte de la résolution et M. Voldemaras exprime au Conseil, de la part de son Gouvernement, et de la part du peuple lithuanien toute leur reconnaissance pour ses efforts répétés afin de régler ce problème. Cette reconnaissance s'adresse tout particulièrement à M. Léon Bourgeois qui a présidé les négociations qui se sont poursuivies à Paris depuis la dernière session du Conseil » (D. S. N. 138).

Cette résolution du 28 octobre fut acceptée par les deux Gouvernements (Voir la communication de M. Voldemaras, en date du 6 novembre 1920, et le télégramme de MM. Paderewski et Askhenazy en date du 7 novembre 1920, D. L. 110, 111 et 112).

Toutefois, le télégramme polonais contient la déclaration caractéristique suivante : « Le point le plus délicat concerne la démobilisation des troupes du Général Zeligowski. Le Gouvernement polonais ne saurait prendre sur lui d'exécuter cette tâche de vive force, il semble cependant que la solution la meilleure de ce problème consisterait à transformer ces troupes en milices locales dans l'espoir que la Société saura en cette matière appliquer les procédés les plus efficaces et les mieux adaptés aux circonstances; le Gouvernement Polonais se fait l'honneur et le devoir de lui offrir son concours moral le plus entier » (D. L. 112).

La proposition du Conseil de la Société des Nations étant ainsi acceptée, on procéda à l'élaboration des modalités et à l'organisation du plébiscite. La Lithuanie et la Pologne ne pouvant se mettre d'accord, ce fut la Commission civile de cinq membres, sous la présidence elle aussi du colonel Chardigny, qui délimita la zone plébiscitaire et proposa les bases de la consultation populaire.

Les hommes seuls devaient être appelés à se prononcer sur le rattachement du territoire contesté soit à la Lithuanie soit à la Pologne, par voie d'un vote secret et direct. Les résultats du plébiscite devaient être considérés en bloc, de sorte que la majorité des votes exprimés décide-

rait en principe du sort de l'ensemble de la région contestée. L'administration civile de la région devait être confiée à des gens du pays, sous le contrôle de la Commission civile. Les troupes du général Zeligowski devaient se retirer et un détachement international d'un effectif de 1.500 hommes environ devait assurer la police du territoire pendant la période de la consultation. Ce détachement devait comprendre des contingents belges, britanniques, danois, espagnols, français, hollandais, norvégiens et suédois.

Tel fut, dans ses grandes lignes, le projet de plébiscite. Mais lorsqu'il fallut procéder à sa réalisation, des difficultés apparurent dont la principale était la persistance de l'occupation du territoire par le général Zeligowski. Le Conseil de la Société des Nations se vit obligé d'abandonner ce projet de consultation populaire dans sa séance du 1^{er} mars 1921.

Examinons d'abord les difficultés auxquelles on se heurta du côté lithuanien. Le Gouvernement lithuanien demandait, tout d'abord, la reconnaissance de jure de l'Etat lithuanien avant le plébiscite, pour que l'égalité fût établie entre les deux parties au point de vue de leur statut juridique international.

D'autre part, le Gouvernement lithuanien demandait à la Société des Nations qu'une garantie efficace fût donnée à la population appelée à se prononcer sur le sort de son pays contre les nouvelles entreprises du genre de celle du général Zeligowski. Cette demande s'explique par les agissements antérieurs des Polonais qui avaient violé toutes les lignes de démarcation. C'est pour rendre possible la libre expression de la véritable volonté populaire que le Gouvernement lithuanien sollicitait une déclaration formelle selon laquelle les résultats de la consultation populaire seraient placés sous la garantie de la Société des Nations.

La troisième difficulté résultant de l'opposition du Gouvernement des Soviets contre la présence de contingents internationaux dans le territoire de Vilna. En se

basant sur l'article 4 du Traité de Moscou du 12 juillet 1920, d'après lequel « les deux Parties contractantes s'engagent à ne pas permettre sur leur territoire la formation et le séjour de Gouvernements, organisations ou groupes se proposant d'entreprendre une lutte contre l'autre Partie contractante » (D. L. 45), et prenant en considération que « le pouvoir souverain à Vilna et dans son district appartient à la Lithuanie, à laquelle il a été remis d'après le traité russo-lithuanien », le Gouvernement russe considérait l'apparition des détachements militaires internationaux, qu'il qualifiait de « groupes hostiles au Gouvernement russe », comme incompatible avec les stipulations du traité russo-lithuanien et il exprimait « le ferme espoir que le Gouvernement lithuanien n'admettrait pas que de pareils détachements apparaissent à Vilna, dont la présence dans cette ville devra être considérée par le Gouvernement russe comme un acte inamical envers la Russie, présentant une menace pour la sécurité des Républiques des Soviets » (Voir la note de M. Tchitchérine du 30 janvier 1920. D. L. 149).

Mais cet obstacle pouvait être facilement levé par le Gouvernement polonais victorieux qui négociait à ce moment-là, à Riga, un traité de paix avec les Soviets.

On pourrait encore reprocher au Gouvernement lithuanien son refus de fournir à la Commission de Contrôle des renseignements sur la position militaire de ses troupes ainsi que son refus de réparer la voie ferrée Orany-Vilna, mais ceci s'explique par le souci tout naturel de ne pas faciliter la nouvelle agression des troupes soi-disant rebelles qui se trouvaient toujours à Vilna.

Telles sont les difficultés du côté lithuanien en ce qui concerne la réalisation du plébiscite. Comme on le voit clairement, elles étaient inspirées par le désir de garantir l'égalité des parties, la sincérité et la liberté du plébiscite ainsi que la sécurité de la Lithuanie.

Les obstacles créés par le Gouvernement polonais étaient autrement graves. La Pologne proposait au Conseil de la Société des Nations de transformer les troupes

du général Zeligowski en milices locales et de maintenir en fonction partout, sous le contrôle de la Commission civile, l'administration polonaise organisée par le général Zeligowski (D. L. 112 et 157); mais ce qui est le plus caractéristique dans l'attitude du Gouvernement polonais, ce sont ses constantes affirmations concernant « son entier appui moral », « son influence morale », « son concours moral le plus entier » etc., en vue de réagir contre les agissements illégaux du général Zeligowski. Il ne faut pas perdre de vue que le général Zeligowski continuait de jouer le rôle d'un « rebelle » et que le Gouvernement de Varsovie n'était point officiellement responsable de ses actes illégaux et contraires tant aux décisions du Conseil de la Société des Nations qu'aux exigences de sa Commission de Contrôle. Pour mieux contraindre son général « insoumis » à observer les prescriptions du Conseil, le Gouvernement de Varsovie ne trouvait rien de plus efficace que de le traiter comme une sorte de héros national et de le nommer citoyen d'honneur de Varsovie (D. L. 157). Dans ces conditions, il est facile de se faire une idée de l'attitude que devait adopter le général Zeligowski. Voici, à son sujet, quelques extraits des télégrammes et des déclarations du colonel Chardigny ainsi que de l'exposé de M. Léon Bourgeois.

« Zeligowski a proclamé en effet mobilisation générale. Cette mobilisation dont Commission a rendu compte dès 10 octobre n'a pas donné grand résultat, majorité population y étant hostile. Commission a insisté façon la plus énergique auprès du Gouvernement polonais, dès signature Protocole 29 novembre et par deux fois, 8 décembre auprès du Maréchal pour renvoi immédiat de tous les hommes ainsi mobilisés. Jusqu'à présent, elle n'a obtenu aucune réponse nette et surtout aucune mesure d'exécution. Cette question est du reste beaucoup moins importante que réduction générale et progressive des effectifs Zeligowski qui, malgré tous nos efforts, n'est pas encore, à ma connaissance, commencée sauf renvoi des officiers et hommes touchés par mesure générale démobilisation

en Pologne » (Extrait du télégramme du colonel Chardigny à M. Léon Bourgeois, n° 43, en date du 31. XII. 1920. D. L. 133).

« Le colonel Chardigny et le général Burt, revenant sur la question de la démobilisation des troupes du Général Zeligowski, signalent que les hommes libérés ont conservé toutes leurs armes, ce qui constitue un grave danger pour l'avenir.

« En réponse à une question de M. Balfour, le colonel Chardigny déclare : « Les troupes du Général Zeligowski sont dans les mains de l'Etat-Major polonais, s'il s'agit d'une attaque de l'armée bolchéviste. Mais, quand il s'agit de résister au Conseil de la Société des Nations, elles sont entre les mains du Général Zeligowski » (Extrait du procès-verbal de la sixième séance du Conseil de la Société des Nations, tenue le 24 février 1921. D. L. 151 et 152).

« Le conseil ne veut pas revenir sur l'origine de l'entreprise du général Zeligowski et sur la nature véritable de ses relations avec le Gouvernement Polonais. Nous nous bornerons à rappeler que, malgré le désaveu du général Zeligowski par le Gouvernement polonais, ses effectifs, qui ne dépassaient pas 20.000 hommes à son entrée dans Vilna, le 9 octobre 1920, atteignaient, à la fin de novembre, le chiffre de 50.000 hommes, alors que la résolution de Bruxelles impliquait la réduction immédiate de ces forces.

« La résistance du Gouvernement polonais à la réduction des forces du général Zeligowski était si flagrante que, le 20 décembre, le Conseil devait stipuler expressément qu'il exigeait l'appui du Gouvernement polonais dans toutes les mesures qu'il aurait à prescrire pour le désarmement de Zeligowski.

« Le 1^{er} février, à son retour à Varsovie, la Commission demande la réduction à une division et à 15.000 rationnaires, avant le 20 février, des forces de Zeligowski. Dans la note du Conseil au Gouvernement polonais, du 8 février, qui prend acte des promesses faites par le maréchal

Pilsudski et le prince Sapieha, il est stipulé expressément que le programme établi par la Commission sera poursuivi aux dates prescrites.

« Cependant, le 21 février, le Gouvernement polonais communique qu'il n'envisage qu'une réduction à 20.000 hommes, et pour le 2 mars, et, au lieu des vingt-cinq jours fixés par la Commission et qui paraissent un délai très large pour l'évacuation des 15.000 hommes restants, il en demande quarante ».

(Extrait de l'exposé de M. Léon Bourgeois, présenté au Conseil de la S. D. N., le 1^{er} mars 1921. D. L. 161 et 162).

Il me suffirait d'ailleurs de rappeler l'aveu du maréchal Pilsudski, fait une année plus tard, d'après lequel le général Zeligowski n'avait fait qu'exécuter ses ordres formels, pour démontrer que l'attitude du général Zeligowski n'était qu'un reflet de celle du Gouvernement polonais lui-même, attitude qui fut la véritable raison de l'abandon du plébiscite. Je me permettrai de clore ce chapitre par les paroles suivantes de M. Hymans : « La résistance de la Lithuanie n'est pas l'argument capital qui a décidé le Conseil à renoncer au plébiscite. Dans l'esprit du Conseil, le plébiscite devait être réalisé en plein liberté. Il devait être sincère et rapide. Or, ceci est devenu impossible en raison du coup de force du général Zeligowski. La Société des Nations n'a pas voulu d'un plébiscite camouflé et du maintien de ces troupes dans la région de Vilna. Il aurait fallu, la région ayant été occupée par une force militaire, une longue préparation exigeant le maintien pendant de longs mois d'un corps expéditionnaire international ».

(Extrait du compte-rendu de la 7^e séance de la Conférence polono-lithuanienne, tenue à Bruxelles, le 13 mai 1921. D. P. II. 39).

§ 2.— LES NÉGOCIATIONS DIRECTES SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. HYMANS, SES PROJETS ET LEUR REJET.

Comme M. Balfour l'a rappelé tout à l'heure, c'est la présence des troupes du général Zeligowski qui a empêché le plébiscite... le retrait de ses troupes était nécessaire. Ce premier pas n'a pas été fait. C'est parce qu'il n'a pas été fait que de nouveaux progrès ont été ensuite impossibles.

M. Léon Bourgeois, dans son discours devant le Conseil de la Société des Nations, le 27 juin 1921 (E. C. L. P. 31).

S'étant convaincu de l'impossibilité de résoudre le conflit lithuano-polonais par voie de consultation populaire, le Conseil de la Société des Nations, sur la proposition de M. Balfour, recommanda aux deux parties intéressées d'entamer des négociations directes, sous la présidence de M. Hymans, pour aboutir à un accord réglant toutes les questions litigieuses territoriales, économiques et militaires.

Dans sa résolution du 3 mars 1921, le Conseil de la Société des Nations, après avoir constaté les obstacles et les difficultés qui rendaient impossible l'organisation d'une consultation équitable et rapide, adressa aux deux Gouvernements la recommandation suivante :

« Des négociations directes seraient ouvertes entre eux dans le délai d'un mois, à Bruxelles, sous la présidence de M. Hymans, pour aboutir à un accord qui règlera entre les deux pays, traitant sur un pied d'égalité, toutes les questions litigieuses territoriales, économiques et militaires.

« En attendant le résultat de ces négociations :

« 1^o Le Gouvernement polonais s'engagerait à faire rentrer le général Zeligowski et ses troupes dans la discipline et à assurer immédiatement la réduction de ses

effectifs à une division régulière de 15.000 hommes au maximum;

« 2^o Les troupes occupant la zone contestée, telle qu'elle est définie dans le rapport de la Commission, ne seraient pas renforcées;

« 3^o Les troupes lithuaniennes devraient reprendre leurs casernements réguliers à l'intérieur du pays, les troupes de couverture sur la ligne de démarcation ne dépassant pas deux divisions;

« 4^o Le gouvernement lithuanien s'engagerait à contribuer au ravitaillement de la population civile du territoire contesté, en vivres et en semences, afin d'améliorer sa situation économique. La distribution des produits provenant de Lithuanie à la population aurait lieu sous le contrôle de la Commission militaire de la Société des Nations qui prendra toutes mesures nécessaires. Les troupes polonaises sur le territoire contesté doivent être ravitaillées par la Pologne sans recourir aux réquisitions ou achats forcés sur ledit territoire, sauf pour la viande et le fourrage (les produits importés de Lithuanie ne pourront être réquisitionnés);

« 5^o L'administration actuelle serait maintenue telle quelle, il ne serait fait aucune nouvelle élection avant la signature de l'accord définitif, à moins que le Président de la Conférence ne l'autorise;

« 6^o La Commission militaire serait maintenue sur place pour s'assurer de l'exécution des clauses militaires et surveiller la distribution des produits alimentaires.

« L'accord qui résulterait des négociations de Bruxelles serait confirmé par le Conseil.

« Les Délégués se sont engagés à transmettre à leur Gouvernement les recommandations du Conseil et à fournir une réponse dans un délai de dix jours » (D. L. 165).

Il est facile de voir que cette résolution créait une situation très avantageuse au Gouvernement polonais. Les troupes polonaises détenaient toujours l'objet du litige, objet dont elles s'étaient emparées illicitement; leur administration était maintenue telle quelle et l'on

demandait au Gouvernement lithuanien de contribuer au ravitaillement de la population civile du territoire contesté en vivres et en semences.

Le 12 mars, le Gouvernement lithuanien accepta, malgré tout, et telle quelle, cette recommandation du Conseil « en insistant sur ce point que le maintien provisoire des troupes polonaises, régulières ou non, dans la région contestée, ne pourrait être considéré comme une légitimation de la présence de ces troupes et en demandant à participer au contrôle de la distribution des vivres à la population civile ».

Le Gouvernement polonais, au contraire, faisait à son acceptation, dans la note du prince Sapieha du 19 mars, « des réserves formelles, tant sur la réduction des forces du général Zeligowski et la soumission de son armée au haut commandement polonais, que sur le système proposé pour le ravitaillement de la population civile dans la région de Vilna, et il demandait que les vivres de provenance lithuanienne fussent vendues à la Pologne pour être distribuées par ses soins, en dehors de tout contrôle » (Voir le rapport de M. Hymans du 10 juin 1921, D. L. 176 et 177).

Toutefois, sur l'invitation de M. Hymans, les délégués de la Lithuanie et de la Pologne se rendirent à Bruxelles, et le 20 avril 1921 commençaient entre les deux Etats les longs débats qui devaient se prolonger jusqu'au mois de septembre. Au cours de cette Conférence de Bruxelles, le Président, M. Hymans, proposa, le 20 mai, un avant-projet d'accord qui fut accepté par les deux Gouvernements comme base de discussion, bien que la Pologne eut posé comme condition à son acceptation la participation aux négociations ultérieures, sur un pied d'égalité, d'une représentation de la population de Vilna. Le 3 septembre, M. Hymans proposait un nouveau (deuxième) projet d'accord pour le règlement du différend lithuano-polonais, lequel, soumis aux deux Etats pour être accepté en bloc, fut rejeté par les deux Gouvernements.

Dans un discours magnifique d'éloquence prononcé

le 24 septembre 1921, M. Hymans exposait devant la deuxième Assemblée de la Société des Nations l'histoire des négociations directes, ainsi que l'économie générale et les traits essentiels des deux projets. Je ne puis mieux faire que de citer ici ses propres paroles :

J'aborde maintenant l'historique des négociations qui ont eu lieu à Bruxelles sous ma présidence.

Vers la fin du mois d'avril, des conversations préliminaires s'ouvrirent, et c'est au début de mai que la Conférence commença effectivement des travaux.

Quel était mon rôle? Je n'étais ni un arbitre, ni un médiateur. Mon rôle était infiniment plus modeste. Je devais présider les négociations, les organiser, tâcher de les orienter. Je devais ajuster les rouages, faire marcher la machine, en surveiller le fonctionnement, et verser de l'huile, beaucoup d'huile dans les engrenages. (*Sourires*). Cette tâche était évidemment assez simple. Pour la remplir, j'ai cependant rencontré bien des difficultés.

Quelle était, au moment où j'entreprenais cette besogne délicate, ce que j'appellerai ma psychologie?

Je connaissais et j'aimais infiniment la Pologne. J'ai toujours considéré une Pologne libre et forte comme une des colonnes du traité de Paix, comme une des garanties de la paix européenne, comme une barrière contre l'invasion rouge. Dès le premier jour, par conséquent, ma sympathie lui était acquise.

Je connaissais moins les Lithuaniens, car je n'avais pas eu de fréquentes occasions de les rencontrer. Mais, d'instinct aussi, et tout naturellement, ma sympathie alla à ce petit peuple, amoureux de son indépendance, animé de la volonté de vivre et si profondément attaché à sa race, à sa langue et à ses traditions.

Par conséquent, mon cœur se donnait libéralement aux deux parties, si je puis dire. Je fus dès le premier jour, et je crois l'être resté jusqu'au dernier, animé d'un esprit de profonde, sincère et consciencieuse impartialité (*Vifs applaudissements*).

Le programme des négociations était, comme vous l'avez vu, très vaste. Il s'agissait de régler toutes les questions territoriales, économiques, militaires, qui divisaient les deux pays. De là, vous le concevez, de très longs débats.

Deux questions en constituaient les objets principaux : les relations entre les deux pays et le sort de Vilna; et, quand je parle de Vilna, j'entends, bien entendu, la cité elle-même et le vaste district dont elle constitue le chef-lieu.

Sur cette question de Vilna, je constatai la violente opposition, le heurt brutal de deux thèses opposées et absolument inconciliables. Je vais les résumer en deux mots, en reprenant les termes du rapport que j'eus l'honneur de faire au Conseil à la session de Genève :

« Il suffira de dire que les Lithuaniens invoquent l'ancienne histoire du Grand-Duché de Lithuanie et le Traité de Moscou du

« 12 juillet 1920, par lequel les Soviets ont renoncé en faveur de la
 « Lithuanie à la souveraineté russe sur Vilna et son territoire; ils
 « assurent que les Lithuaniens constituent, avec les Blancs-Rus-
 « siens, la population autochtone de ce territoire, quoiqu'une partie
 « d'entre eux ne parlent pas la langue lithuanienne et que les
 « habitants de langue polonaise ne dépassent pas 20 % de la popu-
 « lation totale des régions contestées (1) enfin, que le bassin du
 « Niémen forme une unité économique, dont Vilna est le centre
 « naturel, et qui ne peut être divisée sans que cette ville et sa pro-
 « vince dépérissent. Ils récusent toute manifestation obtenue en
 « faveur du rattachement à la Pologne sous le régime actuel d'occu-
 « pation militaire. »

Voilà la position que prennent les parties sur la question de l'attribution de Vilna : point de tentative de rapprochement, point de possibilité d'entrevoir un accord. On est en présence de deux thèses diamétralement opposées.

Quant à la question des relations entre les deux pays, un système m'avait été indiqué de divers côtés au début des négociations. Je dirai tout de suite que ce système, s'il avait été possible de l'admettre, eût résolu tout le problème de la manière la plus satisfaisante. C'était celui de la fédération des deux pays : de l'Etat polonais et de l'Etat lithuanien. Mais je constatai immédiatement, et je n'en fus point surpris, qu'il était impossible de faire accepter une pareille solution par l'Etat lithuanien. La Lithuanie redoutait tout naturellement que la fédération n'amenât l'absorption de sa souveraineté et la disparition, en fait, de son indépendance.

Cependant, les deux pays reconnaissaient également la nécessité d'une entente loyale et amicale entre eux, dictée à la fois par leur position géographique et par leurs intérêts communs. Aussitôt — vous le comprendrez immédiatement, j'en suis certain — surgirent les deux idées suivantes qui doivent être étroitement associées : l'une consistait à établir entre les deux pays, par des conventions militaires, économiques et politiques, un rapprochement aussi intime et aussi étroit que possible, dans toute la mesure bien entendu, où le permettait la nécessité de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de la Lithuanie. L'autre consistait à donner à la région de Vilna un régime particulier, convenant à cette région peuplée d'éléments ethniques variés et mélangés. Ce régime devait nécessairement — telle devait être sa caractéristique — être imprégné de la plus large autonomie.

(1) A ce sujet, la Délégation de la Lithuanie a présenté à la séance du Conseil du 27 juin 1921 la rectification suivante :

« La Délégation lithuanienne tient à relever que le maximum de 20 % dont il est question dans son mémoire (annexe au procès-verbal des négociations, n° 8, p. 13) se rapporte aux différentes statistiques d'avant-guerre. En réalité, le pourcentage de la population de langue polonaise de la région de Vilna ne dépasse guère 10 % » (D. L. 181).

C'est ainsi que je fus amené à penser à la structure du canton suisse et à donner à la région de Vilna le caractère d'un canton suisse, ayant son gouvernement, son parlement, son administration propres. Sans doute, je le déclare immédiatement, je ne songeai point à une identité absolue, à une copie exacte et en quelque sorte mathématique, mais il me paraissait qu'il y avait dans cette très libérale, démocratique et souple constitution de la Confédération helvétique, un type dont il était possible et sage de se rapprocher, qu'il ne fallait pas servilement imiter, mais dont on pourrait chercher, pour la région dont il s'agissait, une adaptation conforme aux nécessités locales.

Voilà quelles furent mes deux pensées. Et après de très nombreuses séances où les deux parties eurent la liberté de s'exprimer sur tous les aspects du problème, où elles ne négligèrent point de le faire — je ne voudrais pas aujourd'hui leur reprocher les répétitions, je les comprends, je les excuse et je m'y résignai — après, dis-je, de très longs débats qui me paraissaient ne pouvoir aboutir, je finis par demander aux deux parties la permission de rédiger un avant-projet d'accord que je leur soumettrais et qui pourrait servir de base de discussion. Les deux délégations me donnèrent leur assentiment et je leur soumis alors, au cours du mois de mai, un avant-projet que je ne vous lirai pas. Vous avez devant vous dans vos archives tous les documents relatifs à ces négociations. Ils ont été distribués aux membres de la Société, c'est-à-dire aux gouvernements qui font partie de la Société des Nations et aux membres de cette Assemblée.

Permettez-moi, Messieurs, d'insister sur quelques traits essentiels de ce projet, qui lui donnent vraiment son caractère et sa physionomie.

Tout d'abord, dans l'ensemble, le régime qu'établissait ce projet est un régime que j'appellerai d'intérêt commun, et le principe sur lequel je veux insister est formulé à l'article premier :

« La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur
« indépendance et leur souveraineté. Les deux Etats reconnaissent
« l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent néces-
« saire l'établissement entre eux d'un système de coopération
« fondé sur des conventions spéciales et sur la création d'organes
« permanents de liaison. »

Voici quelles mesures je proposai, dans le but d'assurer à l'autonomie de la région de Vilna des garanties en ce qui concerne les droits des divers groupements ethniques qui y sont représentés :

« Le Gouvernement lithuanien s'engagera à organiser par une
« loi constitutionnelle la Lithuanie en Etat fédéral composé des
« deux cantons autonomes de Kovno et de Vilna... Les cantons
« seront organisés sur une base analogue à celle des cantons suis-
« ses et le gouvernement central aura les mêmes attributions que
« le Gouvernement fédéral de Berne. La capitale fédérale sera
« établie à Vilna.

« L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional,
« avec un commandement unique.

« Les langues polonaise et lithuanienne seront langues officielles
« dans tout l'Etat, car il y a beaucoup de Polonais dans la région
« de Kovno, comme il y a beaucoup de Lithuaniens dans la région
« de Vilna.

« Dans tout l'Etat lithuanien », — composé comme je viens de
« l'indiquer, — « les garanties les plus larges seront assurées à
« toutes les minorités ethniques en ce qui concerne l'enseignement,
« la religion, la langue et le droit d'association. »

Voilà pour ce qui concerne l'organisation politique du pays et du canton de Vilna et les garanties données aux habitants.

Voici maintenant les mesures essentielles préconisées en vue de réaliser un rapprochement politique, économique et militaire entre les deux États. D'abord, au point de vue politique et spécialement de la politique étrangère : comment pourrait-on concevoir que deux Etats entre lesquels on organise un rapprochement intime, économique et militaire, puissent avoir deux politiques étrangères complètement indépendantes l'une de l'autre ? Il fallait nécessairement établir une liaison. Pour réaliser celle-ci, je proposai l'institution d'un Conseil commun, composé de fonctionnaires nommés par les deux gouvernements et qui déciderait quelles seraient les questions d'intérêt commun à régler par les deux gouvernements ensemble. Ensuite, je proposai l'institution de deux délégations qui se réuniraient pour examiner tout acte de politique étrangère qui requiert une sanction législative. Ces délégations se prononceraient d'abord, les parlements seraient saisis ensuite.

J'ajoutai à cette Convention une Convention militaire défensive — je n'entre pas dans les détails, les textes sont sous vos yeux — une Convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée, les deux pays acceptant le principe de la libre admission de leurs produits et l'institution d'un corps économique commun ayant pour tâche de veiller à l'application de cet accord et éventuellement de le modifier.

Je proposai, ensuite, que le libre usage des ports et du territoire lithuaniens fût assuré à la Pologne en tout temps pour le transport de ses marchandises, y compris le matériel de guerre. Et immédiatement je songeai à la possibilité de faire attribuer et rattacher à la Lithuanie le port de Memel, sur la Baltique, qui avait été mis par le traité de paix à la disposition des grandes Puissances alliées et associées, qui constituerait un admirable accès à la mer pour la Lithuanie et serait mis également à la disposition de la Pologne, augmentant ainsi les possibilités et les facilités de trafic et d'expansion maritime.

Enfin, je stipulai qu'en cas de désaccord, on le soumettrait à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Voilà l'ensemble, voilà la philosophie du projet, voilà ses traits essentiels.

Je demandai aux deux délégations une réponse. La délégation lithuanienne me répondit le 27 mai qu'elle acceptait l'avant-projet comme base de discussion.

La délégation Polonaise me fit une réponse conditionnelle dont j'extrai le passage essentiel que voici.

Elle déclarait que « les idées contenues dans l'avant-projet pourraient être considérées comme base de discussion, si la population de Vilna et de son territoire y donnait son consentement »; par conséquent, ajoutait-elle, « les négociations ne sauraient être continuées qu'avec la participation, sur un pied d'égalité, d'une représentation de la population intéressée ».

La délégation polonaise demanda de surseoir aux négociations jusqu'au moment où des représentants légitimes de la population, en qualité de délégation de la Lithuanie centrale, pourraient y prendre part.

Vous comprenez la difficulté de la situation où me plaçait cette réponse conditionnelle. Le Conseil avait décidé de nouer des négociations directes entre les deux gouvernements. Ces négociations avaient commencé. Il y avait un programme nettement déterminé. Il m'était absolument impossible d'admettre à ces négociations, décidées et convenues entre les deux gouvernements, une tierce partie. Je ne l'aurais pu faire et n'y aurais pas pu consentir à moins d'un accord entre les deux parties. C'est ce que je leur dis : du moment où il y avait dissentiment, je ne pouvais continuer et force m'était, comme le demandait la délégation polonaise, de surseoir aux négociations et de ramener l'affaire devant le Conseil (1).

C'est ce que je fis et, il y a quelques mois, à Genève, lors d'une des dernières sessions du Conseil je rendis compte, dans un rapport très développé qui figure à vos dossiers, de la marche des négociations.

Le Conseil entendit les deux parties. Il finit par adopter le 28 juin, en séance publique, une résolution dont je vais, Messieurs, vous donner un court résumé. J'ajouterai que la séance où cette résolution fut adoptée et qui était publique produisit une vive impression. On y entendit un discours éloquent et énergique de l'honorable délégué de la Grande-Bretagne, M. Fisher. On y entendit les adjurations pressantes du délégué de la France à cette session du Conseil, l'honorable M. Hanotaux. A leurs instances s'ajoutèrent celles de tous les autres membres du Conseil, et cet appui général apporté à la proposition dont le Conseil était saisi lui donnait évidemment un caractère particulier d'autorité.

Voici, Messieurs, la décision du Conseil :

« Le Conseil, après avoir pris connaissance du rapport de M. Hymans sur les négociations de Bruxelles, approuve à l'una-

(1) Avant la suspension des négociations, la Délégation lithuanienne a déposé sur le Bureau de la Conférence, le 30 mai, pour faire connaître son programme, deux projets, l'un concernant les principes généraux de l'accord à conclure entre la Lithuanie et la Pologne et l'autre concernant les droits de la population de langue polonaise en Lithuanie. Le texte de ces projets est joint dans les annexes.

« nimité l'avant-projet transactionnel établi par M. Hymans, avec l'agrément des deux délégations.

« Le Conseil considère cet avant-projet comme de nature à amener l'accord définitif entre la Pologne et la Lithuanie ».

Voilà l'opinion du Conseil sur les négociations de Bruxelles et sur l'avant-projet dont les parties avaient été saisies.

Puis le Conseil, « après avoir entendu — ajoute-t-il — les deux délégations, qui ont déclaré qu'elles acceptaient l'avant-projet de M. Hymans comme base de discussion, formule les recommandations suivantes :

Il souhaite que les négociations directes reprennent à Bruxelles le 15 juillet, sur la base de mon avant-projet. Il me donne le droit d'entendre, au cours des négociations, des représentants des différents groupes ethniques de la population de la région de Vilna. Le Conseil ajoute que l'accord qui interviendra à la suite des négociations, après avoir été signé par les Gouvernements polonais et lithuanien, sera soumis aux Diètes des deux pays, et ultérieurement à celle de Vilna.

Puis il prend certaines mesures provisoires relatives à la présence, dans les territoires contestés, des troupes du général Zeligowski qui y étaient et qui y sont encore. Tous les éléments de ces troupes qui ne sont pas originaires du territoire contesté, qui ne sont pas d'origine lithuanienne, devront quitter progressivement le territoire à partir du 15 juillet. On organisera une milice locale qui ne pourra dépasser 5.000 hommes; le matériel du général Zeligowski sera évacué; les fonctionnaires de toute catégorie qui ne sont pas originaires de la Lithuanie devront également être retirés progressivement.

Enfin, le Conseil, toujours animé d'un grand esprit de conciliation et de paix, suggère que les deux gouvernements reprennent le plus tôt possible leurs relations consulaires.

Voilà la résolution prise par le Conseil de la Société des Nations à Genève, au mois de juin dernier.

Je puis dire qu'après la lecture de cette résolution, approuvée dans des termes si énergiques et si impressionnants par les représentants de toutes les puissances qui siégeaient au Conseil, j'avais eu le meilleur espoir qu'après avoir consacré six semaines à la première phase des négociations, je pourrais aboutir à un accord heureux avant la réunion de l'Assemblée.

J'arrive à la dernière phase de cette affaire. Je vous ai dit les espérances que nous avions conçues après le vote de la résolution du Conseil du 28 juin. J'attendais avec quelque impatience les réponses des deux gouvernements. Elles m'arrivèrent assez tard dans le mois de juillet.

La réponse du Gouvernement polonais renfermait une phrase caractéristique où il disait : « Le Gouvernement polonais déclare qu'il accepte en principe la résolution du Conseil du 28 juin. Il consent à continuer les pourparlers avec le Gouvernement de Kovno sur la base de l'avant-projet du 30 mai de M. Hymans, à condition qu'un accord définitif n'entrera en vigueur qu'après

avoir été approuvé par la représentation légale de la population du territoire de Vilna ».

D'autre part, le Gouvernement polonais maintenait tous ses droits sur Vilna. Il se déclarait prêt à reprendre les négociations. Il déclarait désirer rappeler de la Lithuanie centrale les éléments non originaires du pays qui remplissaient les fonctions dans l'administration ou servaient dans l'armée du général Zeligowski. Mais le Gouvernement polonais ajoutait qu'il s'était permis de transmettre au général Zeligowski les désirs de la Société des Nations et de son Conseil en ce qui concernait l'organisation de milices locales pour le territoire de Vilna, mais qu'il ne pouvait pas nous faire parvenir de réponse et nous ferait connaître celle que lui adresserait le général Zeligowski.

A part cette réserve, que je dois faire sur cette partie de la réponse du Gouvernement polonais, il semblait que, dans l'ensemble, cette réponse était satisfaisante et qu'elle nous laissait l'espoir d'arriver à une solution.

La réponse de la Lithuanie — il faut le dire — était, au contraire, parfaitement désespérante. C'était un refus catégorique. Dans une très longue lettre du 22 juillet, le Gouvernement lithuanien exposait longuement cette thèse qu'il s'en tenait exclusivement à l'arrangement de Suwalki dont je vous ai parlé au début de mon exposé, il réclamait le retrait des troupes du général Zeligowski. Il était opposé à la constitution d'une milice locale, ainsi qu'à l'idée de soumettre à une représentation locale des populations de Vilna le système d'accord que j'avais proposé. En somme, la lettre se terminait par cette déclaration catégorique :

« Le Gouvernement lithuanien a le très vif regret de déclarer qu'il ne se voit pas en mesure de donner suite aux recommandations contenues dans la résolution du Conseil du 28 juin et qu'il renouvelle les instances les plus sérieuses pour l'exécution immédiate et intégrale de l'accord de Suwalki » (1).

(1) Voir la réponse du Gouvernement lithuanien, en date du 22 juillet 1921. D. L. 239-241. Le Gouvernement lithuanien s'est vu dans l'impossibilité d'accepter la résolution du 28 juin pour deux raisons : 1^o parce que le régime proposé par cette résolution maintenait contrairement aux stipulations de l'accord de Suwalki, la domination polonaise dans la région de Vilna et 2^o parce qu'elle préjugait, avant la conclusion même de l'accord entre la Lithuanie et la Pologne, la convocation d'une Diète de Vilna qui serait appelée à ratifier l'accord réglant non seulement le sort du pays de Vilna, mais encore les rapports politiques, militaires et économiques entre les deux Etats. Cependant, le Gouvernement lithuanien déclarait en même temps « son intention de reprendre les négociations directes avec la Pologne, afin de chercher à rétablir le droit violé par la Pologne et pouvoir poursuivre les négociations dans l'atmosphère de confiance réciproque, conditions nécessaires à la solution du différend lithuano-polonais. »

Que faire dans de pareilles conditions? Abandonner l'œuvre entreprise? Je ne crus pas que mon devoir me le permettait. Je savais, d'ailleurs, par les communications que me transmettaient mes collègues du Conseil de la Société, qu'ils désiraient vivement me voir faire un effort suprême, une tentative nouvelle, la dernière peut-être, pour aboutir à une solution satisfaisante.

J'écrivis donc de Bruxelles à la fin du mois de juillet aux Gouvernements polonais et lithuanien. J'exprimai au Gouvernement lithuanien mon profond regret du refus qu'il m'opposait et au Gouvernement polonais le regret que m'avait fait éprouver la réserve contenue dans sa réponse, réserve dont je vous ai parlé tout à l'heure. Je leur donnai rendez-vous à Genève à la fin du mois d'août, afin de reprendre nos conversations, et malgré tout, de chercher encore, dans un esprit amical, un terrain commun d'entente.

Mon invitation fut entendue et acceptée. Je me retrouvai à Genève le 26 août dernier avec les délégués de la Pologne et de la Lithuanie. J'eus aussitôt avec eux de nombreuses conversations privées à la suite desquelles je les réunis en séance officielle de la Conférence polono-lithuanienne.

Je veux vous indiquer très franchement le langage assez bref que je leur tins. Je leur dis qu'il fallait en finir, que tout avait été dit et répété, que la dignité du Conseil et la loyauté même de la discussion exigeaient d'aboutir à une solution, qu'il était impossible de poursuivre des négociations qui traînaient, vacillaient, avançaient, reculaient, se rapprochaient du but, pour s'en écarter ensuite. Jusqu'ici, la question avait été de savoir si l'on accepterait ou non mon projet comme base de discussion. Je leur indiquai qu'il fallait cesser de chercher ainsi une base de discussion qui suppose de longues négociations pouvant durer un an; je leur montrai qu'il fallait à tout prix trouver une solution ferme; je leur fis part de mon intention de porter la question devant le Conseil qui me demanderait alors de fomuler, conformément à l'article 14, paragraphe 5 du Pacte, une reconnaissance finale et j'ajoutai qu'à mon sens le Conseil, après avoir adopté cette recommandation, déciderait de mettre l'Assemblée au courant pour qu'elle puisse intervenir avec son autorité morale.

Il n'y avait pas de temps à perdre et je demandai aux deux délégations de me donner une réponse pour le 12 septembre. Je leur remis en même temps un projet, je dirai volontiers un projet qu'elles connaissaient déjà, cependant c'était un projet auquel j'avais apporté quelques modifications.

Ces modifications, en somme, constituaient à proprement parler non pas des changements, mais bien plutôt des retouches, des précisions et — je le proclame, car j'en suis assez fier — il y avait là une véritable addition, quelque chose de nouveau, quelque chose qui était vraiment dicté, comme vous allez le voir, par l'intérêt commun des deux parties.

Je vais, tout de suite, sans relire l'ancien et le nouveau projet, vous indiquer les points principaux qui semblent différencier ces

deux documents, car je ne m'attacherai pas à certaines modifications de pure forme ou de détail, ne voulant souligner que les points principaux sur lesquels des retouches avaient été apportées à mon premier projet.

Il s'agit, d'abord, de la constitution même de la région de Vilna. Je vous ai dit, dans mon premier projet — et j'en ai relu le texte — que le Gouvernement lithuanien serait obligé, par un traité, de réformer sa constitution, de prendre une loi constitutionnelle organisant l'Etat lithuanien en fédération, avec deux cantons. Je fus assez frappé et de l'inconvénient et de l'injustice, peut-être, qu'il y avait à dire à un Etat : « Je vous oblige, par un traité, à modifier votre constitution intérieure » et de l'inutilité de contraindre, par un traité, l'Etat lithuanien, à modifier l'organisation intérieure de la région de Kovno. Ce qui nous intéressait, c'était la région de Vilna; le devoir à accomplir consistait à assurer à Vilna une autonomie politique, religieuse et culturelle complète. J'ai donc modifié la rédaction en disant :

« La région de Vilna constituera dans l'Etat lithuanien un « canton autonome. Le canton de Vilna sera organisé sur une base « analogue à celle de la constitution d'un canton suisse (pouvoirs « exécutif et législatif locaux, droit de nommer les fonctionnaires « cantonaux, etc.). Sa représentation à la Diète centrale sera proportionnelle à sa population. Le Gouvernement central lithuanien aura, vis-à-vis du canton de Vilna, les mêmes attributions « que le Gouvernement fédéral de Berne vis-à-vis des cantons « suisses. Le Gouvernement central et la Diète centrale lithuanienne siégeront à Vilna. »

Ces modifications s'inspirent de l'esprit que j'ai défini tout à l'heure et qui caractérisait mon premier projet, avec la modification que j'ai indiquée.

J'ai légèrement touché à la question de l'organisation de l'armée. Le recrutement régional a été maintenu, je n'y reviendrai que si des discussions surgissaient sur de nouveaux points de détail.

Ensuite, j'ai simplifié le système de liaison politique que j'avais établi entre les deux Etats.

Vous vous rappelez que je parlais tout à l'heure d'un Conseil commun des affaires étrangères ayant pour mission de décider quelles seraient les questions d'intérêt commun aux deux pays, et de l'intervention des deux délégations. Il m'a semblé que ce Conseil commun était un organisme accessoire, purement administratif, qui ne devait pas avoir d'autre mission que celle d'étudier les intérêts communs aux deux pays, mais qu'il ne convenait pas de donner à des fonctionnaires le droit de décider quelles pouvaient être les questions d'intérêt commun; c'est ainsi que je réserve, dans mon nouveau projet, cette mission aux deux délégations des deux parlements, nommées à la représentation proportionnelle, où les deux parties seront représentées et qui feront le travail préparatoire des deux parlements : le parlement lithuanien et le parlement polonais.

J'ai maintenu tout ce qui concernait la Convention économique

et la Convention militaire. J'ai ajouté quelques lignes pour plus de précision en ce qui concerne le port de Memel, en disant qu'en cas d'accord, je demanderais au Conseil de refaire une démarche chez les principales puissances alliées et associées pour que le port de Memel fût remis à la Lithuanie et profitât en même temps à la Pologne.

Vient alors l'addition dont j'ai parlé tout à l'heure et que je crois heureuse :

« Dans le cas où la Pologne, ou la Lithuanie, aurait dans la suite à proposer des modifications au présent accord, elle s'engage à en saisir le Conseil de la Société des Nations. »

Par cet article, toute possibilité est donnée au Gouvernement polonais comme au Gouvernement lithuanien — après avoir adopté l'accord et l'avoir appliqué — s'ils reconnaissent que cet accord présente des défauts et qu'il doit être modifié, de revenir devant le Conseil de la Société des Nations, de lui soumettre à nouveau le problème, de discuter les modifications éventuelles qu'ils désirent. C'est une disposition très souple, qui donne de la liberté aux deux parties, tout en réservant l'avenir, et qui fait que les deux parties ne sont pas définitivement engagées, liées, ligotées par le projet. C'est une excellente modification, je le répète, ajoutée au projet dans l'esprit le plus libéral et vraiment dictée dans l'intérêt commun des deux parties.

Enfin, dans un protocole annexe — ce n'est qu'un détail de forme, si ces dépositions ont été insérées dans le protocole plutôt que dans le corps même du projet — il est dit que, après l'approbation de l'accord par les deux gouvernements, le Gouvernement polonais et le nouveau Gouvernement général de la nouvelle Lithuanie (1), il y aura lieu de réunir à Vilna les populations du territoire contesté pour les inviter à donner leur avis sur le projet.

Cet avis — il me faut ajouter ce détail — sera communiqué directement au Conseil de la Société des Nations par la Diète de Vilna, afin de donner plus de jeu et de souplesse au système et de permettre éventuellement au Conseil d'apporter certaines modifications pour tenir compte des vœux de la population.

Telles sont les explications que j'avais à donner sur les légères modifications que j'ai apportées au projet primitif.

J'ai le droit de dire que les principes du second projet sont identiques à ceux du premier, qu'en réalité, un seul système subsiste. Je puis affirmer que la substance du premier n'a pas été altérée et qu'il est impossible de concevoir une incompatibilité entre les deux projets. En fait, il n'y en a qu'un avec les améliorations que je suis très fier d'avoir pu y apporter.

(1) D'après le sens et le texte du protocole, il semble qu'il s'agit ici du Gouvernement lithuanien actuel qui a son siège à Kovno et non du Gouvernement général de la nouvelle Lithuanie qui ne pourrait être organisé, qu'après la mise en vigueur de l'accord ratifié auparavant.

Le 12 septembre, je reçus les réponses que j'avais demandées à la délégation lithuanienne et à la délégation polonaise.

Ces longues négociations ont fait apparaître des opinions successives et contradictoires et fait présenter la question sous des aspects très différents. Après la résolution de Genève, la Pologne m'avait signifié son acceptation, ou à peu près, et la Lithuanie m'avait opposé un refus catégorique et brutal. Et voici que la Lithuanie me dit à peu près oui, je dis « à peu près ». Elle vient, en effet, de m'adresser une lettre, que vous avez sans doute lue et dont j'extrais ce passage :

« Conscients de l'influence décisive que doit exercer sur la stabilisation de l'Europe orientale l'établissement entre ces deux « Etats de relations conformes à leurs intérêts communs et à la « coopération politique et économique de tous les nouveaux Etats « de l'Est, le Gouvernement lithuanien et ses délégués ont estimé « de leur devoir de faire preuve, non seulement d'une volonté sincère de conciliation, mais d'un véritable esprit de sacrifice, en « consentant à un maximum de concessions compatibles avec « l'indépendance et la souveraineté de l'Etat lithuanien ».

Mais le Gouvernement lithuanien ajoute qu'il me fait parvenir un document proposant certaines modifications à mon projet et il exprime la conviction que « ces modifications sont entièrement pénétrées de l'esprit du projet ». Il constate, enfin, que le « Gouvernement admet que l'on facilite la coordination des deux politiques étrangères, que l'on institue un Conseil économique commun, que l'on noue une convention militaire défensive ». Il admet encore la constitution par l'Etat lithuanien du territoire de Vilna en unité autonome, avec une Diète jouissant des attributions les plus larges, mais il se refuse à prononcer le mot de « canton ».

En somme, après avoir lu la lettre, on garde l'impression que la Lithuanie est sur le point d'accepter et qu'un rapprochement sensible s'est opéré avec la Pologne. Mais, quand on examine le document joint à la lettre et qui renferme les amendements proposés par le Gouvernement lithuanien au projet dont je l'avais saisi, on constate immédiatement que les modifications proposées sont profondes, que ces amendements sont très graves. Ils altèrent assez sensiblement la substance des principes sur lesquels repose le projet. On est alors obligé de se rendre compte que, si un pas en avant a été fait, on est encore loin d'un accord définitif.

Par contre, la réponse polonaise offre un contraste très net avec les précédentes : elle est assez nettement défavorable. La délégation polonaise écrit, en effet :

« Considérant que le Gouvernement polonais, par sa note du « 15 juillet, a accepté la résolution du Conseil de la Société des « Nations du 28 juin, approuvant l'avant-projet transactionnel « du 20 mai comme base de discussion entre les délégations polonaise et lithuanienne et que cette résolution reste en pleine

« vigueur, le Gouvernement polonais ne voit aucune raison de modifier son attitude.

« Par conséquent, le Gouvernement polonais est prêt, comme il l'a déclaré le 15 juillet, à reprendre immédiatement les négociations directes sur la base de l'avant-projet susmentionné et conformément à la résolution susdite du Conseil, bien entendu en supposant que le Gouvernement de Kovno retire antérieurement son refus d'accepter cette résolution, contenu dans sa réponse du 24 juillet, et qu'en même temps il donne les assurances nécessaires quant au changement de son attitude vis-à-vis de la population polonaise de la Lithuanie de Kovno, conformément aux représentations faites par le Gouvernement polonais dans sa note adressée au Conseil et à votre Excellence, en date du 19 juillet.

« Dans ces conditions, vu qu'il n'y a pas lieu de passer outre à la dernière résolution du Conseil, en date du 28 juin 1921, le Gouvernement polonais estime qu'il n'y a pas lieu non plus pour qu'il se prononce sur le nouveau projet d'accord, soit sur la nouvelle méthode proposée pour en assurer l'acceptation en bloc. »

Il me semble, Messieurs, parce que la forme paraît confuse, que cela signifie : nous avons accepté comme base de discussion le projet du 20 mai, nous refusons d'envisager le projet nouveau et nous n'admettons pas de solution définitive. Nous pourrions être disposés à reprendre la discussion sur la base de l'avant-projet lui-même.

Ce n'est pas ce que j'espérais, car nous nous éloignons ainsi de toute espèce de solution rapide; nous rouvrons des négociations qui menacent de se prolonger. Le refus est basé sur le fait qu'il y aurait incompatibilité entre le premier projet et le second.

J'ai montré tout à l'heure — et vous allez voir que le Conseil m'a donné unanimement raison — que les deux projets n'en font qu'un. Les modifications que j'ai apportées n'altèrent ni la substance, ni les principes du régime que j'ai soumis à l'approbation des deux gouvernements.

Le Conseil, devant qui l'affaire fut alors portée, a consacré à son examen deux séances publiques le 19 et le 27. Les parties étaient présentes. Elles furent entendues. Je présentai un rapport sur l'état du différend et je justifiai devant le Conseil le projet de résolution que je lui ai soumis. Ce projet fut appuyé en termes éloquents et saisissants par M. Balfour et par les autres membres du Conseil. M. Bourgeois mit tout son cœur dans une adjuration véritablement pathétique qu'il adressa aux deux parties, faisant appel à leur esprit de conciliation pour aboutir à une solution heureuse.

Le marquis Impériali intervint avec autorité; S. E. M. Quinones de Leon, l'ambassadeur du Japon, le ministre de Chine, intervinrent à leur tour et, finalement, le projet suivant fut adopté à l'unanimité.

Il importe, bien que vous l'ayez reçu, que je vous relise ce document.

Le voici :

« Le Conseil de la Société des Nations,

« Vu le rapport présenté au Conseil par M. Hymans, le 27 juin
« dernier, sur les négociations de Bruxelles ;

« Vu la résolution du Conseil du 28 juin approuvant à l'unani-
« mité l'avant-projet transactionnel établi par M. Hymans avec
« l'agrément des deux délégations et que le Conseil considérerait
« comme de nature à amener l'accord définitif entre la Pologne et
« la Lithuanie ;

« Entendu le rapport de M. Hymans sur les suites qui ont été
« données à la résolution du Conseil du 28 juin et sur l'état actuel
« du différend ;

« Entendu les observations formulées par les deux délégations ;
« Constatant :

« 1^o Qu'au cours des négociations directes dont il avait la pré-
« sidence, M. Hymans a obtenu l'assentiment des deux parties
« pour préparer un projet de règlement qui pourrait servir de base
« d'accord ;

« 2^o Que le premier projet de M. Hymans, la résolution du
« Conseil du 28 juin et le deuxième projet de M. Hymans, tel qu'il
« a été communiqué aux deux délégations le 3 septembre, ne pré-
« sentent que des différences de détails et reposent sur les mêmes
« principes : constitution du territoire de Vilna en un canton auto-
« nome, sur une base analogue à celle de la Constitution suisse,
« dans le cadre de l'Etat lithuanien et rapprochement entre la
« Pologne et la Lithuanie dans les domaines politique, militaire et
« économique.

« 3^o Que les principes de l'autonomie de la région de Vilna, dans
« le cadre de l'Etat lithuanien et du rapprochement politique,
« économique et militaire entre les deux pays, ont en substance
« rencontré l'approbation des deux parties (lettres de la déléga-
« tion lithuanienne du 27 mai et du 12 septembre, télégramme du
« ministre des Affaires étrangères de Pologne du 15 juillet et lettre
« du délégué polonais du 13 septembre) et que les difficultés qui
« subsistent encore entre elles portent sur l'application de ces
« principes ;

« Estimant, conformément à l'article 15, paragraphe 4, du
« Pacte, que l'accord complet n'ayant pu être obtenu, le Conseil
« est tenu de faire connaître les solutions qu'il recommande
« comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

« Déclare à l'unanimité recommander le projet de M. Hymans
« dont le texte est annexé à la présente recommandation.

« Le Conseil décide, en outre, l'Assemblée se trouvant actuelle-
« ment en session, d'inviter M. Hymans à lui exposer l'état actuel
« du différend, de façon à donner à l'Assemblée l'occasion d'aider
« par son autorité au règlement du litige ».

« Quelle est, Messieurs, la portée de cette résolution ?

« Je vous rappelle l'article 15, paragraphe 4 du Pacte, qui dis-
« pose :

« Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un

« rapport voté, soit à l'unanimité des voix, soit à la majorité, pour « faire connaître les circonstances du différend et les solutions « appropriées à l'espèce ».

C'est conformément à cette disposition du Pacte, comme le texte même de la résolution le dit en termes formels, que le Conseil a publié son rapport.

Le Conseil a ainsi épuisé sa tâche et formulé une recommandation finale.

Il ne me reste plus qu'à demander à l'Assemblée de prêter au Conseil tout l'appui de son autorité morale pour déterminer les deux gouvernements à se rapprocher et à accepter une solution de conciliation et de paix (1).

Le projet de M. Hymans, adopté par le Conseil de la Société des Nations, le 20 septembre 1921, et proposé par lui aux Gouvernements lithuanien et polonais sous forme de recommandation finale, votée à l'unanimité, conformément à l'article 15, § 4 du Pacte, fut approuvé par la deuxième Assemblée de la Société des Nations qui adopta le 24 septembre, la résolution suivante :

« L'Assemblée,

Après avoir entendu l'exposé fait par M. Hymans du différend entre la Pologne et la Lithuanie;

Exprime sa chaleureuse appréciation de l'habileté et de la patience dont M. Hymans a fait preuve pour la cause de la paix;

Remercie le Conseil de son action, et l'assure de l'appui plein et entier de l'Assemblée;

Et fait appel aux sentiments de sagesse, et aux souvenirs fraternels des deux peuples pour parvenir à un accord nécessaire à tous deux comme à la paix du monde » (D. L. 264).

Avant d'examiner la position prise par les Gouvernements lithuanien et polonais à l'égard de cette recommandation finale de la Société des Nations, il me paraît indispensable de m'arrêter un peu sur le projet de M. Hymans.

Les textes de l'avant-projet de M. Hymans du 20 mai, des deux projets lithuaniens déposés le 30 mai, du projet

(1) E. C. L. P. 37-44.

de M. Hymans du 3 septembre ainsi que de la réponse lithuanienne du 12 septembre 1921 contenant la contre-proposition définitive se trouvent dans les annexes.

Il me paraît impossible d'étudier tous ces projets, mais je voudrais donner ici un aperçu critique du projet définitif de M. Hymans en le comparant avec le contre-projet lithuanien, marquant le maximum des concessions et des sacrifices consentis par notre Gouvernement.

Les modifications que propose le contre-projet lithuanien au projet d'accord de M. Hymans sont toutes inspirées par le souci bien naturel de la Lithuanie, beaucoup plus petite que la Pologne, de sauvegarder autant que possible son indépendance et sa souveraineté. La Lithuanie redoute la prépondérance de la Pologne et ne veut pas contracter avec elle de liens trop étroits.

Dans l'article 1 qui proclame la reconnaissance réciproque de l'indépendance et de la souveraineté de la Lithuanie et de la Pologne ainsi que la nécessité d'établir un système de coopération pour subvenir à leurs intérêts communs, système « fondé sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison », la Délégation lithuanienne omet les mots « sur la création d'organes permanents de liaison ». La conclusion des conventions spéciales suffit à elle seule à assurer les intérêts communs entre la Lithuanie et la Pologne. Personne ne doute qu'il n'y ait des intérêts communs entre la France et la Pologne, entre la Pologne et la Tchécoslovaquie ou la Lettonie, et pourtant on ne propose pas de créer des organes permanents de liaison entre ces Etats. Pourquoi devrait-il en être autrement pour la Lithuanie et la Pologne?

Bien que dans les articles suivants, le Gouvernement lithuanien admette certains organes permanents de collaboration, ayant une compétence purement consultative ou préparatoire et point décisive, il évite d'en parler dans cet article déclaratif, car l'existence des organes permanents entre deux Etats implique l'idée d'une fédération

et la Lithuanie répugne profondément à établir une fédération avec la Pologne. En effet, si l'on peut concevoir une fédération entre plusieurs Etats inégaux, une pareille fédération paraît absolument inconcevable entre deux Etats aussi disproportionnés que le sont la Lithuanie et la Pologne : l'Etat considérablement plus faible tomberait fatalement sous la domination du voisin puissant et serait ainsi absorbé par ce dernier.

L'article 2 du projet qui définit la frontière future de l'Etat lithuanien suggère deux sortes d'observations.

D'un côté les localités purement lithuaniennes, telles que Vizaïny, Punszk, Seiny, sont laissées à la Pologne de même que la ville de Grodno avec son district. Cette dernière ville a toujours fait partie de la Lithuanie et n'a jamais appartenu à la Pologne. Sa population qui n'est point polonaise a maintes fois manifesté, par ses organes électifs, sa volonté d'appartenir à la Lithuanie (1). Cette ville était cédée à la Lithuanie par le traité de Moscou le 12 juillet 1920. Elle est située sur le Niémen et fait partie intégrante du domaine économique lithuanien; elle présente pour la Lithuanie, au point de vue économique, une très grande valeur. Pour la Pologne la ville de Grodno n'a aucune importance si ce n'est que comme point stratégique contre la Lithuanie. Son attribution à la Pologne ne pourrait que nuire aux bonnes relations entre les deux pays et c'est pourquoi la Délégation lithuanienne propose de corriger la frontière.

D'autre part, l'article 2 attribue à la Lithuanie une bande de terres blanc-russiennes situées entre la frontière lithuanienne définie par le traité de Moscou et la frontière polono-russe prévue dans le traité de Riga. Ce corridor devait être attaché à la Lithuanie en tenant compte des intérêts économiques de sa population, mais les Lithuaniens, tout en réclamant avec persistance leurs propres terres, ne veulent pas des terres blanc-russiennes

(1) Z. Ž. *Proba pogodzenia Litwy z Polska*, Kovno, 1921, p. 16 et P. Klimas. *Musu kovos del Vilniaus*, Kovno, 1923, p. 89.

et ceci est très caractéristique. Nombreuses furent leurs protestations contre l'attribution de ces terres à la Lithuanie (1).

Les articles 3 et 4 du projet définissent les limites et l'organisation du canton autonome de Vilna. Vilna serait la capitale de la Lithuanie et son canton serait organisé sur le modèle des cantons suisses. Outre que l'engagement d'organiser son Etat de telle ou telle manière, assumé dans un traité vis-à-vis d'un autre Etat, constitue une restriction inadmissible de la souveraineté, il se trouvait que ni les limites ni l'organisation du canton de Vilna ne correspondaient aux besoins de la Lithuanie.

Les limites du canton de Vilna auraient dû être fixées d'après les vœux de la population et non au moyen d'un partage de la zone neutre établie entre les troupes lithuaniennes et celles de Zeligowski, d'après leurs positions respectives.

Le territoire de Vilna ne s'est jamais trouvé, au cours des siècles, séparé du reste de la Lithuanie. Il n'a jamais manifesté aucun particularisme. L'histoire de l'Etat lithuanien unitaire est bien différente de celle de la Confédération helvétique et l'organisation cantonale suisse pourrait difficilement convenir à la région de Vilna.

Cependant, le Gouvernement lithuanien a accepté et depuis lors confirmé dans de nombreuses déclarations ministérielles sa volonté d'ériger la région de Vilna en unité autonome. Toutefois, vu les conditions très différentes de l'Etat lithuanien, il a cru préférable d'organiser la région autonome de Vilna sur les principes admis pour la Ruthénie dans le traité entre les principales Puissances Alliées et Associées et la Tchécoslovaquie, traité signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.

Ce régime autonome très large avec une Diète exerçant le pouvoir législatif en matière de langue, d'instruction,

(1) Voir ces protestations dans *Les voix de la Société lithuanienne contre les propositions de M. Hymans*.

P. Vileisis. *Le conflit polono-lithuanien*, n° 2, pages 37 et suivantes.

de religion et d'administration locale serait grandement suffisant pour garantir tous les droits de la population de langue polonaise, et le Gouvernement lithuanien ne verrait pas d'inconvénients à l'introduction de la langue polonaise comme deuxième langue officielle à côté du lithuanien dans la région de Vilna. Bien mieux, dans certaines localités orientales, habitées par la population blanc-russienne, l'introduction du blanc-russien comme langue officielle apparaît parfaitement juste au Gouvernement lithuanien. Par contre, il ne pourrait souscrire à l'introduction, d'après l'article 6 du projet, de la langue polonaise comme langue officielle dans tout l'Etat lithuanien. En effet, la population de langue polonaise ne dépasse pas, dans le reste de la Lithuanie actuellement sous l'administration lithuanienne, les 2 à 3 1/2 % de toute la population. D'ailleurs cette population polonaise parle le lithuanien et l'emploi du polonais est garanti dans toute la Lithuanie par la Constitution lithuanienne ainsi que par la déclaration du Gouvernement lithuanien relative aux droits des minorités, faite au Conseil de la Société des Nations, le 14 septembre 1921.

L'article 5 déclare que l'armée lithuanienne sera organisée sur la base du recrutement régional et que « les unités recrutées dans le canton de Vilna et celles recrutées dans le reste du territoire lithuanien ne pourront pas sortir de leur zone de recrutement, sinon en cas de guerre, ou si l'ordre était gravement troublé, et avec l'autorisation de la Diète centrale, ou dans le cas où la Diète centrale ne serait pas en session, à charge de la convoquer immédiatement ». Il est clair que la présence de cette prescription dans un traité constitue une limitation incompatible avec la souveraineté de l'Etat lithuanien. Mais elle compromet surtout la sécurité de la Lithuanie. Il est possible qu'une telle organisation de l'armée soit admissible pour un Etat comme la Suisse dont la neutralité est scrupuleusement observée par tout le monde et qui n'a rien à craindre. Mais la situation de la Lithuanie n'est malheureusement pas aussi avantageuse

et son indépendance a tout à craindre de ses puissants voisins. Dans ces conditions, il paraît impossible d'imposer à la Lithuanie le recrutement régional pour son armée qui aurait pour résultat de paralyser le libre mouvement et la libre disposition des forces. La délégation lithuanienne a, en conséquence, proposé une organisation de l'armée sur la base d'une loi unique pour l'ensemble de l'Etat lithuanien.

Il est vrai que M. Hymans considérait la prescription relative à l'organisation de l'armée sur la base du recrutement régional comme une mesure ayant pour but « d'assurer à l'autonomie de la région de Vilna des garanties en ce qui concerne les droits des divers groupements ethniques qui y sont représentés », mais je ne vois pas bien ce que la population de langue polonaise dans la région de Vilna aurait gagné à cet affaiblissement de l'armée lithuanienne qui risquait de compromettre la sécurité de tout l'Etat.

Le système de coopération entre la Lithuanie et la Pologne dans le domaine de la politique étrangère, prévu à l'article 8, paraît trop compliqué, contraire au principe de la souveraineté des deux Etats et peu susceptible de fonctionner régulièrement en pratique.

Ce système est trop compliqué : il prévoit, en effet :
1° Deux délégations des deux Diètes lithuanienne et polonaise, en nombre égal, siégeant en commun, qui « décideront à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent en commun les deux pays » et qui seront chargées d'examiner, en premier lieu, « les actes de politique étrangère d'intérêt commun qui exigent une sanction législative » et de préparer les textes qui seront présentés à la ratification des deux Diètes;

2° Un Conseil des Affaires Etrangères composé des représentants des deux Gouvernements, en nombre égal, qui « aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune » ;

3° Des conférences périodiques des deux Gouverne-

ments auxquelles seront soumis les rapports rédigés par le Conseil des Affaires Etrangères.

La compétence reconnue aux délégations des deux Diètes de décider, en commun, à la majorité des voix, quelles sont les questions qui intéressent les deux pays paraît difficilement s'accorder avec le principe de souveraineté des deux Etats, car le déplacement d'une seule voix dans la délégation d'un pays aurait pour résultat d'obliger l'autre pays à se soumettre à un vote pris contre la majorité des voix de sa délégation.

Ce système n'aurait pu fonctionner que difficilement à cause de sa complexité : trois organes différents seraient appelés à examiner les mêmes questions d'où lenteur inévitable. Mais que serait-il arrivé en cas d'une division des voix au sein des deux délégations ou dans le Conseil des Affaires Etrangères ? Des questions très importantes risquaient alors de ne trouver aucune solution. Il semble que les questions de la politique étrangère qui intéressent les deux Etats indépendants et souverains, comme dans le cas présent, ne peuvent être résolues qu'autant que les intérêts de ces deux Etats s'accordent, et dans ce cas, en vue d'assurer la liaison de leurs politiques étrangères, il suffit d'un Conseil des Affaires Etrangères (ou Secrétariat commun des Affaires Etrangères suivant la rédaction lithuanienne) ou bien encore d'une conférence périodique des deux Gouvernements. Chaque Gouvernement aurait eu alors pour mission de défendre devant la Diète de son pays les décisions prises au cours des conférences communes. Un pareil système eût été et plus simple et plus pratique.

La coopération dans le domaine militaire est libellée à l'article 9 dans les termes suivants :

« Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats, sur les bases suivantes :

« a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption de méthodes d'instruction et d'organisation des troupes;

« b) Entente entre les deux états-majors, dès le temps

de paix, pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler la mobilisation, les transports de concentration et le dispositif des troupes à la frontière. Cette entente se réalisera par des conférences périodiques. En outre, une liaison permanente sera assurée par des attachés militaires des deux pays;

« c) Concours limité donné par l'armée lithuanienne à l'armée polonaise, en dehors du territoire lithuanien (comme effectifs et comme rayon d'action). Coopération des troupes polonaises avec les troupes lithuaniennes sur le territoire lithuanien. Usage réciproque des bases territoriales, routes, chemins de fer, etc., dans un intérêt stratégique commun;

« d) Commandement unique en cas d'opérations communes des deux armées, tout en laissant le gros des forces lithuaniennes groupé sous le commandement lithuanien.

« Il appartient aux deux Gouvernements de décider si, dans le cas où l'un des deux pays est ou risque d'être engagé dans une guerre, les deux pays doivent, aux termes de la convention, se prêter un mutuel appui. En cas de désaccord, la question sera soumise à un arbitre, désigné à l'avance avec leur agrément par le Conseil de la Société des Nations » (D. L. 244 et 245).

La Délégation lithuanienne a admis la conclusion d'une convention militaire défensive, mais elle a formellement rejeté la proposition de soumettre, en cas de désaccord, à la décision d'un arbitre, la question de savoir « si, dans le cas où l'un des deux pays est ou risque d'être engagé dans une guerre, les deux pays doivent, aux termes de la convention, se prêter un mutuel appui ». C'était là une proposition tout à fait incompatible avec la souveraineté des deux Etats. L'entrée dans une guerre est trop importante pour un Etat, et il faut que son Gouvernement puisse en décider souverainement, conformément aux lois constitutionnelles du pays. A certaines époques, la seule volonté du monarque suffisait pour contraindre tout un peuple à faire la guerre. Aujourd'hui, la chose n'est plus possible.

L'autre point d'une importance capitale est le commandement unique dont la dernière guerre a démontré toute la valeur au point de vue militaire. Mais ce commandement unique ne peut être admis qu'entre des peuples ayant confiance les uns dans les autres. Car, autrement, le commandant en chef d'un Etat donné serait en mesure d'envoyer les troupes de l'autre Etat dans les positions les plus dangereuses et de les obliger à soutenir seules tout le poids de la guerre. La coopération des troupes polonaises sur le territoire lithuanien exige elle aussi cette confiance. Malheureusement, après le coup de force du général Zeligowski, ce sentiment n'existe point. Bien au contraire, la Lithuanie a toutes les raisons de se méfier de la Pologne qui a maintes fois manifesté son intention de l'absorber.

En ce qui concerne le domaine économique, le projet prévoit, dans son article 10, la conclusion entre les deux pays d'une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée et basée sur « le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires, soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes ». En outre, un Conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, devait être créé pour assurer l'étude de toutes les questions économiques d'intérêt commun et pour « veiller à l'application de l'accord douanier ».

Le texte proposé par la Délégation lithuanienne avait été adopté à Bruxelles par les Délégations lithuanienne et polonaise. Dans ses grandes lignes, il correspondait au texte du projet, mais il soulignait que les deux pays ne seraient pas obligés « d'adopter une même politique douanière vis-à-vis de tierces Puissances ». La Lithuanie est un pays agricole, la Pologne est surtout un pays industriel, ce qui implique une politique douanière non seulement différente, mais tout à fait contraire pour les deux pays. Il en résulte que l'obligation d'adopter la même

politique douanière aurait eu fatalement pour conséquence de sacrifier les intérêts économiques de la Lithuanie au profit de la Pologne, sa voisine plus puissante. Mais il est tout naturel que les relations commerciales entre ces deux pays voisins, à production toute différente, soient des plus suivies et des plus développées.

D'autre part, la Délégation lithuanienne n'acceptait pas que le Conseil économique commun fût chargé de veiller à l'application de l'accord douanier, ce qui aurait entraîné une ingérence inadmissible dans l'administration intérieure de chacun des deux Etats et serait devenu une source de malentendus et de différends entre les deux pays.

L'article 11 du projet prévoit l'attribution du port de Memel à la Lithuanie et engage la Lithuanie à assurer à la Pologne le libre accès à la mer, le libre transit et *le droit d'utiliser en tout temps le port ainsi que le Niemen, pour toutes les catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre.*

Tout d'abord, on ne comprend pas pourquoi la Lithuanie seule doit assurer à la Pologne le libre transit, tandis que la Pologne se voit dispensée de la même obligation envers la Lithuanie.

Mais ce qui est extrêmement grave dans cet article, c'est l'engagement de la Lithuanie de réserver à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps, c'est-à-dire même en cas d'une guerre offensive, commencée par la Pologne, le port de Memel et le Niemen pour toutes les catégories de transports, même pour le transport des munitions et du matériel de guerre. Un pareil engagement mettait la Lithuanie dans l'impossibilité absolue d'observer la neutralité et menaçait de l'entraîner dans toutes les guerres de la Pologne, en dépit du texte formel de l'article 9 qui ne l'oblige qu'à la conclusion d'une convention défensive. D'ailleurs, cet engagement eût été contraire à l'obligation prise par la Lithuanie envers la Russie dans le § 2 de l'article 4 du Traité de Moscou du 12 juillet 1920 où il est expressément stipulé que les deux

Parties contractantes s'engagent « à interdire aux Gouvernements, se trouvant de fait en état de guerre avec l'autre Partie ainsi qu'aux organisations ou groupes se proposant d'entreprendre une lutte armée contre elle, l'importation et le transport sur leur territoire de tout ce qui pourrait servir à attaquer l'autre Partie contractante, notamment, des forces militaires, le matériel de guerre terrestre, naval ou aéronautique, le matériel militaire technique d'intendance et d'artillerie » (D. L. 45).

Cet engagement de l'article 11 me semble être le plus grave de tous les engagements envisagés par le projet. Il constituait un danger de mort pour la sécurité de l'Etat lithuanien.

La Délégation lithuanienne s'est donc vue dans l'impossibilité absolue de souscrire à cet engagement et elle a proposé la rédaction suivante de l'article 11 :

« La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer. Les deux pays assureront l'un à l'autre le libre transit. La Lithuanie s'engage à conclure avec la Pologne une convention garantissant le libre usage du Port de Memel et du fleuve Niemen pour toutes catégories de transports. Toutefois, en cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce Puissance, pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre, la Pologne ne pourra user du Port de Memel pour le transport de la contrebande de guerre » (D. L. 252).

Les derniers articles du projet, 12 et 13, concernant l'interprétation, l'exécution et la modification ultérieure de l'accord furent acceptés par la Délégation lithuanienne presque sans changement.

Cet examen du projet de M. Hymans montre clairement les dangers qui en découlaient pour l'indépendance et la sécurité de la Lithuanie, dans les premières années de sa vie indépendante, alors qu'elle n'était pas même reconnue de jure par les Grandes Puissances.

Le coup de force du général Zeligowski, les persécutions dirigées contre les Lithuaniens et les Blancs-Russiens à Vilna et dans toute cette région au moment même où

l'on devait se prononcer sur la recommandation finale du Conseil de la Société des Nations, ont tellement excité la méfiance du peuple lithuanien à l'égard des Polonais que les efforts les plus sincères de la Délégation lithuanienne et du Gouvernement lithuanien d'arriver à une entente avec la Pologne furent vains. Dans sa réponse en date du 24 décembre 1921, adressée au Président du Conseil, le Ministre des Affaires étrangères de Lithuanie déclara que « après avoir étudié à fond et sous tous ses aspects la recommandation susmentionnée du Conseil de la Société des Nations, le Gouvernement lithuanien se voit forcé de déclarer avec un sentiment de profond regret qu'il est dans l'impossibilité d'accepter le projet d'accord qui lui a été recommandé ». Les sacrifices demandés au peuple lithuanien étaient trop grands et trop douloureux, la méfiance à l'égard de la Pologne était trop profonde.

Voilà, d'ailleurs, l'extrait du rapport de la Commission militaire de Contrôle de la Société des Nations sur l'attitude du Gouvernement lithuanien à l'égard du projet de M. Hymans :

« Aussitôt après la clôture de la Conférence de Genève, la délégation lithuanienne se rendit à Kovno et commença une intense et loyale propagande pour persuader le Gouvernement, la Diète et l'opinion publique de la nécessité d'accepter les recommandations du Conseil. Elle organisa des réunions et des meetings pour expliquer la situation dans laquelle se trouvait désormais la Lithuanie. Elle fit des déclarations à la presse ainsi qu'aux dirigeants des parties politiques lithuaniens pour soutenir que l'acceptation du projet était favorable à la Lithuanie.

« L'hostilité au projet Hymans continuait néanmoins à se manifester dans tous les milieux, à la Diète, dans la presse, dans l'armée, dans les congrès des divers partis politiques, socialistes populaires et paysans, indépendants, etc.

« Les répressions exercées à Vilna à l'égard des Lithuaniens causèrent en outre un tort sérieux à la propagande

de la délégation. Ces répressions furent même parfois interprétées à Kovno comme une mesure polonaise prise à dessein, dans le but d'exciter l'opinion publique lithuanienne. Devant l'hostilité unanime de l'opinion publique vis-à-vis du projet Hymans, le Gouvernement tempore. Il espère que le calme renaîtra et qu'il lui sera alors possible de faire connaître sa décision favorable à l'acceptation, en faisant toutefois, des réserves relatives à la dualité des langues, au recrutement régional, ainsi qu'au régime des délégations. En attendant, il cherche à faire cesser les polémiques dangereuses qui peuvent naître dans la presse et dans l'opinion publique et à faire le silence sur la question de Vilna. A la fin d'octobre, un ordre du commandant de la ville de Kovno interdit, sous peine d'internement et de 10.000 marks d'amende, la propagation par la parole ou par la presse de fausses nouvelles. Le Gouvernement supprime même pendant quelques jours le journal d'opposition lithuanienne *Lietuvos Balsas*. Dans la première semaine de novembre, les représentants lithuaniens à l'étranger sont appelés à Kovno et signent avant leur séparation un acte dans lequel ils déclarent qu'étant donné les circonstances actuelles, il est nécessaire d'accepter le projet Hymans. Le Gouvernement a besoin de cette déclaration pour montrer ultérieurement que la décision qu'il compte prendre s'appuie sur l'avis de gens connaissant bien la situation politique de la Lithuanie à l'étranger.

« En même temps, le Gouvernement donne la plus grande publicité à la déclaration faite par les intellectuels lithuaniens de Vilna, qui sont favorables au projet Hymans, et n'hésitent pas à déclarer que « le rejet du projet signifierait l'éloignement de la Lithuanie du champ de bataille ».

» L'opinion publique ne désarme pas néanmoins. Des bruits ayant couru que le Gouvernement allait accepter le projet, le Comité central de l'Union des francs-tireurs lithuaniens adresse au Cabinet des Ministres une protestation significative.

« Quelques jours après, le 25 novembre, avait lieu l'attentat contre M. Galvanauskas. Le Gouvernement voit clairement, cette fois, qu'il n'est pas suivi par l'opinion publique dont il a soutenu trop longtemps les tendances extrêmes. Des lettres de menaces continuent du reste à être envoyées aux principaux personnages politiques. Désireux avant tout de maintenir l'ordre à l'intérieur, il se décide, après une campagne de deux mois, à abandonner la lutte, et dans sa séance du 3 décembre, il repousse définitivement le projet Hymans.

« Ses efforts très sincères pour modérer l'opinion publique, efforts restés sans résultat, n'impliquent pas cependant de sa part une acceptation complète et sans réserves de toutes les conditions du projet. Pleinement conscient de la gravité du moment et de l'importance de sa décision, le Gouvernement désirait surtout pouvoir présenter au Conseil une réponse que celui-ci aurait pu considérer comme acceptable, de façon à donner à la Lithuanie le beau rôle et à lui assurer à l'avenir, dans son conflit avec la Pologne, une position plus avantageuse et plus forte. Le rejet du projet Hymans par le Gouvernement n'implique pas un programme nouveau; il a été imposé par la nécessité. Le Gouvernement lithuanien n'a aucune proposition nouvelle à présenter, pas plus sur la question politique d'ensemble que sur la question secondaire des mesures de détail qui pourraient améliorer, après le départ de la Commission, les relations de voisinage avec la Pologne.

« Son programme peut se résumer en un mot : Attendre. » (R. C. M. 3-4).

L'attitude du Gouvernement polonais était bien différente. La seule chose qu'il ait consenti à faire au cours de tous ces longs débats pour arriver à la solution du conflit, fut d'accepter l'avant-projet de M. Hymans comme base de discussion. Le Gouvernement polonais était maître de la situation, il détenait toute la région contestée et la gouvernait à son gré, par l'intermédiaire de son général « rebelle » Zeligowski. Il se souciait fort peu du

règlement de son conflit avec la Lithuanie. Toute sa politique, en rejetant la recommandation finale du Conseil de la Société des Nations consistait à maintenir le plus longtemps possible sa domination à Vilna et dans la région, afin de pouvoir un peu plus tard les annexer purement et simplement à la Pologne.

Après le rejet de la recommandation finale du Conseil de la Société des Nations par les Gouvernements lithuaniens et polonais, le Conseil adopta, dans sa séance du 13 janvier, la résolution suivante, qui a mis fin à la procédure de conciliation engagée devant la Société des Nations en vue de régler le conflit polono-lithuanien :

« Le Conseil de la Société des Nations constate avec regret que les Gouvernements lithuanien et polonais, le premier par une note en date du 26 décembre 1921, le second par les déclarations verbales de son représentant au Conseil dans la séance du 20 septembre, ont refusé d'accepter sa recommandation finale du même jour tendant à régler le différend qui s'était élevé entre les deux Gouvernements dans la région de Vilna. Il prend acte de ces refus qui mettent fin, selon l'article 15 du Pacte, à la procédure de conciliation instituée par sa résolution du 3 mars 1921.

« Le Conseil décide, en conséquence, de retirer sa Commission militaire de contrôle dans le délai d'un mois et lui exprime sa vive reconnaissance pour les services éclairés et dévoués qu'elle lui a rendus.

« Toutefois, le Pacte lui faisant un devoir d'agir en toutes circonstances pour prévenir toute guerre ou menace de guerre, le Conseil prend acte avec satisfaction de l'engagement solennel pris au nom des deux Gouvernements par leurs représentants, de s'abstenir de tout acte d'hostilité et de conserver ainsi un état de paix que l'intervention de la Société des Nations a heureusement assuré depuis plus d'une année. Le Conseil les engage, en outre, s'ils ne peuvent se mettre d'accord pour établir entre eux des relations diplomatiques et consulaires, à confier leurs intérêts respectifs à des Puis-

sances amies, dont les représentants se aient chargés de veiller à l'observation des mesures de pacification recommandées dans la présente résolution.

« La Commission militaire, instituée par le Conseil avait établi deux zones neutres, l'une dans la région de Souvalki de chaque côté de la ligne dite Curzon, arrêtée par le Conseil suprême, à la date du 8 décembre 1919, l'autre dans la région de Vilna.

« Le Conseil estime qu'après le retrait de la Commission militaire, il y a lieu à titre de *modus vivendi*, de substituer à ces zones neutres, une ligne de démarcation provisoire, étant bien entendu que les droits territoriaux des deux Etats demeurent entièrement réservés. Il invite les représentants des deux Gouvernements à accepter cette solution. Il est prêt, dans ce cas, à aviser aux mesures nécessaires pour la fixation de cette ligne sur le terrain.

« Le Conseil a reçu du Gouvernement lithuanien une protestation en date du 15 décembre contre les élections organisées dans le territoire de Vilna par l'administration actuellement établie dans le territoire et sous régime d'occupation militaire qui y subsiste depuis le 9 octobre 1920. Le Conseil prend acte de cette protestation.

« Il ne pourrait reconnaître une solution d'un litige porté devant la Société par un de ses membres, qui serait réalisée en dehors de la recommandation du Conseil où sans le consentement des deux parties intéressées.

« Pour la protection des minorités, la Pologne est soumise aux obligations résultant du Traité de Versailles du 28 juin 1919; la Lithuanie, de son côté, s'est engagée par sa déclaration du 14 septembre 1921, à appliquer les principes généraux inscrits dans les traités des minorités.

« En ce qui concerne le territoire de Vilna, la Société des Nations étant chargée de veiller à la protection des minorités en Pologne et en Lithuanie, le Conseil ne peut douter que les deux parties consentiront à l'envoi sur place de ses représentants, s'il le juge opportun, pour recueillir les renseignements nécessaires, en vue de lui faire rapport » (D. L. 272 et 273).

Après cet échec des négociations, le Gouvernement lithuanien proposa, dans sa note du 27 janvier 1922, adressée au Gouvernement polonais, d'entamer d'autres négociations directes en vue de régler le différend territorial ainsi que toutes les autres questions concernant les relations futures des deux Etats. Cette proposition n'a eu aucun succès.

Le 20 février 1922, le Gouvernement lithuanien, en se basant sur la disposition facultative prévue au paragraphe 2 de l'article 36 du statut de la Cour permanente de Justice internationale, a proposé au Gouvernement polonais de soumettre à la décision de cette Cour la solution des questions suivantes :

« 1^o La réalité du fait de la rupture par la Pologne de l'engagement conclu, le 7 octobre 1920, à Souvalki,

Et, dans le cas où la Cour donnerait une réponse affirmative à cette première question, »

2^o La nature et l'étendue de la réparation due par la Pologne pour la rupture de cet engagement international » (D. L. 310).

Cette disposition facultative était signée et ratifiée par la Lithuanie, mais elle n'était pas obligatoire pour la Pologne qui ne l'avait pas acceptée. Ainsi, le Gouvernement polonais a pu décliner la compétence de la Cour et il a déclaré, dans sa réponse du 15 mars 1922, que la proposition du Gouvernement lithuanien « est inacceptable pour le Gouvernement polonais, surtout du fait que les tentatives du Gouvernement lithuanien de revenir dans cette question en arrière, sont dépourvues, à l'heure actuelle, de bases réelles et ont perdu toute actualité, ayant décidément été dépassées par les événements » (D. L. 314).

En effet, la Pologne n'avait à ce moment aucune intention de discuter son litige avec la Lithuanie devant la Cour permanente de Justice internationale, car elle se préparait à l'annexion pure et simple à la Pologne de la « conquête » du général Zeligowski par le vote de la Diète de Vilna, ce qui fera l'objet du chapitre suivant,

CHAPITRE IV

Tentatives du Gouvernement polonais de légaliser le coup de force du général Zeligowski.

(Diète de Vilna et fin de la Lithuanie Centrale).

Un peuple dont le territoire est militairement occupé ne peut pas se prononcer librement sur son sort. Il ne peut pas délibérer en pleine indépendance sous la pression des baïonnettes.

M. Hymans dans son discours à la II^e Assemblée de la Société des Nations, le 24 septembre 1921 (E. C. L. P. 36).

Le Conseil de la Société des Nations « ne sanctionnera jamais de son autorité morale un plébiscite qui aurait été exécuté dans des conditions ne donnant pas des garanties suffisantes à tous les intéressés. »

M. Monnet, Secrétaire général adjoint de la Société des Nations, dans sa lettre à M. Paderewski, Délégué de la Pologne, en date du 20 décembre 1920 (D. L. 129).

Dès que le plan du général Zeligowski d'occuper toute la Lithuanie eut échoué et que l'armistice eut été conclu entre ses troupes et celles de Lithuanie (29 novembre 1920), le Gouvernement polonais essaya de légaliser sa situation à Vilna par un vote camouflé de la population. Au moment même où le Conseil de la Société des Nations s'occupait d'organiser la consultation populaire conformément à sa résolution du 28 octobre, acceptée par les Gouvernements lithuanien et polonais, le « rebelle » Zeligowski décrétait, au commencement du mois de

janvier 1921, les élections à la Diète de Vilna qui devrait se prononcer sur le sort du territoire. Il est intéressant de souligner ici que le général Zeligowski a ordonné les élections non seulement dans le territoire occupé par ses troupes « rebelles », mais aussi dans certains autres districts (Grodno, Lida, etc.), occupés par les troupes polonaises non révoltées, et ceci en présence du délégué du Gouvernement polonais auprès de Zeligowski, M. Raczkiewicz, qui résidait à Vilna depuis le 25 décembre 1920 (Voir D. L. 137). Mais devant les protestations du Gouvernement lithuanien et celles de la Société des Nations, et du fait de l'opposition unanime de la majorité de la population qui a refusé de prendre part aux élections et aux travaux de la Diète (voir les déclarations officielles des Comités nationaux des Lithuaniens, des Blancs-Russiens et des Juifs), le Gouvernement polonais s'est vu obligé de capituler et jugea opportun de différer la convocation de cette Diète à une époque plus favorable. Ce n'est que l'année suivante que la Diète de Vilna fut convoquée.

Dans sa résolution du 3 mars 1921, acceptée par la Pologne aussi bien que par la Lithuanie, le Conseil de la Société des Nations ordonne qu'« il ne sera fait aucune nouvelle élection avant la signature de l'accord définitif, à moins que le Président de la Conférence ne l'autorise » (D. L. 165). En dépit de cette prescription du Conseil, le 17 novembre 1921, c'est-à-dire bien avant que le Gouvernement lithuanien n'eut présenté sa réponse concernant la recommandation finale du Conseil, la Diète de Varsovie votait la décision suivante :

« La Diète consent que sur le territoire du district de Lida, situé sur la rive droite du Niemen, ainsi que dans le district de Braslaw aient lieu des élections à l'Assemblée des représentants de la Terre de Vilna, dans le but d'exprimer la volonté de la population. Ces élections seront basées sur les principes arrêtés par la Commission provisoire du Gouvernement de Vilna.

« De même, la Diète autorise le Gouvernement à décréter

ter toutes les dispositions exécutives nécessaires à ce sujet » (R. C. M. 13).

En se basant sur cette décision de la Diète de Varsovie, le général Zeligowski décréta, le 30 novembre, les élections à la Diète de Vilna pour le 8 janvier 1922. D'après les affirmations polonaises « elles furent organisées sur une base des plus démocratiques, le suffrage fut universel, direct et secret. Toutes les mesures indispensables pour assurer la liberté du vote furent prises, ce dont purent se convaincre les nombreux représentants de la presse étrangère venus à Wilno pour assister aux élections. La liberté entière de la presse au cours de la campagne électorale fut également garantie. Sur une population totale de 735.000 habitants, il fut inscrit 387.000 électeurs. 250.000 personnes votèrent, soit 65 % du nombre total des électeurs, ce qui constitue une participation imposante pour ce pays d'illettrés, d'autant plus que les Lithuaniens, une partie des Juifs et certains Blanc-ruthènes s'étaient abstenus du vote » (Voir : *Le Messager Polonais*, de janvier 1926).

L'annexion du territoire de Vilna à la Pologne, d'après les Polonais, ne se fonde nullement sur l'acte illégal du général « rebelle », mais sur le vote de la Diète de Vilna, élue sur des bases soi-disant démocratiques. Il serait donc intéressant de connaître d'un peu plus près la méthode employée par les Polonais pour organiser les élections « sur une base des plus démocratiques ».

C'est dans les déclarations des Comités nationaux lithuanien et blanc-russien et des groupements juifs, dans le rapport du colonel Chardigny, Président de la Commission militaire de Contrôle, en date du 20 mars 1922, et dans le mémoire présenté par la Délégation de Lithuanie au Conseil de la Société des Nations le 15 mai 1922, que nous trouverons les renseignements les plus sûrs sur la méthode appliquée aux élections à la Diète de Vilna.

Les Lithuaniens, les Blancs-Russiens et les Juifs, qui forment la grande majorité de la population dans le terri-

toire de Vilna, s'abstinrent, à cause du régime de terreur qui y régnait, de participer à ces élections illégales, contraires à la décision du Conseil de la Société des Nations du 3 mars 1921. Ils ont constaté leurs positions dans les déclarations correspondantes.

Le Comité lithuanien de Vilna, le 17 décembre 1921, déclara que « la population lithuanienne du district de Vilna ne voulant pas travailler contre sa patrie et ses compatriotes, ne prendra aucune part aux élections à ce que l'on appelle la « Diète de Vilna » et en donna les raisons suivantes :

« 2^o L'administration polonaise, qui s'exerce depuis trois ans dans le district, a donné la preuve que les autorités polonaises et la partie organisée de la population polonaise qui habite cette région ou qui vient du dehors, bien que forcées d'avoir envers la population une meilleure attitude qu'avant le rattachement de ce pays à la Pologne, persécutent, souvent plus que leurs anciens oppresseurs, les Lithuaniens dans leur vie publique et privée, prêtres, écoles, journaux, institutions commerciales et industrielles, sociétés, sans cacher leur intention d'anéantir tout ce qui est lithuanien dans la région de Vilna;

« 3^o Le parti polonais organise la Diète de Vilna dans le but de forcer la population de Vilna à l'union avec la Pologne, et finalement à sa polonisation, en employant les mesures d'occupation et en se réservant le monopole du travail politique;

« 4^o Dans ce but, la population de Vilna est depuis longtemps travaillée par des agitateurs venus de Pologne et grâce à des fonds qui en proviennent également; en même temps, on prend des mesures sévères pour qu'aucun homme politique de la Lithuanie indépendante ne puisse parvenir de ce côté de la ligne de démarcation, jusqu'à la population de Vilna, dans le but de travailler en faveur de la Lithuanie et les personnalités politiques lithuaniennes qui se trouvent sur place sont persécutées;

« 5^o L'administration polonaise dans la région de Vilna

a mis la main sur toutes les organisations de propagande, ainsi que la préparation des élections, a diminué les institutions et les forces lithuaniennes, sans cesser jusqu'au dernier moment ses persécutions contre les Lithuaniens;

« 6° Dans de telles conditions, même les libertés promises pour la période électorale seront inutiles; la Diète issue de ces élections ne sera que l'expression de l'opinion de la minorité de la population travaillée par des agents venus de Pologne, ce qui retardera le retour de Vilna à la Lithuanie indépendante, à laquelle la Pologne veut l'arracher, et rendra la situation de la Lithuanie et des Lithuaniens de Vilna encore plus difficile » (R. C. M. 14).

Dans sa résolution du 10 décembre 1921, le Comité national blanc-russien explique l'abstention de la population blanc-russienne et constate :

« 4° Que, sans tenir compte que la Lithuanie Centrale comprend des nationalités différentes et que son territoire est contesté, tout le pouvoir se trouve exclusivement entre les mains d'une seule nationalité, la nationalité polonaise, est en grande partie même entre les mains de citoyens qui ne sont pas du pays;

« 5° Que les fonctions et le caractère de la Diète ne sont pas déterminés officiellement et que le fait de sa convocation par un pouvoir unilatéral ne donne pas la conviction que ladite Diète peut être regardée comme l'exacte expression de la volonté de la région;

« 6° Que dans l'espace de presque trois ans sur la terre blanc-russienne, par tous les moyens entre les pouvoirs d'Etat, une politique d'oppression a été menée contre la nationalité blanc-russienne, que des écoles blanc-russiennes, des journaux, des organisations économiques, ont été fermés et que tous les essais de développement culturel et économique du peuple blanc-russien dans la région ont été anéantis;

« 7° Qu'à la suite d'une telle politique, qui s'est prolongée pendant trois ans, à l'heure actuelle, dans l'espace d'une courte période électorale de trente jours, la popula-

tion blanc-russienne désorganisée et désorientée ne sera pas en état d'exprimer, en connaissance de cause et librement, ses vues et ses désirs, d'autant plus que, même au moment des élections, les garanties nécessaires de liberté n'ont pas été proclamées et que, jusqu'à présent, les autorités mènent une politique consistant à fermer les écoles blanc-russiennes, les organes existant de la presse blanc-russienne indépendante et à en empêcher de nouveaux de paraître, etc... » (R. C. M., 15).

D'autre part, l'administration polonaise, aux fins de propagande dans les masses peu conscientes du peuple blanc-russien, édite et propage, dès le mois de mai, le journal *Jednosc*, comme le prouve l'ordre secret suivant de la police de Vilna que j'emprunte aux annexes aux Rapports de la Commission militaire de Contrôle de la Société des Nations :

« Préfecture du
District de Vilna.
n° K. pf. L. 90 /Sect.
Copie très confidentielle.

Le 21 mai 1921.

Au commandant de la Police d'Etat du district de Vilna.

On a commencé à éditer le journal hebdomadaire *Jednosc* en langue blanc-russienne et imprimé en lettres latines. J'attire votre attention sur le fait que ce journal militera en faveur de l'union à la Pologne et que, par conséquent, il ne faut pas faire obstacle au colportage du journal dans le territoire de la Lithuanie centrale, mais, au contraire, élargir le cercle de ses lecteurs parmi la population blanc-russienne.

(Signé) ROZEN,
Préfet de Vilna.

(Illisible.)
Secrétaire.

Pour conformité :

(signé) A. ABRAMOWICZ,
f. f. secrétaire. »

(R. C. M. 16).

Dans son rapport sus-indiqué, le Colonel Chardigny expose l'organisation des élections et les apprécie de la façon suivante :

« Le 8 janvier fut une belle journée d'hiver, assez froide, et sur les routes couvertes de neige les traîneaux pouvaient glisser à merveille. On peut dire que les conditions atmosphériques étaient ce jour-là des plus favorables et que les électeurs avaient toute facilité de se déplacer pour se rendre aux bureaux de vote.

« Le Comité lithuanien, les différents groupements juifs et le Comité national blanc-russien, conformément à leurs déclarations antérieures, n'ont pas pris part aux élections et n'ont en conséquence présenté aucune liste de candidats.

« Bien qu'un nombre restreint d'électeurs lithuaniens dans les campagnes, poussés par des raisons spéciales, se soient présentés aux urnes, on peut affirmer que, d'une façon générale la population lithuanienne de la région de Vilna s'est abstenue en majorité de voter.

« Les Juifs de la ville de Vilna se sont presque complètement abstenus également. Dans les campagnes, surtout dans les petites agglomérations où les Juifs vivent en groupes peu nombreux et en contact étroit avec le reste de la population dont ils constituent l'élément commerçant, un certain nombre d'entre eux ont voté pour ne pas attirer l'attention de leurs concitoyens et ne pas compromettre leur situation personnelle.

« Le Comité blanc-russien de M. Aleksiuik, qui jouissait des faveurs officielles, n'a présenté une liste que dans deux circonscriptions électorales, à Oszmiana et à Komaje. Aucun candidat porté sur ces deux listes n'a été élu, de sorte que la diète de Vilna ne compte aucun député blanc-russien. Ce fait est caractéristique : il démontre d'une part que les blanc-russiens n'avaient aucune confiance dans les candidats de M. Aleksiuik en raison de leurs relations étroites avec les autorités polonaises, et, d'autre part, que les blanc-russiens conscients n'ont pas voulu participer aux élections. Il serait cependant inexact d'en tirer la conclusion que les blanc-russiens ont boycotté les élections; beaucoup d'entre eux, surtout parmi les catholiques, attirés par la promesse

d'une réforme agraire et grâce à la propagande des prêtres polonais, ont voté pour les listes polonaises.

« D'après les comptes-rendus publiés par la presse polonaise, 63 % des électeurs inscrits ont pris part aux élections. Les 106 sièges que compte la Diète de Vilna ont obtenu : les nationaux-démocrates, 43; les conseils nationaux populaires, 34; les populistes, 13; les démocrates, 4; les radicaux, 9, et les socialistes, 3. La Diète de Vilna se compose donc exclusivement de députés polonais, malgré le caractère mixte de la population de la région.

« Il est impossible de se prononcer d'une manière absolue sur la valeur de ces élections. Mais on peut affirmer que les votes peu nombreux des Lithuaniens et des Juifs et ceux déjà plus considérables des Blanc-Russiens ont seulement augmenté le nombre des votants sans avoir aucune signification politique et sans présenter une valeur morale quelconque.

« Il y a lieu de relever en outre les points suivants :

« 1^o Les commissions chargées de la direction et de l'exécution des opérations électorales étaient composées presque exclusivement de Polonais;

« 2^o Les votants se sont présentés aux urnes sans aucune carte d'identité ou pièce justificative quelconque. Il a suffi de dire un nom inscrit sur la liste pour pouvoir déposer son bulletin de vote.

« Le contrôle des élections était donc entièrement entre les mains du parti intéressé.

« Etant donné que les Lithuaniens, les Juifs et une grande partie des Blanc-Russiens se sont officiellement abstenus de prendre part aux élections et que, d'autre part, les élections se sont faites sous un régime d'occupation militaire, où l'élément polonais a disposé de tous les moyens de pression de l'appareil gouvernemental, il ne semble pas qu'on puisse considérer la Diète actuelle de Vilna comme étant la véritable et sincère expression de l'ensemble de la population du territoire consulté » (R. C. M. 27 et 28).

Le mémoire de la Délégation lithuanienne du 15 mai 1922 donne un tableau complet sur la situation politique dans la région de Vilna pendant la période qui précède les élections, sur les travaux préparatoires et sur l'organisation des élections. Je me bornerai à en citer le passage suivant :

« Suivant la statistique russe de l'année 1897, la seule qui ait été établie sur des bases scientifiques et qui fut généralement reconnue par tous, les personnes qui se considéraient comme Polonais dans le territoire électoral forment 11,27 % de la population. Donc 88,73 % de la population ont déclaré avant les élections n'être pas d'accord avec elles et n'y vouloir pas participer.

« L'échec des intentions polonaises semblait être complet et le Gouvernement polonais se vit obligé de prendre toutes les mesures possibles pour sauver son prestige.

« Désirant montrer son « impartialité », le Gouvernement polonais avait révoqué son général « rebelle » Zeligowski et l'avait remplacé par M. Alexandre Meysztowicz, riche propriétaire foncier de la région de Kaunas, qui avait été rappelé à Varsovie et y avait reçu des instructions du Gouvernement polonais. Mais, en réalité, le général Zeligowski, sous prétexte de maladie, était resté à Vilna et n'en est parti que la veille des élections, le 7 janvier 1922. L'administration polonaise resta telle quelle. Le régime précédemment décrit ne changea en rien.

Pour entraver toute propagande contre les élections, un décret spécial (le décret n° 427) fut promulgué prévoyant des punitions sévères contre toute personne agissant contre la participation aux élections. Ce décret a permis aux agitateurs de menacer la population rurale et celle des petits bourgs des punitions qui y étaient prévues si elles s'abstenaient de voter.

Le laps de temps entre la publication du décret annonçant les élections (le 1^{er} décembre) et du « règlement des élections » (le 4 décembre), et le jour du scrutin (le 8 janvier) étant d'un mois, il était impossible, dans un pays dévasté par la guerre, où les voies de communication sont en très mauvais état, où les organes administratifs fonctionnent mal, de composer les listes des personnes ayant le droit de vote, de les publier, de les vérifier, de faire des listes de candidats, etc. Mais le Gouvernement polonais ne s'en soucia pas.

Pour sauver les apparences, les autorités polonaises composèrent des listes de personnes ayant le droit de vote seulement dans la ville de Vilna en envoyant des agents spéciaux dans les demeures des habitants. Il faut noter cependant qu'on ne demandait pas de documents démontrant l'appartenance à la région de Vilna et chaque personne était libre de faire inscrire sur la liste des électeurs toute personne n'ayant jamais été domiciliée dans le territoire de Vilna, mais qu'elle espérait voir venir à Vilna en profitant des privilèges accordés d'avance par les autorités polonaises aux

votants. Vu l'abstention au vote des personnes appartenant aux nationalités lithuanienne, blanc-russienne et juive, les autorités polonaises d'occupation avaient intérêt à augmenter par ce procédé le nombre des votants. Les nationalités susmentionnées ayant résolu de boycotter les élections, elles ne s'intéressaient guère à ces listes. D'ailleurs, ces listes n'ont pas été publiées. Elles furent exposées dans les bureaux de scrutin pendant trois jours, terme dont l'insuffisance n'est pas à discuter.

En ce qui concerne la province, le Gouvernement polonais fut encore moins rigoureux. Il se contenta de nommer des « instructeurs des élections » qu'il chargea de « faire les élections ».

Suivant des instructions secrètes, données à ces instructeurs, les listes des personnes ayant le droit de vote devaient être composées de manière à ce que « tout le monde prit part au vote ». Dans ce but, on inscrivait sur la liste des votants toutes les personnes dont on était sûr; dans beaucoup de cas, les mêmes personnes figuraient deux fois dans les communes voisines; d'autres fois on inscrivait sur la liste des noms de personnes n'ayant pas l'âge requis (par exemple, dans la commune de Nocia [Nacza], district de Lida); dans d'autres communes, au contraire, des villages entiers n'ont pas été cités (les villages de Miezonneliai, de Grigaliunai, d'Akvieriskis, district de Svientziany).

Il est intéressant de rappeler le fait que dans beaucoup de villages les habitants se cachaient lorsqu'ils apprenaient l'arrivée des instructeurs, et ceux-ci ne trouvaient que des enfants dans les maisons.

Dans ces conditions, les listes des électeurs furent préparées dans les chancelleries sur les indications des maires des communes et sous la dictée des agents polonais de propagande. Elles ne furent publiées ni avant, ni après les élections.

Il est intéressant d'ajouter que, durant cette période, le Gouvernement polonais s'est permis de faire encore une petite opération. Quelques dizaines d'instituteurs blanc-russiens qui auraient pu créer des obstacles aux manipulations des autorités polonaises ont été mis en prison.

Il va sans dire que les Commissions électorales furent formées de fonctionnaires polonais et d'éléments dévoués à la cause polonaise, auxquels furent adjointes des personnes susceptibles d'intimidation qui, malgré la protestation de leurs compagnons, pouvaient rester des témoins muets de la procédure engagée par le Gouvernement de Varsovie.

En ce qui concerne les listes de candidats à la députation, il faut remarquer que les tentatives des autorités polonaises d'obtenir de la population lithuanienne, blanc-russienne et juive la présentation de leurs listes nationales ou de laisser inscrire leurs candidats sur des listes collectives furent vaines. Ainsi, il n'y eut que des listes polonaises avec des candidats choisis très souvent parmi le haut clergé polonais, comme l'archevêque Hryniewicki, ou parmi les membres de la Diète de Varsovie, comme l'abbé Maciejewicz, ou parmi les fonctionnaires polonais, comme le

professeur Parczewski, ancien député polonais à la Douma russe, actuellement professeur à Vilna, désigné par le Gouvernement polonais. Quelques exceptions sont édifiantes : une liste quasi lithuanienne fut sur le point d'être présentée, dans la commune de Ceikiné, anciennement Michailovskaïa, où sur le nombre total de 18 candidats 14 étaient illettrés; quelques listes ont été présentées dans le district d'Oszmiana par un aventurier de nationalité blanc-russienne, nommé Aleksiuik, agent à la solde du Gouvernement polonais, lesquelles ont été de suite désavouées par les Blancs-Russiens; l'une de ces listes recueillit 17, l'autre seulement 4 voix.

Le boycottage bien marqué des élections par la grande majorité de la population locale a poussé le Gouvernement polonais à recourir à toutes les mesures susceptibles d'attirer les électeurs aux urnes.

Des sommes énormes furent dépensées pour la propagande. De nombreux agitateurs expérimentés, rassemblés de tous les coins de la Pologne, inondèrent le territoire électoral, et exercèrent toute la pression possible pour forcer la population de déposer son bulletin le jour du vote. Les menaces et l'intimidation de la population furent les moyens les plus employés par les agents polonais.

Le décret n° 427 leur servait de base. La défense sévère et absolue de contre-propagande, les mesures prises contre les journaux lithuaniens et blanc-russiens, qui étaient tantôt retenus dans les bureaux de poste, tantôt confisqués aux vendeurs et, de plus, le niveau très bas de culture dans cette région, présentaient un terrain propice pour les agissements des agitateurs.

Ainsi, des menaces furent lancées partout contre ceux qui s'abstiendraient de voter. On les menaça :

D'amendes énormes (de 20.000-30.000 marks à Dzeveniskis, district d'Asmena [Oszmiana], de 25.000 marks à Naujasalis, de 10.000 marks à Butrimonys [Butrimance], district de Lida);

D'incendie (village de Doténémaï, district de Svencionys [Sventziany], village de Cizénaï, etc.);

D'expulsion du territoire de Vilna (village de Mogunai, district de Braslaw);

De confiscation de propriétés (villages de Rimsé, de Dukstas, district de Braslaw);

De stationnement de soldats et de gendarmerie aux frais du village (villages de Danuociai, de Mikalciunai, district de Lida);

D'augmentations d'impôts (commune de Dukstas, district de Braslaw);

D'envoi aux camps de concentration (village de Plikiai, commune de Zirmunai);

De pogrom de la population juive (commune de Dukstas, district de Braslaw), et même :

De peine de mort (village de Jecunai, district de Svencionys [Sventziany]).

Le clergé polonais, de son côté, faisait de la propagande pour

les élections dans les églises, tantôt spontanément (église d'Ostro-Brama, Saint-Jacques, Saint-Pierre et Paul à Vilna), tantôt forcé par l'administration (comme le prouve la lettre de l'abbé Drabnys, de Roduné, district de Lida), en menaçant de malédiction tous ceux qui ne voteraient pas pour la Pologne.

Cette propagande concentrée des autorités laïques et ecclésiastiques a eu ses résultats.

Là où les menaces n'auraient pas manqué de se réaliser, les habitants arrivaient aux urnes et votaient non seulement pour eux-mêmes, mais aussi à la fois pour leur famille (commune de Gervéciai [Gerwiaty], district d'Asmena [Oszmiana], et même pour leurs voisins absents (commune de Siéniskis, district de Braslaw). Le cas le plus caractéristique de ce genre est celui de Siéniskis, où sur un nombre d'à peu près 1.600 personnes ayant le droit de vote, seulement 23 ont voté et ont mis plus de 200 bulletins dans les urnes. Les menaces ont eu dans quelques cas des effets peu croyables : on présenta à la Commission électorale des certificats de décès pour se soustraire aux amendes.

Dans quelques bourgades (par exemple, à Dukstas), la population juive mise devant le dilemme — le pogrom ou le vote — s'est vue obligée de suivre la seconde partie de l'alternative.

Pour augmenter le nombre des votants, des facilités furent accordées aux habitants de la Pologne qui prétendaient être nés en Lithuanie et qui exprimaient le désir de se rendre dans la région de Vilna pour prendre part au vote. Ces personnes étaient transportées aux frais de l'Etat polonais, dans les wagons de 2^e classe et recevaient les unes une forte solde, les autres étaient entretenues et logées gratuitement dès leur arrivée jusqu'à leur départ.

Le paragraphe 2 du *Règlement électoral* conférait le droit de vote aux personnes nées dans la région de Vilna, et il n'était pas difficile de déclarer qu'on y était né. La nécessité d'avoir un nombre plus élevé de votants, vu l'abstention de la population lithuanienne, blanc-russienne et juive, rendait les autorités polonaises très indulgentes, quant à la vérification de ces assertions. Comme exemple de ce genre, on pourrait citer l'archevêque Hryniewicki, originaire et né en Pologne, qui fut inscrit sur les listes des électeurs en qualité d'habitant de Vilna, parce qu'il avait été nommé évêque de Vilna par le Gouvernement russe et avait exercé ses fonctions pendant une année et demie, il y a à peu près trente-huit ans (en 1883).

Le jour du vote approchant, des milliers de ces personnes « nées dans le territoire électoral » arrivèrent dans la ville de Vilna et dans sa région. Les unes, profitant de l'occasion favorable, arrivaient pour voir leurs anciennes connaissances et parents, les autres pour voir Vilna après la guerre, d'autres encore étaient poussées par des intérêts commerciaux et payaient pour tout cela avec leur vote.

Malgré toutes les mesures précédemment exposées, le nombre de votants ne paraissait pas considérable. Le Gouvernement polonais fut obligé de reconnaître par son agence de presse W. A. P.

(Wilenska Agencja Prasowa — Agence de Presse de Vilna) que des villages entiers s'étaient abstenus du vote (dans les communes d'Olkeniki, d'Orany, etc.). Même dans la ville de Vilna, malgré la propagande des hommes éminents de la Pologne (les Ministres polonais de Varsovie et les Députés au Seim polonais étaient arrivés pour cela à Vilna), malgré les innombrables meetings, la participation au scrutin ne fut pas considérable. Les nombreux fonctionnaires, les personnes venues de Pologne et une partie minime de la population ont voté. Quant aux formalités prévues par le *Règlement* elles étaient plus ou moins observées pendant la première partie de la journée, mais l'après-midi, l'on est devenu plus indulgent; les amateurs de scrutin purent se promener d'un bureau électoral à l'autre pour y déposer leur bulletin, des fillettes de douze ans purent voter pour leur mère, et les personnes se trouvant en ville, de passage, et totalement étrangères à cette région, votèrent sans se soucier des reponsabilités prévues par le *Règlement*. Pour des motifs indiqués plus haut, les citations des personnes ne sont pas possibles pour le moment.

Etant donné que les listes des personnes ayant le droit de vote n'ont pas été publiées, ni avant ni après les élections, et que le contrôle des votants se trouvait entre les mains de ceux qui avaient intérêt à montrer que la population votait en masse, le pourcentage de la population de la région de Vilna qui a pris part au vote reste un mystère pour tous, sauf pour le Gouvernement de Varsovie.

Ce qui est intéressant à souligner, c'est que, d'après la statistique officielle la plus impartiale, notamment la russe de l'année 1897, les Lithuaniens, les Blanc-Russiens et les Juifs forment dans le district de Vilna 67,05 % contre 20,12 % de Polonais, dans le district de Troki 83,4 % contre 11,2 % de Polonais, dans le district de Lida 94,1 % contre 4,6 % de Polonais, dans le district de Sventziany 88,5 % contre 6 % de Polonais, et que, malgré cela, aucun député appartenant à l'une de ces nationalités n'a été élu. (D. L. 292-296).

Voilà comment furent organisées sur « une base des plus démocratiques » ces fameuses élections à la Diète de Vilna, dont le vote devait constituer le fond même des droits polonais sur Vilna et son territoire et la justification de leur attribution à la Pologne.

En effet, le 20 février 1922, cette Diète composée des seuls délégués polonais se prononce pour le rattachement du territoire de Vilna à la Pologne et, se basant sur cette résolution, le 24 mars 1922, la Diète de Varsovie vote l'annexion pure et simple à la Pologne.

Le Gouvernement lithuanien ne manqua pas d'élever par devant la Société des Nations les protestations les

plus énergiques, aussi bien contre les élections illégales à la Diète de Vilna que contre l'annexion de sa capitale à la Pologne :

« Le Gouvernement de la République de Lithuanie, proteste énergiquement contre tous les actes du Gouvernement polonais visant à résoudre la question de la région de Vilna par une solution unilatérale et par des procédés d'altération de la volonté de la population de la région contestée, et déclare que d'ores et déjà il considérera le vote de l'Assemblée, s'il a lieu, comme nul et non avenu. »

(Voir la note de M. P. Klimas, ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie p. i., adressée à M. le Président du Conseil de la S. D. N., en date du 14 décembre 1921. D. L. 285.)

« Le Gouvernement lithuanien proteste énergiquement contre cet acte du Gouvernement polonais (il s'agit de la décision de la Diète de Varsovie du 24 mars 1922) qui, ayant désavoué et déclaré rebelle Zeligowski, profite des conséquences de son coup de force et de la violation de l'engagement international. Le Gouvernement lithuanien déclare qu'il ne reconnaîtra pas cette annexion des terres lithuaniennes ».

(Voir le télégramme de M. Jurgutis, ministre des Affaires Etrangères de Lithuanie, à M. Paul Hymans, Président du Conseil de la S. D. N., en date du 1^{er} avril 1922. D. L. 288.)

Le Conseil de la Société des Nations a pris acte des protestations du Gouvernement lithuanien et, déjà, dans sa résolution du 13 janvier 1922, il a formellement déclaré qu'« il ne pourrait reconnaître une solution d'un litige porté devant la Société par un de ses membres, qui serait réalisée en dehors de la recommandation du Conseil ou sans le consentement des deux parties intéressées ».

Plus tard, le 15 septembre 1922, la Troisième Assemblée plénière de la Société des Nations a approuvé à l'unanimité un rapport dans lequel il est déclaré, en

outre, que cette décision du Conseil du 13 janvier a « conservé toute sa valeur ».

Ces protestations du Gouvernement lithuanien et les déclarations solennelles de la Société des Nations n'ont pourtant pas empêché un autre organe international, notamment la Conférence des Ambassadeurs, d'approuver cette annexion illégale des terres lithuaniennes à la Pologne, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V

Remplacement des zones neutres par une ligne de démarcation et décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923.

On se souvient que deux zones neutres avaient été établies par les soins de la Commission militaire de contrôle : la première dans la région de Suvalki au commencement du mois d'octobre 1920 entre les troupes lithuaniennes et polonaises, la seconde dans la région de Vilna entre les troupes lithuaniennes et celles du général Zeligowski, le 29 novembre 1920, lors de la signature du protocole d'armistice. On se souvient de même que cette dernière zone n'a été acceptée par le Gouvernement lithuanien que pour faciliter l'évacuation des troupes « rebelles » du général Zeligowski et qu'elle n'infirmait en rien la ligne de démarcation fixée entre les armées lithuanienne et polonaise à Suvalki, le 7 octobre 1920, et dont la validité au point de vue juridique n'était pas discutable.

Lorsque le général Zeligowski, à la veille des élections à la Diète de Vilna, se retira en Pologne où il fut chargé par le Gouvernement polonais d'une autre mission et lorsque le Gouvernement polonais prit entre ses mains l'administration directe de la région de Vilna, rien ne s'opposait à l'exécution intégrale de l'accord de Suvalki et le Gouvernement lithuanien a demandé à plusieurs reprises, soit directement, soit par l'intermédiaire du Conseil de la Société des Nations, son exécution par la Pologne.

Par contre, le Gouvernement lithuanien se refusa

catégoriquement d'accepter les recommandations du Conseil de la Société des Nations visant le remplacement des zones neutres par une ligne de démarcation. Ce remplacement eût favorisé la Pologne au point de vue politique, mais il eût porté préjudice aux droits acquis de la Lithuanie et stipulés dans l'accord de Suvalki. Le Gouvernement lithuanien craignait que son consentement de fixer une nouvelle ligne de démarcation provisoire ne fût pas interprété, malgré toutes les réserves des droits territoriaux des deux Etats, dans le sens d'une renonciation à l'accord de Suvalki ou d'une reconnaissance tacite de l'état de choses créé par le coup de force du général Zeligowski et par le vote de la Diète de Varsovie en date du 23 mars 1922 visant l'annexion à la Pologne du territoire de Vilna.

Sans tenir compte de cette opposition du Gouvernement lithuanien, le Conseil de la Société des Nations, dans sa résolution du 3 février 1923, décida de partager la zone neutre et de la remplacer par une ligne de démarcation, tout en spécifiant qu'elle conserverait le caractère provisoire, « les droits territoriaux des deux Etats demeurant entièrement réservés ». Le Gouvernement lithuanien a renouvelé ses protestations en déclarant « qu'il ne lui est pas possible d'accepter ou de reconnaître les modifications envisagées pour la zone neutre et contenues dans la résolution du Conseil » (D. L. 349).

Le temps a démontré le bien-fondé de l'opposition et des appréhensions lithuaniennes.

Quinze jours après cette résolution du Conseil, (15 février 1923) le Gouvernement polonais adressa à la Conférence des Ambassadeurs une demande dans laquelle il la pria de fixer ses frontières orientales. Le 15 mars 1923, la Conférence des Ambassadeurs prenait une décision en vue de transformer la ligne de démarcation, fixée par le Conseil le 3 février de la même année comme ligne provisoire avec les réserves des droits territoriaux des deux Etats, en une frontière permanente entre la Lithuanie et la Pologne. Cette décision de la Conférence

des Ambassadeurs est conçue dans les termes suivants :

L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, signataires avec les Etats-Unis d'Amérique, comme Principales Puissances Alliées et Associées, du Traité de Paix de Versailles :

Considérant qu'aux termes de l'article 87, alinéa 3, dudit Traité, il leur appartient de fixer les frontières de la Pologne qui n'ont pas été spécifiées par ce Traité;

Considérant que le Gouvernement polonais a adressé, le 15 février 1923, à la Conférence des Ambassadeurs, une demande tendant à voir les Puissances qui s'y trouvent représentées faire usage des droits que leur confère ledit article;

Que, de son côté, le Gouvernement lithuanien s'était déjà par sa Note du 18 novembre 1922, montré soucieux de voir lesdites Puissances faire usage desdits droits;

Considéran'ts qu'aux termes de l'article 91 du Traité de Paix de Saint-Germain-en-Laye, l'Autriche a renoncé, en faveur des Principales Puissances Alliées et Associées, à tous ses droits et titres sur les territoires qui appartenaient antérieurement à l'ancienne Monarchie austro-hongroise et qui, situés au delà des nouvelles frontières de l'Autriche, telles qu'elles sont décrites à l'article 27 dudit Traité, ne sont actuellement l'objet d'aucune autre attribution;

Considérant qu'il est reconnu par la Pologne qu'en ce qui concerne la partie orientale de la Galicie les conditions ethnographiques nécessitent un régime d'autonomie;

Considérant que le Traité conclu entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Pologne, le 28 juin 1919, a prévu pour tous les territoires placés sous la souveraineté polonaise des garanties spéciales en faveur des minorités de race, de langue et de religion;

Considérant qu'en ce qui concerne sa frontière avec la Russie la Pologne est entrée directement en rapport avec cet Etat en vue de déterminer le tracé;

Qu'en ce qui concerne la frontière de la Pologne avec la Lithuanie, il y a lieu de tenir compte de la situation de fait résultant, notamment, de la Résolution du Conseil de la Société des Nations du 3 février 1923;

Ont chargé la Conférence des Ambassadeurs du règlement de cette question.

En conséquence, la Conférence des Ambassadeurs :

I. Décide de reconnaître comme frontière de la Pologne :

1^o Avec la Russie :

La ligne tracée et abornée d'accord entre les deux Etats et sous leur responsabilité à la date du 23 novembre 1922.

2^o Avec la Lithuanie :

Ligne ci-dessous décrite (d'après la carte allemande aux 1/100.000^e) :

Depuis le point où la limite administrative septentrionale du

district du Suwalki rencontre la frontière de Prusse orientale (point commun à la Prusse orientale, à la Pologne et à la Lithuanie) et jusqu'au point le plus au sud du rentrant de la limite du district de Suwalki, point situé à environ 7 kilomètres au N. O. de Punsck la limite administrative septentrionale du district de Suwalki.

De là, vers le S. E. jusqu'à un point de la route de Berzniki-Kopciova situé à environ 2 kilomètres au S. E. de Berzniki.

Une ligne à déterminer sur le terrain laissant Punsck à la Pologne, traversant le lac Galadusya depuis son extrémité N. O. jusqu'à un point situé à environ 2 kilomètres au Nord de Zegary, se dirigeant ensuite vers l'Est, puis parallèlement à la ligne de petits lacs situés entre Berzniki et Zegary à environ 2 kilomètres à l'Est de ces lacs.

De là jusqu'à un point environ 2 km. 500 à l'Est de Zelwa sur la Marycha, une ligne à déterminer sur le terrain.

De là, en aval le cours de la Marycha, jusqu'au confluent d'un petit affluent situé sur la rive gauche de cette rivière et immédiatement en amont de Sztudjanka.

De là, une ligne à déterminer sur le terrain jusqu'à la source de la rivière Igorka, puis le cours de cette rivière qui passe à Warwiski jusqu'à son confluent avec le Niemen.

De là, en aval le cours du Niemen jusqu'au confluent de la rivière Grawe; de là, la rivière Grawe jusqu'au point où elle se croise avec la chaussée Merecz-Rudnica (Rotnica); de là, une ligne à déterminer sur le terrain jusqu'au confluent de la rivière Skrobilis avec la rivière Mereczanka.

De là, le cours de la Mereczanka, jusqu'à un point à environ 800 mètres au Sud-Est de Podkamien.

De là et jusqu'à la cote 142, à environ 2 kilomètres au N. E. de Strzelciszki.

Une ligne à déterminer sur le terrain laissant en Lithuanie les localités de Podkamien, Karpiszki, Strzelciszki; en Pologne celles de Bortele, Kukle et passant par la croisée des routes allant de Bobryszki à Olkieniki et d'Orany à Wojtowo sur la voie ferrée de Grodno à Vilna.

De là et jusqu'à un point à déterminer sur le cours de la Wilia à environ 800 mètres à l'Ouest de Surmance, une ligne à déterminer sur le terrain laissant en Lithuanie les localités de :

Kalance, Spengleniki, Gieceniszki, Uzuleje, Prybance, Greczowka, Wismance, Jagielany, Dergiance, Kopciszki, Zailgi, Chwoszna, Nieszwiedowka, Janczuny, Daniliszki, Jerzowka, Nowy-Dwor, Promisiowka, Walakiszki, Kurkliszki, Kalejkiemie, Kiermanczyski, Bialolesie et Owsieczyski;

Et laissant en Pologne les localités de :

Wojtowo, Viv-Puszkarnia, Czarnokowale, Kol-Lejpuny, Wejkszelance, Ejgielance, Markowska, Skobska, Wizgirdy, Dombrowo, Dembniaki, Stanislawowka, Kotysz, Staskuniszki, Lebiedzie, Nejluszki, Podworance, Glity, Picktoniszki, Kiermeliszki, Kudrany, Poniewiesz, Majdany, Miciuny, Lojziszki, Mejryszki, Borcie, Jatcluny, Puzanowo, Kazimirowka et Surmance.

De là, le cours de la Wilia jusqu'à un point situé à environ 1 km. 200 au Sud de Sejmieniski.

De là, et jusqu'à un point à déterminer à l'extrémité Sud-Ouest du lac Oswie au Sud de Zoltynie :

Une ligne à déterminer sur le terrain laissant en territoire lithuanien les localités de :

Sejmieniszki, Kliszebloto, Podozierce, Pojodzie, Pospierze, Kejmince, Skietery, Olinowo, Pory, Kontromiszki, Kiele, Awizance, Nieczance, Borowy, Olany, Palki, Ollis, Okmiana, Tonkiele, Aleksandryszki, Gaweski, Zoltynie;

Et en territoire polonais les localités de :

Podworzance, Podgajem, Drawcze, Mejluny, Papiernia, Bortkuzski, Uzublindzie, Lipowka, Poblyndzie, Zyndule, Astyki, Szelkowszna, Romaszkance, Pogiry, Borowka, Sontoki, Pulsztylki, Rudejki, Stolewszna, Zemnviszki, Smilgi, Ganvejki, Sidabry.

De là, une ligne traversant le lac Oswie jusqu'à un point à déterminer sur sa rive N. E. à 1.500 mètres environ au S. E. d'Olka.

De là, et jusqu'à un point à déterminer sur la rive Sud du lac Prowa à l'Est de Surgance ;

Une ligne à déterminer sur le terrain laissant en territoire lithuanien les localités de :

Olka, le lac Boloma, Labejszyszki, Mlynek, Janiszki, Szerajkiszki, Surgance;

Et en territoire polonais les localités de :

Jankuniszki, Punviniszki, Szarkiszki, Maciejewa, Orniany, Skardze, Novosiolka, Grybiance.

De là et jusqu'à un point à déterminer sur la rive méridionale du lac au bord duquel se trouve Antolkony et à 500 mètres à l'Ouest de cette localité, une ligne à déterminer sur le terrain laissant en territoire lithuanien les localités de :

Madejki, Mazule, Szykaliszki, Andrulance, Shukowschtschisna, Shemeityschki, Prudsichki, Polukno, Poshenis, Schwirkbliszki, Rot-Sidorischki, Mineischany.

Et en territoire polonais les localités de :

Maldziuny, Rutonovschtschisna, Baranowo, Antaledse, Bernjuny, Lyngwjany, Antolkony.

De là et jusqu'à la frontière de Lettonie, une ligne à déterminer sur le terrain se dirigeant vers le N. E., puis vers le Nord, passant entre le lac de Boloscha et le lac Dringis et laissant en territoire lithuanien les localités de :

Rot-Aschusseniz, Achramjanzy, Reipe, Ashany, Sadsjuny, Bolderenvnja, Suntupe, Kalnishki, Schablowisna, Muglishki, Junkokalne, Gutnowosmolwy, Werygiszki;

Et en territoire polonais les localités de :

Kosatschizna, Meiluny, Wardsikeme, Aliejuny, Sakischki, Poskemiszki, Karatschuny, Smolwy, Paukschte-Lischki, Gut-Smolwy (Nord), Dulzischki, Marelishki.

Le tracé de cette ligne sur le terrain est laissé aux soins des deux Gouvernements intéressés, qui auront toute latitude pour pro-

céder, d'un commun accord, aux rectifications de détail qu'ils reconnaîtraient, sur place, indispensables.

II. Décide de reconnaître à la Pologne qui accepte tous droits de souveraineté sur les territoires compris entre les frontières ci-dessus définies et les autres frontières du territoire polonais, sous réserve des dispositions du Traité de Paix de Saint-Germain-en-Laye concernant les charges et obligations incombant aux Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise est transféré » (D. L. 379-382).

La note du Gouvernement lithuanien du 18 novembre 1922, sur laquelle s'appuie la décision de la Conférence des Ambassadeurs, se réfère à la reconnaissance de jure de la Lithuanie par les Puissances Alliées et à la condition posée par les Puissances à cette reconnaissance qui concerne l'internationalisation du Niémen et le statut de Memel. Le passage de cette note relatif au conflit polono-lithuanien et auquel pourrait se référer la Conférence des Ambassadeurs est conçu comme suit :

« D'un autre côté, le Gouvernement lithuanien est persuadé que l'état actuel des relations entre la Lithuanie et la Pologne ne saurait être considéré par la Conférence des Ambassadeurs comme l'état de paix permettant l'application des conventions collectives sur le régime des fleuves internationaux.

« Ces relations anormales sont la conséquence du manquement de la Pologne aux engagements envers la Société des Nations ainsi qu'envers la Lithuanie. La Société des Nations n'a pas manqué d'infliger à l'occupation par la Pologne du territoire de Vilna le blâme mérité. M. Léon Bourgeois, Président du Conseil de la Société des Nations, dans sa lettre du 14 octobre 1920 adressée au Gouvernement polonais, a déclaré notamment : « L'occupation de Vilna est donc une violation des engagements pris vis-à-vis du Conseil de la Société des Nations, et il est impossible à celui-ci de ne pas demander au Gouvernement polonais quelles mesures immédiates, il compte prendre pour assurer le respect des engagements » (Voir Société des Nations, *Journal Officiel*, Supplément spécial n° 4, décembre 1920, p. 22-23).

D'autre part, l'accord lithuano-polonais de Souvalki (du 7 octobre 1920, voir « Société des Nations, *Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*, volume VIII, 1922, nos 1, 2, 3, 4, p. 174-185 »), qui mettait fin au conflit entre la Lithuanie et la Pologne a été violé par cette dernière, le lendemain de sa signature. Cet accord n'a été jusqu'ici remplacé par aucun autre acte international et cela malgré tous les efforts déployés par la Lithuanie, aussi bien pendant la procédure de conciliation instituée par la Société des Nations que dans la suite, directement auprès de la Pologne, en vue d'arriver à une solution équitable du conflit existant entre les deux pays. Par conséquent, le Gouvernement lithuanien ne peut déclarer derechef que le régime de navigation sur le Niémen institué par le Traité de Versailles, régime qu'il accepte sans la moindre réserve, recevra son application dès que la Pologne qui, en dépit de ses engagements solennels envers la Lithuanie, détient actuellement des territoires lithuaniens, aura fait honneur à ses engagements envers la Lithuanie et aura ainsi permis au Gouvernement lithuanien de nouer avec elle des relations de paix et d'amitié.

« A cette déclaration le Gouvernement lithuanien se plaît d'ajouter qu'il serait particulièrement reconnaissant aux Puissances Alliées et Associées, si, en vue de hâter l'avènement de l'ère de paix et d'amitié entre la Lithuanie et la Pologne, ces Puissances voulaient bien user du droit que leur confère l'article 87 du Traité de Versailles et fixer les frontières orientales de la Pologne en tenant compte des engagements solennels de cet Etat envers l'Etat lithuanien, ainsi que des intérêts vitaux et des droits de la Lithuanie » (D. L. 383 et 384).

Le Gouvernement lithuanien n'a point reconnu cette décision de la Conférence des Ambassadeurs et, le 16 avril 1923, il a adressé au Président de la Conférence la protestation suivante :

Le Gouvernement Lithuanien a reçu, par l'intermédiaire de son Représentant à Paris, la notification de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923 concernant les frontières de la Lithuanie et de la Pologne. A cette décision, il a le devoir d'opposer la plus énergique protestation.

Les Puissances représentées à la Conférence des Ambassadeurs basent leur droit de fixer les frontières orientales de la Pologne sur l'article 87 du Traité de Versailles. Cependant, cet article, obligatoire pour toutes les Puissances signataires dudit Traité, ne saurait avoir ce caractère pour les Etats qui ne l'ont pas signé. Par conséquent, l'article 87 n'a pu conférer aux Puissances Alliées et Associées le droit de fixer les frontières de la Pologne avec la Lithuanie.

La Conférence des Ambassadeurs s'est d'ailleurs rendue parfaitement compte de cette situation. Car, en ce qui concerne la frontière polono-russe, sa décision s'appuie manifestement sur le *Traité de Riga, conclu par la Pologne avec la Russie des Soviets*. « Considérant » dit la décision, « qu'en ce qui concerne sa frontière avec la Russie, la Pologne est entrée directement en rapport avec cet Etat en vue de déterminer le tracé. » Et d'autre part, en ce qui concerne les frontières lithuano-polonaises, la Conférence se réfère à la note du Gouvernement lithuanien du 18 novembre 1922, note dans laquelle elle semble avoir une soumission volontaire de ce Gouvernement aux décisions de la Conférence prises en vertu de l'article 87 du Traité de Versailles. « Que de son côté », dit la décision du 15 mars, « le Gouvernement lithuanien s'était déjà, par sa note du 18 novembre 1922, montré soucieux de voir lesdites Puissances faire usage desdits droits. »

Le Gouvernement lithuanien proteste de la plus énergique manière contre une pareille interprétation abusive de sa note du 18 novembre 1922. Il rappelle que la note en question, traitant de l'internationalisation du Niémen, demandée par les Puissances, acceptait les dispositions du Traité de Versailles concernant le régime de navigation sur ce fleuve, mais rattachait l'application de son engagement à l'instauration de l'état de paix entre la Lithuanie et la Pologne. La note démontrait en même temps que les relations anormales entre les deux pays étaient dues exclusivement à l'occupation par la Pologne du Territoire de Vilna, en violation flagrante du traité de Souvalki du 7 octobre 1920, occupation blâmée dans les termes les plus énergiques par M. Léon Bourgeois, Président du Conseil de la Société des Nations, dans sa lettre du 14 octobre 1920 adressée au Gouvernement polonais. La note du 18 novembre 1922 déclarait par conséquent que le régime de navigation sur le Niémen institué par le Traité de Versailles recevrait son application « dès que la Pologne qui, en dépit de ses engagements solennels envers la Lithuanie, détient actuellement des territoires lithuaniens, aura fait honneur à ses engagements envers la Lithuanie et aura ainsi permis au Gouvernement lithuanien de nouer avec elle des relations de paix et d'amitié. »

Ces termes ne laissent aucun doute sur la ferme volonté du Gouvernement lithuanien de ne point renoncer à ses droits sur

Vilna. Et c'est immédiatement après ce passage que le Gouvernement lithuanien a inséré l'appel dont a fait état la Conférence des Ambassadeurs : « A cette déclaration le Gouvernement lithuanien se plaint d'ajouter qu'il serait particulièrement reconnaissant aux Puissances Alliées et Associées, si en vue de hâter l'avènement de l'ère de paix et d'amitié entre la Lithuanie et la Pologne ces Puissances voulaient bien user du droit que leur confère l'article 87 du Traité de Versailles et fixe les frontières orientales de la Pologne en tenant compte des engagements solennels de cet Etat envers l'Etat lithuanien ainsi que des intérêts vitaux et des droits de la Lithuanie. »

La décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars ne cite malheureusement que la première partie de la déclaration du Gouvernement lithuanien : celle qui le montre soucieux de voir les Puissances user du droit qui suppose naturellement une entente avec les Puissances intéressées non signataires dudit Traité. Cette décision omet de dire dans quels termes la Lithuanie a fait appel aux Puissances, termes qui excluent toute possibilité du moindre malentendu au sujet des véritables intentions du Gouvernement lithuanien, lequel, ni dans cette note, ni auparavant, ni après, n'a jamais renoncé à une parcelle de droits sacrés de la nation lithuanienne sur Vilna ni attribué à aucune instance internationale le droit de décider souverainement sur le sort de ce territoire national. En s'adressant aux Puissances, le Gouvernement lithuanien a sollicité leur secours pour le faire rentrer dans son droit violé par la Pologne. Il n'a pu les solliciter de revêtir de leur sanction une violation manifeste du droit international.

L'exactitude de cette assertion ressort avec évidence du plus bref raccourci de l'histoire de la procédure de conciliation instituée pour l'affaire de Vilna devant le Conseil de la Société des Nations, Conseil dans lequel siégeaient les quatre Puissances qui ont ensuite cru pouvoir disposer de Vilna par l'intermédiaire de la Conférence de leurs Ambassadeurs. Jamais, au cours de cette procédure, le Gouvernement lithuanien n'avait accepté d'avance une décision quelconque du Conseil de la Société des Nations réglant le sort de Vilna en dehors de son consentement. La seule instance à la décision de laquelle il aurait très volontiers soumis son litige avec la Pologne était la Cour permanente de Justice internationale : il a par conséquent fait à ce sujet des propositions nettes à la Pologne qui les a repoussées. Mais jamais le Gouvernement lithuanien n'aurait pu se remettre entièrement à la décision de la Conférence des Ambassadeurs, réunion purement politique et dont un membre au moins représentait une Puissance alliée de son adversaire. S'il a, incidemment, fait appel à son aide, il a exprimé cet appel dans des termes qui ne permettaient aucunement d'y voir un abandon de ses droits entre les mains de la Conférence.

Celle-ci se prévaut d'ailleurs dans sa décision non seulement de l'appel incident de la Lithuanie de rétablir le droit violé, mais également de la résolution du 3 février 1923 du Conseil de la Société des Nations. Par ses résolutions du 13 janvier et du 17 mai, le

Conseil avait déjà recommandé aux deux parties la substitution à la zone neutre, créée dans la région de Vilna, d'une ligne de démarcation provisoire, étant bien entendu que les droits territoriaux des deux Etats demeureraient entièrement réservés. Malgré cette réserve, le Gouvernement lithuanien s'est cependant chaque fois opposé à la substitution recommandée par le Conseil; il prévoyait, en effet, qu'un pareil partage de la zone neutre revêtirait facilement aux yeux du monde le caractère d'une renonciation, de sa part, à la Convention de Souvalki et d'une légitimation de l'état de choses créé par le coup de force du Général Zeligowski. Et lorsque, par sa dernière décision du 3 février 1923, le Conseil a prétendu vouloir *imposer* sa résolution, le délégué lithuanien a protesté dans les termes les plus énergiques. Le Gouvernement lithuanien, de son côté, a approuvé son délégué et a saisi la Cour permanente de Justice internationale de la question de savoir si le Conseil était compétent pour statuer sur un point qui n'avait pas été expressément porté devant Lui par les Parties.

C'est cependant cette résolution du Conseil de la Société des Nations qu'invoque, en second lieu, la Conférence des Ambassadeurs pour légitimer sa décision du 15 mars. « Considérant », dit-elle, « qu'en ce qui concerne la frontière de la Pologne avec la Lithuanie, il y a lieu de tenir compte de la situation de fait résultant, notamment, de la résolution du Conseil de la Société du 3 février 1923. » Ainsi donc, la Conférence a légitimé ouvertement l'état de fait résultant du coup de force du général Zeligowski, blâmé officiellement par le Conseil de la Société des Nations; elle a passé outre à la partie de la recommandation de ce même Conseil qui réserve expressément les droits territoriaux des deux Etats; et elle n'a retenu de la décision du 3 février que le tracé de la ligne-frontière qui a fait l'objet des protestations les plus énergiques du délégué lithuanien et de son Gouvernement. Elle a enfin revêtu le tracé en question du caractère de permanence que redoutait précisément le Gouvernement lithuanien et que répudiait également le Conseil.

Quant au fond du litige polono-lithuanien, le Gouvernement lithuanien se permet de rappeler à la Conférence : 1^o qu'elle a cru pouvoir disposer d'un territoire cédé à la Lithuanie par le Traité de Moscou avec la Russie, Etat dont la signature a été implicitement avalisée par les Puissances en ce qui concerne le Traité polon-russe de Riga; 2^o que le Conseil de la Société des Nations, par sa recommandation finale du 20 septembre 1921, avait attribué la souveraineté sur le territoire de Vilna, bien que sous certaines conditions, à la Lithuanie.

Le Gouvernement lithuanien signale enfin très subsidiairement que la décision le privant de sa capitale a été prise par la Conférence des Ambassadeurs, en dehors de sa présence et sans même qu'il ait été appelé à fournir les moindres explications sur cette question touchant aux intérêts les plus vitaux de la Lithuanie.

Il n'est pas dans le pouvoir de l'Etat lithuanien de s'opposer par la force à l'occupation illégale du Territoire de Vilna par la Polo-

gne, aujourd'hui officiellement consacrée par les Principales Puissances alliées et associées. Il élève cependant, en face du monde entier, sa plus énergique protestation aussi bien contre cette consécration de l'injustice internationale perpétrée par la Pologne que contre les termes mêmes de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923 qui le présentent comme ayant accepté d'avance cette décision inique. Le Gouvernement lithuanien déclare solennellement qu'il ne reconnaît aucune force à la décision de la Conférence des Ambassadeurs et qu'il maintient dans toute leur intégrité les droits de la Lithuanie sur son ancienne capitale et sur tout le territoire de Vilna (D. L. 376-379).

La décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, en tant qu'elle concerne la frontière lithuano-polonaise est-elle juridiquement obligatoire pour la Lithuanie et quelle est sa valeur au point de vue pratique et moral?

La Conférence des Ambassadeurs « décide de reconnaître à la Pologne, qui accepte, tous droits de souveraineté sur les territoires compris entre les frontières ci-dessus définies et les autres frontières du territoire polonais », c'est-à-dire aussi sur Vilna et son territoire.

Pour faire valablement une pareille décision, il fallait ou bien que les Puissances représentées à la Conférence des Ambassadeurs eussent des droits de souveraineté sur le territoire de Vilna ou encore que l'Etat à qui appartiennent ces droits consentit à ce que la Conférence des Ambassadeurs en disposât, ou du moins acceptât la décision prise. Il est bien entendu que le consentement dans les deux derniers cas, pour être valable, devait revêtir la forme nécessaire pour la cession des territoires, telle qu'elle est prévue dans les lois constitutionnelles de l'Etat disposant de droits de souveraineté sur les territoires à céder.

On ne connaît aucun acte international autorisant les Puissances Alliées à exercer des droits de souveraineté sur le Territoire de Vilna. Personne d'ailleurs ne prétend qu'elles possédaient de pareils droits.

La Russie qui avait exercé avant la guerre des droits de souveraineté sur Vilna et le territoire de ce nom, les

avait transmis, en vertu du Traité de paix lithuano-russe, signé à Moscou le 12 juillet 1920, à la Lithuanie qui seule depuis ce traité dispose des droits en question. Ce traité a été enregistré et publié par le Secrétariat de la Société des Nations, conformément à la prescription de l'article 18 du Pacte et nul doute ne s'élève sur sa validité non plus que sur celle du Traité polono-russe de Riga, sur lequel d'ailleurs se base la Conférence des Ambassadeurs pour fixer la frontière russo-polonaise.

La Conférence des Ambassadeurs, ne possédant aucun titre sur le territoire de Vilna, ne pouvait donc pas l'attribuer à la Pologne sans un consentement du Gouvernement lithuanien conçu dans la forme prévue par la Constitution lithuanienne. Or, d'après l'article 30 de la loi constitutionnelle de la République de Lithuanie du 1^{er} août 1922 « le Seimas ratifie les traités d'Etat suivants conclus par le Gouvernement : les traités de paix, les traités comportant l'acquisition, l'abandon, la cession d'un territoire de l'Etat », etc. Il résulte du texte de cet article que le Gouvernement lithuanien ne peut valablement céder un territoire lithuanien ou même en disposer autrement qu'avec l'approbation du Seimas. Il n'existe aucun acte du Seimas lithuanien relatif à la cession du territoire de Vilna. La Conférence des Ambassadeurs ne pouvait par conséquent espérer aucun consentement juridiquement valable pour disposer de ce territoire.

L'article 87, alinéa 3, du Traité de Paix de Versailles qui confère aux Principales Puissances alliées et associées le droit de fixer les frontières de la Pologne ne lie point la Lithuanie qui n'est pas signataire de ce Traité.

L'adhésion juridiquement valable de la Lithuanie à l'article 87 du Traité de Versailles, en tant qu'elle aurait eu pour conséquence l'abandon ou la cession d'un territoire lithuanien, ne pouvait se faire qu'avec l'approbation du Seimas, et la décision par laquelle la Conférence des Ambassadeurs dispose du territoire lithuanien n'eût été obligatoire ou valable pour la Lithuanie qu'après son approbation par le Seimas.

En ce qui concerne la note précitée du 18 novembre 1922, à laquelle se réfère la Conférence des Ambassadeurs, il suffit de lire son texte pour se convaincre que le Gouvernement lithuanien n'avait pas la moindre intention de permettre à cette Conférence de disposer de terres lithuaniennes en faveur de la Pologne; bien au contraire, le Gouvernement lithuanien y demande que l'on oblige la Pologne à évacuer le territoire lithuanien dont elle s'est illégalement emparée.

On ne peut pas soutenir la thèse contraire sans tomber dans l'absurdité. Car si l'on reconnaît que la Conférence des Ambassadeurs, en fixant les frontières de la Pologne, pouvait valablement attribuer à la Pologne les terres lithuaniennes dans la région de Vilna, on doit également reconnaître qu'en vertu du même droit arbitraire, elle pourrait fixer ces frontières de façon à attribuer à la Pologne Kovno et même toute la Lithuanie. On sent bien toute l'absurdité d'une pareille conclusion.

La Conférence des Ambassadeurs elle-même s'est fort bien rendu compte de l'absence de fondement juridique à attribuer ce territoire lithuanien à la Pologne, et c'est pourquoi elle a essayé de justifier sa décision par la situation de fait, en déclarant « qu'en ce qui concerne la frontière de la Pologne avec la Lithuanie, il y a lieu de tenir compte de la situation de fait résultant, notamment de la Résolution du Conseil de la Société des Nations du 3 février 1923 ».

Il serait également intéressant d'examiner l'éventualité suivante. Dans sa résolution du 20 septembre 1921, le Conseil de la Société des Nations a proposé, comme recommandation finale dans le conflit lithuano-polonais, l'acceptation du projet de M. Hymans. Les décisions postérieures du Conseil concernant les zones neutres et la ligne de démarcation provisoire ne visent que la situation provisoire et n'ont point changé la recommandation finale du 20 septembre 1921, laquelle subsiste toujours. Bien que les deux Gouvernements aient rejeté cette recommandation, je ne vois pas pourquoi l'un d'eux ou

tous les deux ne changeraient pas leur attitude et n'accepteraient pas le projet de M. Hymans dans l'avenir. Supposons donc que la Lithuanie accepte ce projet. Elle pourra alors, d'après le paragraphe 6 de l'article 15 du Pacte, se conformer aux conclusions du projet et les Membres de la Société des Nations ne pourront pas recourir contre elle à la guerre. La seule frontière valable entre la Lithuanie et la Pologne serait dans ce cas celle prévue par le projet de M. Hymans et aucune Puissance représentée à la Conférence des Ambassadeurs n'aurait le droit d'accuser la Lithuanie d'avoir violé la frontière que cette Conférence a prétendu fixer dans sa décision du 15 mars 1923.

Cette décision est d'ailleurs en contradiction manifeste avec les termes de la résolution du Conseil de la Société des Nations du 13 janvier 1922, d'ailleurs approuvée par la Troisième Assemblée plénière, et spécifiant qu'« il ne pourrait reconnaître une solution d'un litige porté devant la Société par un de ses membres qui serait réalisée en dehors de la recommandation du Conseil ou sans le consentement des deux parties intéressées ». La décision de la Conférence a précisément tenté d'imposer la solution de ce litige en dehors de la recommandation du Conseil et malgré la protestation la plus formelle de la Lithuanie.

Il me reste donc à conclure qu'en droit la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, en tant qu'elle concerne la frontière entre la Lithuanie et la Pologne, est dépourvue de toute base juridique, car la Conférence a disposé de terres lithuaniennes sur lesquelles elle n'avait aucun titre valable; que cette décision n'est pas et ne peut être valable ni obligatoire pour la Lithuanie tant que le Seïmas lithuanien n'a pas donné son approbation à cet acte, et enfin que c'est l'Etat lithuanien qui garde juridiquement tous ses droits souverains sur le territoire de Vilna, malgré la décision contraire de la Conférence des Ambassadeurs.

Pratiquement, la décision de la Conférence des ambassadeurs est impuissante à liquider et même à apaiser

le conflit entre la Lithuanie et la Pologne. Bien au contraire, elle a considérablement aggravé ce conflit. Avant cette décision, on discutait le différend lithuano-polonais avec l'espoir de trouver une solution satisfaisante pour les deux Etats en litige. Tout de suite après, le conflit arriva à un point mort et l'on perdit tout espoir de réconcilier la Lithuanie et la Pologne. Ces deux pays ont perdu, le 15 mars 1923, tout point de contact : ils n'ont ni relations diplomatiques ni relations consulaires. Cette soi-disant frontière lithuano-polonaise, que la décision de la Conférence des Ambassadeurs a voulu imposer à la Lithuanie et que les Lithuaniens appellent toujours ligne de démarcation provisoire, est devenue un mur chinois infranchissable pour les habitants qui se trouvent des deux côtés.

Avant la décision, on ne recherchait que les modalités d'une restitution à la Lithuanie de sa capitale illégalement arrachée par la Pologne. Après, le Gouvernement polonais n'envisagea même plus, du moins officiellement, la possibilité de rendre à la Lithuanie ses terres; et pourtant, c'est la condition *sine qua non* d'une entente entre les deux pays. L'histoire n'a jamais vu aucun peuple renoncer à sa capitale et ce ne sera certainement pas le peuple lithuanien qui se résignera à la perte de ses droits sur Vilna, la capitale multiséculaire, qui lui est aussi chère que Paris aux Français, Rome aux Italiens, Varsovie aux Polonais. Aussi longtemps que la Pologne nese décidera pas à restituer Vilna et son territoire à la Lithuanie, les relations entre ces deux pays demeureront hostiles. La décision par laquelle la Conférence des Ambassadeurs a voulu consolider la situation de la Pologne dans les terres lithuaniennes, ne pouvait donc pratiquement qu'aggraver le conflit qui divise les deux Etats.

Mais c'est surtout au point de vue moral que la décision de la Conférence des Ambassadeurs est insoutenable. Elle est trop injuste pour le peuple lithuanien. Toutes les Puissances représentées à la Conférence des

Ambassadeurs font en même temps parti du Conseil de la Société des Nations dont les recommandations prises à l'unanimité, la résolution du 28 juin 1921 aussi bien que la recommandation finale du 20 septembre 1921, considèrent Vilna comme une capitale de la Lithuanie. Personne n'était mieux que ces Puissances au courant du conflit lithuano-polonais et du tort des Polonais envers les Lithuaniens, personne ne connaissait comme elles la véritable origine du conflit et la vérité sur le coup de force de Zeligowski. Ces puissances n'avaient-elles pas blâmé ce coup de force et n'est-ce pas à leurs ministres que le maréchal Pilsudski avait révélé, le 6 décembre 1922, la vérité sur l'organisation de cet acte illégal et injuste. Et malgré tout cela, la Conférence des Ambassadeurs a cru pouvoir consacrer de sa haute autorité l'état de choses créé par le coup de force du Gouvernement polonais. Il n'est donc que naturel que la Lithuanie proteste de toutes ses forces contre une décision de la Conférence des Ambassadeurs que son Gouvernement n'a pas reconnu et ne reconnaitra jamais.

TROISIÈME PARTIE

POSSIBILITÉS DE SOLUTION DE LA QUESTION DE VILNA

CHAPITRE PREMIER

Attribution pure et simple du territoire de Vilna à la Pologne.

En examinant la tentative de régler le conflit lithuano-polonais par l'attribution pure et simple de Vilna à la Pologne, je ferai en réalité le tableau de la situation actuelle du conflit.

Plusieurs années se sont écoulées depuis la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, mais ce conflit, comme je viens de le montrer à la fin du chapitre précédent, subsiste tout entier et continue à séparer les deux pays qui vivent jusqu'à présent dans un isolement complet. Une telle situation est extrêmement désavantageuse et même dangereuse pour les deux Etats; elle risque de dégénérer en conflit armé et menace la paix de cette partie de l'Europe; elle est très gênante pour les habitants, qui se trouvent ainsi séparés d'une façon arbitraire et tout à fait artificielle; elle marque le dépérissement économique de Vilna et de tout le territoire occupé.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs a, d'après le témoignage de M. Tommassini (Voir « *La resurrezione della Polonia* » p. 149), produit une aimable stu-

péfaction en Pologne. Elle dépassait tous les espoirs de ce pays en lui attribuant le territoire de Vilna sans aucune restriction et sans même une obligation de le doter d'un régime autonome. Pour justifier cette décision inique, des personnes très sérieuses m'ont fait observer qu'il fallait renforcer à tout prix la Pologne, dût-on pour cela sacrifier les intérêts vitaux de la Lithuanie.

Certes, la décision en question était extrêmement favorable à la Pologne et elle sacrifiait injustement les droits indiscutables et les intérêts indéniables de la Lithuanie; cependant, je ne vois point qu'elle ait renforcé la situation de la Pologne en ce qui concerne le danger bolcheviste ou allemand.

Sans doute la Pologne est actuellement maîtresse de cette province de Vilna à la possession de laquelle elle tenait beaucoup; mais je suis convaincu qu'au point de vue militaire, l'attribution de Vilna à la Pologne ne peut que l'affaiblir.

La province de Vilna constitue actuellement une sorte de corridor entre la Pologne et la Lettonie, mais ce corridor n'aurait aucune raison d'être si les relations entre la Lithuanie et la Pologne étaient amicales. Au contraire, cette province allonge très sensiblement la frontière de la Pologne avec les Soviets et la rend beaucoup plus difficile à défendre. Ceci est tellement vrai que les Polonais eux-mêmes avouent qu'en cas de guerre contre les Bolcheviks, ils abandonneraient Vilna et retireraient leurs troupes jusqu'à Grodno.

Mais ce qui est le plus dangereux au point de vue militaire, c'est que la privation de la Lithuanie du territoire de Vilna la place fatalement et malgré elle dans les rangs des ennemis éventuels de la Pologne. Vilna est infiniment chère à la Lithuanie et son attribution à la Pologne ne peut que séparer à jamais ces deux pays dont la collaboration est une nécessité pour l'Europe. Sans doute la Lithuanie seule n'est pas une grande puissance et la Pologne n'aurait aucune raison de la redouter, mais la situation géographique de la Lithuanie est telle que son

attitude dans la guerre éventuelle de la Pologne avec la Russie ou l'Allemagne ou avec les deux Etats peut être décisive. D'autre part, on est tout à fait conscient en Lithuanie que l'existence d'une Pologne forte est la meilleure garantie pour l'indépendance de la nation lithuanienne et c'est pourquoi la Lithuanie avec Vilna pour capitale serait une alliée sûre pour la Pologne. L'alliance de ces deux Etats serait basée sur la communauté des intérêts; elle augmenterait la résistance polonaise, tandis que l'attribution de Vilna à la Pologne, au lieu de la renforcer, ne peut que l'affaiblir.

Que s'est-il donc passé pour qu'on ait pu commettre une pareille injustice à l'égard de la Lithuanie? Hélas! c'est la propagande polonaise qui est à la base de cette grande erreur politique. Les Polonais ne rêvaient que d'absorber leur voisine. C'est pourquoi ils répandirent dans tous les pays ce conte qu'il n'existait pas de Lithuanie capable de former un Etat indépendant séparé de la Pologne, que la Lithuanie n'était en réalité qu'une formation purement arbitraire et artificielle due à l'Allemagne et à la Russie des Soviets et vouée à disparaître un jour où l'autre. Les Polonais, à force de répéter le conte, ont fini par le croire un peu eux-mêmes. Ils sont tout surpris à l'heure qu'il est de rencontrer des Lithuaniens qui ne manifestent aucune sympathie à l'égard des Bolcheviks ou des Allemands.

La réalité est tout autre. L'Etat lithuanien n'est nullement le résultat d'une intrigue bolcheviste ou allemande. Cet Etat est le produit tout naturel de la volonté inébranlable du peuple lithuanien qui, longtemps opprimé par ses puissants voisins, a su conquérir sa place au soleil et saura au besoin la défendre. L'influence russe ou allemande n'a ici rien à faire, malgré toutes les affirmations contraires des Polonais. La politique lithuanienne ne s'inspire point des influences bolchevistes ou allemandes, mais seulement de ses intérêts vitaux.

La propagande polonaise a réussi à faire croire aux Puissances Alliées que la Lithuanie est et restera toujours

un foyer d'intrigues allemandes et bolchevistes et qu'il est donc utile de sacrifier ses droits et ses intérêts pour la séparer de la Russie et renforcer autant que possible la Pologne à son détriment.

Mais, comme je viens de le montrer, tout ceci n'est que diffamation intéressée. Quand les Polonais comprendront-ils que seule leur réconciliation avec la Lithuanie est susceptible de renforcer les deux Etats?

Le fait de l'occupation de Vilna par les Polonais empêche la Lithuanie d'établir des relations normales avec la Pologne. La ligne de démarcation qui a remplacé la zone neutre, fixée à l'endroit où, le 29 novembre 1920, les troupes lithuaniennes s'étaient arrêtées, sans tenir aucun compte ni des conditions ethnographiques ni des nécessités économiques, est devenue une barrière infranchissable. Les inconvénients qui en découlent pour les habitants sont très nombreux. Il n'en est pas qui n'ait des parents des deux côtés de la barrière; souvent les propriétés sont à cheval sur la ligne; tant d'autres intérêts restent non réglés et les années passent sans qu'il y ait moyen de franchir ce fossé extrêmement gênant.

L'absence de toutes les relations, même économiques, entre les deux Etats entrave leur développement économique normal et leur cause des préjudices matériels très sérieux. Mais c'est surtout Vilna et toute sa région qui en souffrent. Toute cette contrée a été de tout temps partie intégrante du domaine économique lithuanien. Artificiellement séparée du reste du domaine économique, toute cette région et surtout la ville de Vilna se trouvent actuellement en pleine décadence. Les personnes qui ont dernièrement visité Vilna sont d'accord à affirmer qu'elle a l'air d'un coin oublié et abandonné par tout le monde. Il suffira d'indiquer ici quelques chiffres pour montrer la vraie situation actuelle de Vilna. Les statistiques d'avant-guerre évaluaient le nombre des habitants à 154.532 en 1897 et, en 1914, à 214.600 personnes; à

Kovno en 1897 seulement 70.920 personnes (1). D'après le Mémoire de la Délégation Polonaise à Bruxelles, la population de Vilna est descendue en 1920 à 129.000 habitants (D. P. II. 78), tandis que la population de Kovno atteint actuellement 100.000 habitants.

Ainsi donc, tandis que Kovno se développe rapidement, Vilna décline; on construit à Kovno des quartiers entiers; à Vilna, et surtout dans les faubourgs, les maisons s'écroulent. C'est avec de très grandes difficultés qu'on trouve des logements à Kovno et à cause de cette crise, on y paye des loyers énormes, 400 litas et plus par mois pour quatre petites pièces au centre de la ville. A Vilna, des hôtels spacieux restent souvent vides et les propriétaires des immeubles y sont très contents s'ils parviennent à louer, pour 200-250 litas par mois, de beaux appartements de 5 à 6 pièces. Les prix des immeubles à Kovno sont plusieurs fois plus élevés que ceux de Vilna. Les commerçants de Kovno font d'excellentes affaires. Les commerçants de Vilna ne parviennent pas à payer les impôts très élevés et sont souvent obligés de fermer leurs magasins ou de se déclarer en faillite, car la population lithuanienne ne peut plus aller à Vilna faire des achats ou vendre ses produits.

Ces quelques chiffres montrent très clairement les résultats néfastes de cet isolement arbitraire de Vilna du reste de la Lithuanie. Vilna à laquelle l'histoire réservait l'avenir brillant et plein de prospérité d'une capitale de la Lithuanie est réduite au rang d'une simple ville de province, et sa population attend avec impatience la reprise des relations économiques avec la Lithuanie.

La situation serait renversée si Vilna redevenait la capitale de la Lithuanie. De ce seul fait, les propriétaires de Vilna verraient leurs fortune triplée, car les prix des immeubles à Vilna augmenteraient considérablement.

Cet examen de la situation actuelle montre bien que la

(1) P. Klimas, *Le Gouvernement de Kovno* (Kaunas), page 5.

tentative de régler la question de Vilna en l'attribuant purement et simplement à la Pologne n'offre aucun avantage ni à l'un ni à l'autre Etat, et qu'elle est ruineuse pour les habitants de Vilna et du territoire environnant.

CHAPITRE II

Règlement du conflit par voie de compensation.

Au cours de mes développements précédents, j'ai eu l'occasion de montrer que le but des aspirations polonaises était l'annexion sous une forme ou sous une autre de la Lithuanie tout entière. Une telle annexion présenterait pour la Pologne des avantages très appréciables : la Pologne obtiendrait ainsi une issue vers la Mer Baltique par le port de Memel, elle s'agrandirait d'un pays agricole assez vaste offrant un terrain à la colonisation polonaise et un marché aux produits de l'industrie polonaise. La Pologne cesserait aussi de redouter tout danger venant d'une Lithuanie hostile à cause de l'occupation de Vilna par les Polonais.

Il est donc naturel que certains Polonais rêvent aujourd'hui encore de régler leur conflit avec la Lithuanie par la suppression de la Lithuanie en tant qu'Etat indépendant. Il est certain que les Polonais auraient pu occuper par la force la Lithuanie en 1919 et 1920, lorsqu'elle ne faisait pas encore partie de la Société des Nations et n'était pas reconnue *de jure* par les Grandes Puissances, sans provoquer des complications internationales trop graves et sans être obligés de donner des compensations à l'Allemagne et à la Russie des Soviets. Aujourd'hui il n'en est plus de même. D'où le plan suivant dont on parle quelquefois dans la presse : la Pologne occuperait le reste de la Lithuanie y compris le territoire de Memel; elle rendrait à l'Allemagne la ville de Dantzig avec son corridor, à supposer que les Allemands s'en contentent;

la Russie des Soviets auraient les mains libres pour occuper la Lettonie et l'Esthonie.

Sans doute ce serait là une aventure barbare et extravagante, mais on peut supposer que pratiquement, après l'entente des trois Puissances — Pologne, Allemagne et Russie — elle serait peut-être possible à réaliser. L'Etat qui aurait le plus à gagner dans cette combinaison, c'est l'Allemagne qui, avec le consentement de la Pologne, reprendrait sans aucune difficulté le corridor de Dantzig, s'y installerait et réunirait ainsi la Prusse Orientale au reste de l'Allemagne. On voit bien combien une telle combinaison serait avantageuse pour l'Allemagne. Avec plus de difficultés, l'Union Soviétiste arriverait peut-être à maîtriser les Lettons et les Esthoniens, et à s'agrandir des deux nouvelles Républiques baltes. Mais ce n'est qu'après une guerre atroce et fratricide que la Pologne parviendrait à vaincre et à annexer le peuple lithuanien. Lors de l'aventure de Zeligowski, les Polonais ont pu se convaincre de la résistance tenace des Lithuaniens, notamment à Širvintai et Giedraiciai. Actuellement, après dix ans de vie indépendante, cette résistance serait infiniment plus acharnée. Après une annexion pareille de la Lithuanie, les Polonais ne pourraient la maîtriser qu'avec de très grandes difficultés; les émeutes du peuple lithuanien soumis ne manqueraient pas d'éclater à la moindre occasion.

Il est très probable que les Lithuaniens, dans ces conditions, seraient encouragés et soutenus par les Allemands et les Bolcheviks, qui auraient tout avantage à faire régner le désordre dans l'Etat polonais pour pouvoir avec le temps procéder à un nouveau partage.

Il faut donc espérer qu'aucun Polonais raisonnable ne consentira à une pareille exécution du peuple lithuanien, source de nouveaux malheurs pour la Pologne elle-même.

Le règlement du conflit lithuano-polonais par les compensations sus-indiquées aurait pour conséquence la soumission complète des trois Etats lithuanien, letton et esthonien et la disparition complète de trois Membres de

la Société des Nations. Ce serait un véritable décret de mort pour la Société des Nations malgré toutes les légendes de révoltes ou d'insurrections qu'on pourrait inventer pour masquer cette entreprise criminelle. Que deviendrait alors l'article 10 du Pacte par lequel « les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société » et qui est la véritable clef-de-voute de la Société des Nations? Il n'en resterait qu'un simulacre dans lequel personne n'aurait plus la moindre confiance. Toute cette organisation magnifique serait ainsi ensevelie.

Il est évident qu'aucun Etat pacifique ne saurait admettre une solution aussi barbare et inique pour résoudre le différend lithuano-polonais. La Pologne ne peut donc pas envisager sérieusement, dans les conditions actuelles, la possibilité d'annexer toute la Lithuanie et il faut chercher d'autres moyens pour arriver à la suppression du conflit entre ces deux pays.

CHAPITRE III

Réglement du différend de Vilna au moyen d'un condominium.

C'est un auteur polonais, M. Consilibus, qui propose ce mode de solution du différend dans son ouvrage intitulé *«Doswiadczenia i bledy naszej polityki zagranicznej wobec zadan chwili* (Expériences et erreurs de notre politique étrangère dans les problèmes du moment), Varsovie, 1926.

M. Consilibus examine la situation politique de la Pologne et la trouve très délicate, car elle est entourée d'ennemis. La frontière polono-allemande est plus longue que n'importe quelle autre frontière de l'Allemagne avec les autres Etats. De tous les voisins européens de la Russie, c'est la Pologne qui a la frontière la plus étendue avec les Bolcheviks. Ces deux Etats entourent la Pologne à l'est, à l'ouest et partiellement au nord où se trouve encore la Lithuanie avec laquelle la Pologne ne parvient pas à établir de relations. Au sud se trouve la Tchécoslovaquie avec laquelle la Pologne est loin d'être au mieux; c'est à peine, enfin, si la Pologne touche aux frontières de la Lettonie et de la Roumanie (p. 4).

Tenant compte de cette situation difficile de la Pologne, M. Consilibus examine et critique ses relations avec la Lithuanie aussi bien qu'avec les autres Etats. La renaissance lithuanienne lui paraît tout à fait naturelle et inévitable aussi bien que celle de tous les autres peuples : finois, letton, tchèque, slovaque, polonais en Silésie, etc... (p. 43). Il critique l'attitude hostile de la Pologne, à l'égard de la renaissance lithuanienne. La

Pologne, d'après lui, devrait être à la tête des mouvements d'émancipation de tous les peuples opprimés par la Russie, elle devrait encourager leur lutte de libération et gagner ainsi la confiance et l'amitié de tous ces peuples (p. 65).

M. Consilibus critique l'attitude et la politique polonaise dans le différend de Vilna. Il reconnaît le bien fondé des revendications lithuaniennes à propos de Vilna qui a été, non seulement la capitale historique de la Lithuanie, mais aussi le centre de la renaissance lithuanienne. Il justifie l'intransigeance des Lithuaniens, car « Vilna doit faire partie de l'Etat lithuanien, sans laquelle cet Etat apparaît mutilé et privé de fondations durables » (p. 45, 46). L'auteur qualifie l'acte du général Zeligowski comme « une grande erreur » du Commandement polonais. Il reconnaît que le général Zeligowski a agi conformément à l'initiative de ce Commandement énergique, qu'en dehors du maréchal Pilsudski personne n'aurait repris Vilna aux Lithuaniens et la Lithuanie ne serait plus aujourd'hui un obstacle pour la politique étrangère de la Pologne. Il regrette que la Pologne n'ait pas eu un Cavour qui, bien que Piémontais, a su céder Nice à Napoléon III pour obtenir son alliance salutaire contre les Autrichiens, malgré les protestations très vives de Garibaldi, originaire de Nice (p. 64).

Après avoir examiné tous les dangers que présente pour la Pologne, dans sa situation actuelle très délicate, le conflit avec la Lithuanie et les avantages de la réconciliation, M. Consilibus reconnaît qu'il n'y a pas d'autre moyen de s'entendre avec la Lithuanie que de lui restituer Vilna.

Il propose donc de le faire en trois étapes : premièrement, le Gouvernement polonais devrait ériger le territoire de Vilna en unité autonome dotée d'un statut spécial établissant une égalité sincère entre les Lithuaniens et les Polonais au point de vue de leur participation à l'administration autonome, de l'usage officiel des deux langues, etc...

Toutefois, il faut indiquer que M. Consilibus n'envisage ce mode de procéder qu'à l'égard d'une partie du territoire contesté qui ne comprendrait, d'après sa proposition, qu'environ 15.000 kilomètres carrés avec Vilna comme centre et avec une population d'environ 500.000 habitants, et il suppose que la Lithuanie pourrait réduire ses revendications à ce territoire qu'il propose d'appeler Haute Lithuanie (Litwa Górna) ou la « ville libre » de Vilna (p. 56 et 61).

La seconde étape consisterait dans l'établissement d'un condominium polono-lithuanien. Le territoire de Vilna serait donc séparé de la Pologne et organisé à l'exemple de la ville libre de Dancig. Il serait doté d'institutions autonomes garanties par les deux Etats qui y enverraient leurs commissaires. Les deux Etats auraient les mêmes droits et les mêmes devoirs et seraient tenus de régler leurs litiges par voie d'arbitrage international. Egalité absolue des deux langues dans toutes les institutions où seraient représentés les deux peuples (p. 60 et 61).

L'étape troisième consisterait en une cession du territoire de Vilna à la Lithuanie où les deux langues seraient officielles (p. 62).

L'initiative de réalisation d'un plan pareil devrait venir de la Pologne qui est actuellement le possesseur du territoire contesté. Mais l'auteur ajoute qu'il est probable que l'opinion publique polonaise ne voudra même pas examiner sa proposition et la condamnera d'avance. S'il a fait cette proposition, c'est pour remplir son devoir de publiciste qui ne peut passer sous silence les dangers qui menacent sa patrie (p. 63).

Telles sont les idées générales de M. Consilibus à propos de la question de Vilna.

Cette proposition me paraît très intéressante, surtout venant de la Pologne, et c'est pourquoi j'ai voulu la présenter ici.

L'introduction du condominium dans tout le territoire de Vilna et non pas seulement dans une partie du territoire contesté serait peut-être de nature à briser l'hosti-

lité qui, depuis l'occupation de Vilna par le général Zeligowski et à cause de cette occupation, a séparé à jamais les deux peuples.

La Pologne pourrait ainsi réparer dans une certaine mesure les torts dont elle s'est rendue coupable envers la Lithuanie sans être obligée d'évacuer définitivement et de rendre immédiatement à la Lithuanie les terres lithuaniennes.

La Lithuanie se déciderait peut-être d'entamer dans ces conditions des pourparlers avec la Pologne et de se réconcilier avec elle sans être obligée de lui reconnaître le territoire contesté et tout en gardant la pleine souveraineté et l'indépendance complète dans le reste de la Lithuanie.

Mais cette solution est loin de satisfaire les aspirations lithuaniennes ou polonaises et c'est pourquoi on peut prévoir des difficultés très grandes aussi bien pour l'introduction que pour le fonctionnement ultérieur du condominium.

Il va de soi que le système de condominium ne saurait être envisagé que comme une étape intermédiaire, en attendant le retour définitif de Vilna à la Lithuanie.

CHAPITRE IV

Règlement du conflit conformément aux idées de M. Hymans.

Après une étude des plus consciencieuses du différend lithuano-polonais d'après les documents publiés par la Société des Nations et par les Gouvernements lithuanien et polonais, je peux constater que c'est au moment où le Conseil de la Société des Nations formulait sa recommandation finale du 20 septembre 1921, en proposant aux deux Etats d'accepter le projet de M. Hymans que l'on était le plus près d'une solution du conflit, créé par l'occupation illégale de Vilna par le général Zeligowski. Après le rejet de cette recommandation par les deux parties, toutes les tentatives ultérieures en vue d'arriver à une entente dans la question de Vilna sont restées vaines et l'espoir de résoudre ce litige par les voies pacifiques a presque disparu. D'autre part, comment espérer que la Pologne, après avoir obtenu la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, consentit à rendre Vilna dans des conditions plus favorables pour la Lithuanie que celles prévues dans le projet de M. Hymans? C'est pourquoi il me semble utile de revenir à la possibilité d'accepter ce projet.

En examinant la décision de la Conférence des Ambassadeurs, j'ai eu l'occasion d'indiquer qu'au point de vue juridique cette acceptation me paraissait tout à fait possible, car la recommandation finale malgré son rejet reste toujours ouverte. Ceci est même confirmé par le Conseil de la Société des Nations dans sa résolution du 13 janvier 1922, c'est-à-dire postérieurement au rejet de

la recommandation en question. Au moment de se dessaisir du conflit lithuano-polonais, le Conseil déclare dans cette résolution qu'« il ne pourrait reconnaître une solution d'un litige porté devant la Société par un de ses membres qui serait réalisée en dehors de la recommandation du Conseil ou sans le consentement des deux parties intéressées ». Ainsi, le Conseil admet d'avance et même préconise la solution du conflit conformément à sa recommandation du 20 septembre 1921, et la Lithuanie peut encore changer son attitude à l'égard du projet de M. Hymans et l'accepter.

En étudiant le projet de M. Hymans, j'ai fait un aperçu critique et j'ai montré et la grandeur des sacrifices qu'il imposait à la Lithuanie et les dangers qu'il présentait pour son indépendance et sa sécurité. Tout ceci a fait que l'opinion publique en Lithuanie s'est montrée très hostile à son acceptation. Mais il me semble que les critiques du projet étaient quelquefois exagérées. On accusait souvent en Lithuanie l'auteur du projet, M. Hymans, d'avoir simplement formulé les suggestions polonaises; on prétendait que c'est le Gouvernement polonais qui lui avait inspiré ce projet si favorable à la Pologne.

La réalité était tout autre, et l'avenir a montré que ces accusations n'étaient nullement fondées, car le Gouvernement polonais a rejeté le projet de M. Hymans de la façon la plus formelle et sans la moindre hésitation. Après une étude consciencieuse des négociations lithuano-polonaises sous la présidence de M. Hymans, je ne peux qu'admirer l'impartialité de cet homme d'Etat éminent au cours de toutes ces négociations épineuses ainsi que son désir sincère de réconcilier les deux pays.

Actuellement on ne discute plus en Lithuanie la possibilité de se réconcilier avec la Pologne conformément aux idées du projet de M. Hymans, dont l'impopularité persiste toujours. Le 25 février 1927, notre Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, M. le Professeur Voldemaras, l'a défini dans sa déclaration devant le Seimas (Parlement lithuanien) comme un projet « qui

donnait Vilna à la Lithuanie, mais en même temps toute la Lithuanie à la Pologne ». Toutefois, la possibilité de résoudre le conflit de Vilna en acceptant le projet de M. Hymans me paraît digne d'être examinée.

Il me semble que les changements qui se sont accomplis en Lithuanie depuis 1921 pourraient rendre cette acceptation moins dangereuse. Si en 1921 notre Etat en était au début de sa vie indépendante et au lendemain de son admission à la Société des Nations et attendait encore la reconnaissance *de jure* par les Grandes Puissances, aujourd'hui nous entrons dans la dixième année de notre vie politique et notre Etat est définitivement organisé et affermi. La conscience nationale de toute la population s'est développée et le nombre des intellectuels s'est grandement accru. La réforme agraire a diminué l'influence de grands propriétaires nobles dont beaucoup se considèrent comme Polonais. Tous ces faits ont très sensiblement diminué le danger que peut présenter pour la nation lithuanienne un lien avec la Pologne tel qu'il est prévu dans le projet de M. Hymans. D'ailleurs, les passions hostiles à l'égard des Polonais, très vives au lendemain du coup de force du général Zeligowski, se sont quelque peu apaisées.

Lorsqu'en 1921 le projet en question fut repoussé, on était sûr en Lithuanie d'obtenir bientôt Vilna dans des conditions moins dures et personne ne pouvait prévoir cette décision de la Conférence des Ambassadeurs. Mais les années passent et nous ne trouvons aucun moyen de reprendre Vilna qui nous est devenue encore plus chère et plus désirable.

Mais il ne suffirait pas d'accepter le projet de M. Hymans, il faudrait encore le réaliser. Pourrait-on le faire? Il est évident qu'il n'y aurait aucune raison d'accepter ce projet si sa réalisation n'était pas possible. Je reconnais qu'il y aurait des difficultés très grandes, mais sa réalisation ne me paraît pas tout à fait impossible.

La difficulté la plus grande serait probablement de persuader le peuple lithuanien de la nécessité de l'accep-

ter. C'est pourquoi notre Gouvernement devrait essayer d'obtenir d'avance le consentement des Membres du Conseil de la Société des Nations à quelques changements à apporter ultérieurement au projet conformément à son article 13, surtout en ce qui concerne le droit pour la Pologne d'user du port de Memel ainsi que du Niémen pour le transport de la contrebande de guerre, en cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce Puissance pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre (art. 11), et en ce qui concerne l'organisation de l'armée sur la base du recrutement régional, ce qui ne pourrait que compromettre gravement la sécurité de l'Etat lithuanien sans donner aucune garantie pour la population de langue polonaise (art. 5). Ce n'est qu'après avoir obtenu le consentement des Membres du Conseil pour les changements à apporter au projet et après s'être assuré de leur appui formel pour sa réalisation que le Gouvernement lithuanien pourrait envisager la possibilité d'accepter le projet Hymans.

Il faut espérer que les Puissances Alliées ainsi que tous les autres membres de la Société des Nations apprécieraient à leur juste valeur les sacrifices énormes que ferait la Lithuanie pour la pacification du monde en acceptant le projet et qu'ils faciliteraient par tous les moyens la solution du conflit, conformément à la recommandation finale unanime du Conseil, approuvée par l'Assemblée de la Société des Nations.

Une fois acceptée par la Lithuanie, la recommandation finale du 20 septembre 1921, prise à l'unanimité, serait obligatoire pour la Pologne qui ne pourrait, conformément au paragraphe 6 de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations, recourir à la guerre contre la Lithuanie qui se conformerait aux conclusions de la recommandation.

Mais il faudrait aussi préparer le terrain en Pologne. La grande majorité de la population du territoire de Vilna — Lithuaniens, Blancs-Russiens et Juifs — serait sans doute favorable à la réalisation du projet. Les Polo-

nais eux-mêmes n'y seraient peut-être pas absolument hostiles, car leurs droits dans le territoire de Vilna aussi bien que dans toute la Lithuanie seraient très largement et très efficacement garantis et leur situation économique, surtout dans la ville même de Vilna, serait très sensiblement améliorée.

Je crois utile également d'attirer l'attention sur une circonstance dont on ne parle presque jamais dans les documents, mais qui me semble avoir en réalité une grande importance. C'est la question de la réforme agraire. Il me semble que les grands propriétaires fonciers en Pologne exercent une influence très grande et que parmi les membres du Gouvernement polonais on peut citer beaucoup de noms de grands propriétaires, soit de la Lithuanie, soit du territoire de Vilna. Ils peuvent avoir raison de craindre que l'Etat lithuanien ne procède à la réforme agraire sans indemnité. Il serait donc utile que le Gouvernement lithuanien s'engageât à laisser la question de la réforme agraire à la compétence de la Diète du Territoire autonome de Vilna, comme c'est d'ailleurs le cas pour le territoire de Memel. Bien mieux, le Gouvernement lithuanien pourrait peut-être garantir une large indemnité en cas de réforme agraire dans le territoire de Vilna et même proposer un dédommagement plus grand pour les domaines déjà pris en Lithuanie par l'Etat et partagés conformément aux lois agraires, ce qui serait conforme au droit de propriété garanti par l'article 21 de la Constitution lithuanienne. Les Polonais tiennent beaucoup à leurs domaines fonciers et, bien qu'il n'y ait actuellement aucun moyen de leur rendre leurs biens partagés, le seul moyen pour eux d'obtenir un large dédommagement pour ces domaines serait de se réconcilier avec l'Etat lithuanien. De leur côté, les Lithuaniens se montrent extrêmement soucieux de sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté et ils ne consentiraient pour rien au monde à se lier de façon trop étroite avec la Pologne. Pourquoi l'Etat polonais ne pourrait-il pas consentir au changement de certaines dispositions

du projet gênantes pour la Lithuanie et obtenir en échange le dédommagement de la part de l'Etat lithuanien pour les propriétaires polonais de Lithuanie. Peut-être serait-il possible d'arriver ainsi à une entente, de se réconcilier et de liquider définitivement le conflit lithuano-polonais à la satisfaction de tous.

Toutefois, il ne me semble pas superflu de souligner ici une fois de plus l'extrême impopularité en Lithuanie de tout lien plus ou moins étroit avec l'Etat polonais et c'est pourquoi il est à peine possible d'espérer une solution du conflit conforme aux idées de M. Hymans.

CHAPITRE V

La thèse lithuanienne dans la question de Vilna, d'après la déclaration du Gouvernement lithuanien du 25 février 1927.

La dernière déclaration du Gouvernement lithuanien, en date du 25 février 1927 (1) formule les principes généraux de la politique extérieure lithuanienne comme suit :

1^o La lithuanie doit être un Etat indépendant avec Vilna comme capitale; 2^o La Lithuanie ne peut contracter de liens étroits avec aucune des Grandes Puissances voisines.

Ce sont les principes mêmes que l'on trouve dans la proclamation de l'indépendance du 16 février 1918; ils ont servi de lignes directrices à tous les Gouvernements qui se sont succédé en Lithuanie; ils sont acceptés par tous les partis politiques sans exception et par la nation lithuanienne tout entière.

C'est un principe fondamental du droit des gens que toute nation est libre de se constituer en Etat indépendant. A ce point de vue la nation lithuanienne ne peut consentir à faire aucune exception, car son droit de former un Etat indépendant est indiscutable et tout naturel. Il est vrai que les Polonais, qui réclamaient pour leur Etat les frontières de 1772, ont essayé de contester ce droit en réclamant le rétablissement de l'Union polono-lithuanienne, mais, à l'heure actuelle, ils reconnaissent eux-mêmes que le peuple lithuanien a le droit de constituer un Etat indépendant. Toutefois, ils surbordonnent encore

(1) Voir *Lietuva*, du 26 février 1927, n^o 46 (2429).

la restitution à ce peuple de sa capitale, Vilna, à son acceptation d'un régime d'union avec la Pologne.

Au cours de la Grande Guerre, les Allemands ont essayé de lier le plus étroitement possible la Lithuanie à l'Empire allemand; quant aux Bolcheviks, ils ont proclamé en 1919, à Vilna, une République Soviétique de la Lithuanie qui devrait faire partie de l'Union des Soviets. Toutefois, à l'heure actuelle lorsqu'on parle d'un lien à imposer à la Lithuanie, on n'a généralement en vue que la Pologne. Mais l'Etat lithuanien n'a aucun intérêt à se lier avec un quelconque de ses puissants voisins, pas plus avec la Pologne qu'avec l'Allemagne ou la Russie, car un lien pareil aurait pour conséquence inévitable l'asservissement national et économique du peuple lithuanien, comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer à plusieurs reprises au cours de mon développement.

Quant à Vilna et au territoire de ce nom, dont les Polonais se sont emparés par la force, en violant leurs engagements solennels envers la Lithuanie et la Société des Nations, les Lithuaniens considèrent que la présence des Polonais y constitue le fait grave d'occupation illégale, injuste et contraire à la volonté de la population. En effet, les statistiques d'avant-guerre, ainsi que nous l'avons déjà constaté, nous apprennent que les Polonais ne forment dans le territoire contesté qu'une faible minorité contre une majorité écrasante de Lithuaniens, de Blancs-Russiens et de Juifs. Cette majorité ne manifeste aucun désir de rester unie à la Pologne. La participation des Blancs-Russiens et des Juifs dans le Conseil d'Etat lithuanien (Taryba) à côté des Lithuaniens en 1918 et leur boycottage des élections à la Diète polonaise de Vilna montrent très clairement où vont leurs sympathies. Ces dispositions nettement antipolonaises n'ont point changé; nous en trouvons une preuve dans les dernières arrestations en masse des députés blancs-russiens à la Diète de Varsovie et des notables blancs-russiens à Vilna.

D'autres considérations, historiques aussi bien qu'éco-

nomiques, viennent également appuyer la thèse de la restitution de Vilna à la Lithuanie.

Etant donné cette situation, le peuple lithuanien a toutes les raisons du monde d'espérer que l'injustice qui a été commise à son égard sera reconnue bientôt par le monde entier et que sa capitale multiséculaire ainsi que tout le territoire environnant feront retour à la Mère Patrie lithuanienne. Le but essentiel de la politique extérieure du Gouvernement lithuanien est d'arriver le plus vite possible et par des voies pacifiques à cette réparation si nécessaire à la paix de l'Europe.

La nation lithuanienne ne rêve point des conquêtes. Toute son ambition se borne à assurer de la façon la plus efficace son existence comme Etat indépendant dans le cadre de ses frontières ethnographiques. Le meilleur moyen de garantir cette existence, conformément à la déclaration ministérielle précitée, serait une neutralisation perpétuelle de l'Etat lithuanien. L'idée de la neutralité perpétuelle a même été soulevée bien avant la proclamation de l'indépendance lithuanienne; elle se retrouve dans le Traité lithuano-russe de Moscou du 12 juillet 1920, dont l'article 5 est ainsi conçu : « Au cas où la neutralité de la Lithuanie serait reconnue internationalement, la Russie s'engagerait de son côté à respecter cette neutralité et à participer aux mesures destinées à la garantir ». La déclaration ministérielle du Gouvernement lithuanien reprend cette idée de la neutralité perpétuelle et ajoute qu'elle commence à trouver des partisans dans d'autres Pays Baltiques. On pourrait donc neutraliser, en même temps que la Lithuanie, la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie. En instituant un régime international pour garantir efficacement la neutralité perpétuelle de ces quatre Etats, on parviendrait à supprimer, dans cette partie du continent, tout danger de guerre.

La Russie et la Pologne ne pourraient que bénéficier d'une pareille mesure. Le front russe du côté des Pays Baltiques se verrait raccourci de 1.500 kilomètres, et la Russie pourrait très sensiblement diminuer le nombre de

ses troupes. La Pologne aurait à restituer à la Lithuanie Vilna et Grodno sans compensations, mais elle n'y perdrait rien. On entend dire quelquefois que ces deux villes lui sont nécessaires comme points stratégiques dont l'occupation par les Russes constituerait un danger très grave pour Varsovie. Mais en cas de neutralisation efficacement garantie de ces deux villes, ce danger disparaîtrait ou tout au moins diminuerait sensiblement et la Pologne se verrait de la sorte en mesure de réduire ses dépenses militaires qui atteignent actuellement 32,57 % des dépenses budgétaires (1926) (1). Il est vrai qu'à côté de ces intérêts stratégiques, la Pologne possède dans le territoire contesté des intérêts assez importants au point de vue national, mais ces derniers pourraient être sérieusement garantis par d'autres moyens.

Dans la réalisation de ce vaste programme de pacification de l'Est européen, les alliés naturels de la Lithuanie seraient les Pays Baltiques. Mais le Gouvernement lithuanien ne négligerait aucune occasion de faciliter la réalisation de ce programme et il entamerait certainement des négociations avec le Gouvernement polonais lui-même, à condition que ces négociations présentent une possibilité de le rapprocher des fins nationales qu'il poursuit. La réussite de ces pourparlers dépendrait principalement de l'attitude du Gouvernement polonais.

En ce qui concerne les relations générales de la Lithuanie avec sa voisine, la déclaration ministérielle souligne très justement que c'est avec joie que le peuple lithuanien a salué la renaissance de la Pologne et que son opinion reste toujours la même, car l'existence d'une Pologne indépendante et forte, guérie de son impérialisme, constitue une garantie pour le libre développement d'un Etat lithuanien indépendant.

(1) Voir le discours de M. le député Liberman à la Diète de Varsovie, le 3 novembre 1926.

CONCLUSION

C'est à la fin du *xiv^e* siècle et au cours des siècles suivants que les deux nations lithuanienne et polonaise se sont unies devant le danger, afin de mieux lutter contre leurs ennemis, l'Ordre Teutonique, les Russes et les Tartares. De longs siècles se sont écoulés. Après de lourdes années d'assujettissement commun à la Russie, les deux nations se sont libérées et forment aujourd'hui des Etats indépendants. Mais les mêmes dangers menacent toujours ces deux Etats et leurs intérêts sont communs. La Lithuanie redoute aussi bien que la Pologne le danger allemand et le danger bolchevik. Et pourtant toute collaboration entre la Lithuanie et la Pologne a cessé, et les relations des deux Etats sont même empreintes d'une réelle hostilité.

Comment réparer le mal, comment réconcilier ces deux peuples? Le présent exposé du différend montre clairement que l'origine de tous les maux dont ils souffrent au milieu d'une situation dangereuse, absurde et intolérable, est dans l'acte de violence qui a eu pour promoteur M. le maréchal Pilsudski, chef d'Etat polonais, et pour exécuteur le général Zeligowski. Cette violence provoqua l'indignation de toute la nation lithuanienne, elle fut blâmée par le monde entier, elle est considérée par les Polonais eux-mêmes comme une très grave erreur.

Est-il possible de réconcilier les deux nations sans réparer cette violence? Aucune collaboration réelle, aucune amitié sincère ne pourra être envisagée aussi longtemps que les Polonais occuperont notre capitale. Séparée de la Lithuanie, Vilna est vouée à la décadence : pour vivre, il faut qu'elle redevienne ce qu'elle a toujours

été dans le passé : une capitale de la Lithuanie. Vilna est le sanctuaire de la nation lithuanienne, son berceau et l'image vivante et parfaite de toute son histoire.

Il faut donc que la Pologne répare sa faute et nous rende Vilna. On ne peut discuter le principe même de la restitution, mais seulement les conditions de cette restitution. Au point de vue stratégique la Pologne aurait tout à gagner à nous restituer Vilna et à se réconcilier avec nous. Les intérêts de la population de langue polonaise à Vilna, aussi bien que dans toutes la Lithuanie, doivent être garantis et la Pologne peut le faire de la façon la plus efficace en se réconciliant avec la Lithuanie dans les circonstances actuelles.

Une fois d'accord sur le principe, on pourra toujours trouver les formes appropriées à la restitution des terres lithuaniennes.

Mais il faut se garder d'imposer à la Lithuanie des liens trop étroits avec la Pologne, car ces liens ne pourraient que nuire aux bonnes relations entre les deux Etats. Les deux peuples ont beaucoup d'intérêts communs aussi bien dans le domaine de la politique extérieure que dans le domaine économique et on peut prévoir entre eux des relations très amicales, pourvu qu'ils continuent de former deux Etats absolument libres et indépendants.

L'histoire des pays scandinaves nous offre un exemple très instructif à ce point de vue. Quand la Norvège se trouvait rattachée à la Suède, d'incessants conflits éclataient entre les deux nations; l'Union dissoute, des rapports normaux et même cordiaux n'ont pas manqué de se rétablir entre elles. Que la Pologne nous rende Vilna, et elle aura un droit à la reconnaissance et à l'amitié la plus sincère de toute la nation lithuanienne. Ce sentiment est une garantie plus solide et plus durable que toute union imposée par la force.

L'idéal de la nation lithuanienne est de se réconcilier à jamais avec la nation polonaise et de voir s'établir entre les deux Etats des relations aussi amicales que celles qui existent entre la France et la Belgique.

Cet idéal se réaliserait dès l'instant où Vilna se retrouverait dans sa situation de jadis : celle d'une capitale lithuanienne.

Vu : le Président de la thèse,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu : le Doyen,
BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

ANNEXES

1 — Arrangement de Suvalki du 7 octobre 1920.

La Délégation du Gouvernement de Lithuanie composée de :

1^o Représentants du Commandement suprême lithuanien, le général-lieutenant Maxim Katche et le commandant Alexandre Shoumskis;

2^o Représentants du Ministère des Affaires étrangères, MM. Bro-nius Balutis, Voldemar Carneckis et Michel Birziska.

Et la Délégation du Gouvernement de Pologne composée de :

1^o Représentant du Commandement suprême polonais, le colo-nel Mackiewicz;

2^o Représentant du Ministère des Affaires étrangères, M. Jules Lukasiewicz.

Se sont rencontrées à la Conférence de Suvalki du 30 septem-bre-7 octobre 1920 et, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont conclu l'arrange-ment qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Sur la ligne de démarcation.

a) Une ligne de démarcation qui ne décide pas d'avance en quoi que ce soit les droits territoriaux des deux côtés contractants se fixe de façon suivante :

De la frontière de la Prusse Orientale jusqu'au confluent de la Tcharna-Hantcha avec le Niémen, c'est-à-dire la ligne fixée par la décision du Conseil suprême du 8 décembre 1919; puis le long du Niémen jusqu'à l'embouchure de la Greva; puis en remontant la Greva jusqu'à la ligne Meretch-Rotnitsa; puis en ligne droite jusqu'au confluent de la Scroblis avec la Meretchanka; puis le long de la Meretchanka jusqu'à l'embouchure de la Derechnitza en laissant le village de Salovartsy du côté lithuanien, et le village Molodubno du côté polonais; le long de la Derechnitsa jusqu'à l'endroit où elle est traversée par le chemin de fer Vilna-Orany, à peu près à 2 kilomètres et demi à l'est de la gare d'Orany; puis le

long de la route par Bartelé, Kiuché, Novy-Dvor, Eichichki, Podzitwa, Horodenka, et la gare de Bastouny, en laissant cette route et la gare de Bastouny dans les mains des autorités polonaises.

b) Au fur et à mesure que les hostilités entre les troupes polonaises et les troupes lithuaniennes cessent, la ligne ci-dessus sur toute son étendue, conformément au chapitre II du présent arrangement, ne doit être sous aucun prétexte franchie par les troupes des deux côtés contractants. Cependant, cette ligne ne doit pas empêcher les paysans de cultiver leurs champs qui se trouvent de l'autre côté d'elle.

c) L'établissement sur place de la ligne de démarcation sur le terrain de l'ancien Gouvernement de Suvalki, dans les parties qui sont prévues par la décision du Conseil suprême du 8 décembre 1919, sera remis à la Commission de contrôle de la Société des Nations.

CHAPITRE II

Sur la cessation des hostilités.

a) En confirmant et en complétant la cessation des hostilités entre l'armée polonaise et l'armée lithuanienne qui a été acceptée au cours de la Conférence actuelle et qui n'a qu'un caractère provisoire et ne concerne que certains endroits, les deux côtés contractants s'engagent à cesser toutes les hostilités sur toute l'étendue de la ligne de démarcation décrite dans le chapitre Premier, paragraphe a) du présent arrangement, c'est-à-dire de la frontière de la Prusse Orientale jusqu'à la ligne méridionale qui passe par Potoursé, à peu près à 9 kilomètres au sud-est d'Eichichki.

b) Les troupes soviétiques une fois éloignées à l'est du chemin de fer Vilna-Lida, les actions militaires s'arrêteront entre les troupes polonaises et les troupes lithuaniennes sur le secteur de la ligne de démarcation entre la ligne méridionale du village de Potoursé et la gare de Bastouny inclusivement.

c) En ce qui concerne la cessation des hostilités et l'établissement de la ligne de démarcation entre les troupes lithuaniennes et les troupes polonaises dans la région à l'est de la ligne méridionale du village de Bastouny, ces questions seront réglées par un accord spécial lorsque les troupes soviétiques s'éloigneront de ladite région. Au cas où on ne réussirait pas à arriver à cet accord, les deux côtés contractants, pour résoudre ces questions, se réservent le droit de s'adresser à la Société des Nations.

CHAPITRE III

Sur la gare d'Orany.

a) Les autorités polonaises s'engagent à laisser passer librement par la gare d'Orany les trains lithuaniens qui se rendent d'Olita à

Vilna et retour, sauf les trains de troupes et de matériel de guerre, et assurent aux trains lithuaniens à la gare d'Orany toute aide et toutes conditions techniques nécessaires à leur libre mouvement dans l'une ou l'autre direction.

b) Comme exception, le Gouvernement polonais consent à laisser passer sans difficultés par la gare d'Orany, les trains de troupes et de matériel de guerre qui se rendent d'Olita à Vilna, à condition qu'il n'y en ait pas plus de sept, qu'il ne passe pas plus de deux trains par jour et que le passage de ces trains par la gare d'Orany ait lieu entre 7 et 17 heures, à l'heure polonaise.

c) La surveillance et l'exécution stricte des décisions décrites dans les paragraphes a) et b) du présent chapitre, seront confiées à la Commission de contrôle de la Société des Nations.

CHAPITRE IV

Sur l'échange des prisonniers.

Les deux côtés contractants constatent le consentement réciproque en principe de commencer l'échange de tous les prisonniers faits par l'un et l'autre côté contractant. L'ordre et la date d'échange seront décidés à part.

CHAPITRE V

Sur la durée d'arrangement, etc.

Le présent arrangement entre en vigueur à midi le 10 octobre 1920, cette date ne touchant cependant les cessations des hostilités déjà acceptées, et reste en vigueur jusqu'à ce que toutes les questions litigieuses entre les Polonais et les Lithuaniens soient définitivement résolues.

Au cours de la rédaction du présent arrangement, les deux côtés contractants se servaient de la carte de l'Etat-Major général allemand, d'une échelle 1 : 100.000^e.

Le présent Traité est rédigé en deux exemplaires équivalents, en lithuanien et en polonais, et signé à Suvalki, le 7 octobre 1920.

Pour la Délégation lithuanienne : *Pour la Délégation polonaise :*

Lieut. gén. KATHÉ, BRONIUS
BALUTIS, Voldemaras CAR-
NECKIS, MYKOLAS BIRZISKA,
Majoras SCHOUMSKIS.

Colonel M. MACKIEWICZ,
J. LUKASIEWICZ.

2. — Avant-projet de M. Hymans, présenté aux deux délégations à Bruxelles.

BRUXELLES, le 20 mai 1921.

1. Les deux Etats reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Ils reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondée sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison.

2. La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzeniki — une ligne Druzeniki-Stara-Ruda-Jeziory, rejoignant le Niémen vers Vola, le Niémen jusqu'au confluent de la Bérézina, et une ligne nord-est rejoignant la frontière de la Russie fixée par le traité de Riga.

3. Le Gouvernement lithuanien s'engagera à organiser, par une loi constitutionnelle, la Lithuanie en Etat fédéral composé de deux cantons autonomes de Kovno et de Vilna. La limite entre les deux cantons suivrait approximativement la zone neutre actuelle.

4. Les cantons seront organisés sur une base analogue à celle des cantons suisses, et le Gouvernement central aura les mêmes attributions que le Gouvernement fédéral de Berne. La capitale fédérale sera établie à Vilna.

5. L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional avec un commandement unique comme en Suisse.

6. Les langues polonaise et lithuanienne seront langues officielles dans tout l'Etat.

7. Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

8. Les troupes occupant actuellement le territoire de Vilna devront l'évacuer dès la conclusion de l'accord, ainsi que tous les fonctionnaires non originaires du pays. Les troupes du Gouvernement lithuanien ne pénétreront dans le canton de Vilna qu'après l'organisation de ce canton, et après les élections municipales, cantonales et législatives.

9. Pendant la période intermédiaire, et dans le cas où l'on ne pourrait constituer au moyen d'éléments locaux une police suffisante pour le maintien de l'ordre et la protection de la frontière orientale, des contingents équivalents de troupes lithuaniennes et de troupes polonaises pourront être admis dans le canton de Vilna et y occuper des secteurs limités fixés à l'avance, selon un accord entre les deux Gouvernements.

10. Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Gouvernements nommeront trois représentants qui formeront un Conseil commun des Affaires étrangères; ce Conseil

aura pour fonctions de décider à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent les deux pays et la préparation d'un programme d'action commun. Il préparera un rapport pour les conférences périodiques des deux Gouvernements.

11. Les deux Diètes, polonaise et lithuanienne, désigneront suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal. Les actes de politique étrangère d'intérêt commun qui exigent une sanction législative seront soumis en premier lieu aux deux délégations siégeant en commun. Le texte approuvé par elles sera présenté à la ratification des deux diètes.

12. Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats sur les bases suivantes :

a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption des méthodes d'instruction et d'organisation des troupes.

b) Entente entre les deux états-majors, dès le temps de paix, pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler la mobilisation, les transports de concentration et le dispositif des troupes à la frontière. Cette entente se réaliserait par des conférences périodiques. En outre, une liaison permanente serait assurée par un organe spécial permanent d'étude et de collaboration.

c) Concours limité donné par l'armée lithuanienne à l'armée polonaise en dehors du territoire lithuanien (comme effectifs et comme rayon d'action). Coopération des troupes polonaises avec les troupes lithuaniennes sur le territoire lithuanien. Usage réciproque des bases territoriales, routes, chemins de fer, etc., dans un intérêt stratégique commun.

d) Commandement unique, en cas d'opérations communes des deux armées, tout en laissant le gros des forces lithuaniennes groupé sous le commandement lithuanien.

L'appréciation du caractère défensif de toute opération de guerre prévue appartiendra au Conseil commun des Affaires étrangères. En cas de désaccord entre les représentants des deux Gouvernements à ce Conseil, la Pologne et la Lithuanie s'engagent à se conformer à la décision d'un arbitre, désigné à l'avance avec leur agrément par le Conseil de la Société des Nations (1).

13. Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée, sera conclue entre les deux pays.

Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

Un conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé :

- a) De veiller à l'application de l'accord douanier;
- b) D'en préparer éventuellement les modifications;

(1) Amendement proposé par M. Hymans, le 3 juin 1921 : « par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ».

c) D'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communication, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

Il présentera aux deux Gouvernements un rapport commun.

14. La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit commercial.

En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le port, ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

15. En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations avec leur agrément (1).

3. — Documents déposés par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, pour faire connaître son programme, le 30 mai 1921.

DÉLÉGATION DE LITHUANIE

A LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

BRUXELLES, 30 mai 1921.

L'attitude de la délégation polonaise à l'égard de l'avant-projet de M. le Président nous ayant empêché de faire connaître en détail pendant la discussion le point de vue lithuanien sur l'ensemble des questions posées par ce projet, la délégation lithuanienne dépose sur la table de la Conférence, à titre de documents, deux projets, l'un se rapportant aux principes généraux, lesquels, dans l'esprit de la délégation, devraient former la base de l'accord définitif entre la Lithuanie et la Pologne, et l'autre définissant les droits dont jouiront en Lithuanie les citoyens de langue polonaise.

En déposant ces documents, la délégation lithuanienne n'entend nullement revenir sur les termes de la réponse qu'elle a faite au sujet de l'avant-projet transactionnel déposé par M. le Président

Signé : GALVANAUSKAS,
Président de la Délégation de la Lithuanie
à la Société des Nations.

(1) Amendement proposé le 3 juin 1921 par M. Hymans : « à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou d'un arbitre désigné par elle avec l'agrément des parties ».

La Lithuanie et la Pologne, animées d'une ferme résolution de régler leur différend actuel par la voie pacifique et de baser leurs relations futures sur les principes du Droit et de la Justice, ont décidé d'ouvrir dans ce but des négociations sous les auspices de la Société des Nations et sous la présidence de S. E. M. Hymans, Membre du Conseil de la Société.

Elles ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Gouvernement de la République démocratique lithuanienne.

Le Gouvernement de la République polonaise.....

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des principes généraux suivants qui doivent former la base de l'accord définitif entre la Lithuanie et la Pologne.

ARTICLE 1

La Lithuanie et la Pologne reconnaissent leur complète indépendance réciproque, ainsi que toutes les conséquences juridiques qui en découlent.

ARTICLE 2

La Lithuanie et la Pologne se déclarent résolues à entretenir dorénavant des relations de paix et de bon voisinage. Par conséquent, les deux parties contractantes s'engagent à s'abstenir l'une par rapport à l'autre de tout acte hostile et de tous préparatifs à un pareil acte, ainsi qu'à ne pas tolérer, sur leurs territoires respectifs, le passage ou la formation d'aucune force militaire ni l'organisation d'aucune entreprise dirigée contre l'un ou l'autre des deux Etats.

ARTICLE 3

La Pologne reconnaît la souveraineté de la République démocratique lithuanienne sur Vilna et son territoire.

ARTICLE 4

Dans le cas où les Principales Puissances alliées et associées décideraient d'attribuer à la Lithuanie le territoire de Memel, la Pologne s'engage à reconnaître la souveraineté de la Lithuanie sur le dit territoire.

ARTICLE 5

En vue de garantir l'autonomie culturelle des ressortissants lithuaniens de langue polonaise du territoire de Vilna, la Lithuanie s'engage à conclure avec les principales Puissances alliées et associées un traité, sur la base des principes contenus dans le Traité du 28 juin 1919 entre ces Puissances et la Pologne.

ARTICLE 6

En présence de l'alinéa 3 de l'article 87 du Traité de Versailles, la Lithuanie déclare vouloir conformer son attitude vis-à-vis du Traité de Riga, qui a fixé les frontières entre la Pologne et la Russie, à celle des principales Puissances alliées et associées.

ARTICLE 7

Après définition, par les Principales Puissances alliées et associées, de leur attitude vis-à-vis du Traité de Riga, la Lithuanie se déclare prête à négocier en conséquence avec la Pologne une convention défensive militaire.

ARTICLE 8

La Lithuanie et la Pologne s'engagent à conclure un accord commercial conforme au principe d'un rapprochement économique entre les deux pays sur la base de la libre entrée réciproque de telles catégories de leurs produits respectifs dont l'échange servirait au mieux les intérêts économiques des deux Etats.

ARTICLE 9

La Lithuanie assure à la Pologne le libre accès de la mer, par toutes voies ferroviaires et fluviales, et, dans ce but, s'engage à conclure avec la Pologne une convention de transit basée sur les principes suivants :

a) Les marchandises en transit à travers le territoire de l'une ou l'autre partie contractante ne seront frappées d'aucun droit ni impôt;

b) Les tarifs pour les marchandises en transit ne seront pas plus élevés que ceux établis pour le transport intérieur.

ARTICLE 10

La Lithuanie et la Pologne s'engagent à s'inspirer dans leurs relations réciproques des principes contenus dans le Pacte de la Société des Nations ou établis ultérieurement au Pacte de ladite Société.

ARTICLE 11

La Société des Nations garantit les droits de la Lithuanie et de la Pologne établis dans le présent Traité ou qui en découlent.

Signé : GALVANAUSKAS.

1. La Lithuanie s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 7 soient reconnues comme lois fondamentales; à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soit en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévale contre elles.

2. Le Gouvernement lithuanien s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion. Tous les habitants de la Lithuanie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

3. Tous les ressortissants lithuaniens seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction

de race, de langage ou de religion. La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant lithuanien en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage, par tout ressortissant lithuanien, d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publication de toutes natures, soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'établissement par le Gouvernement lithuanien d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants lithuaniens de langue autre que le lithuanien pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

4. Les ressortissants lithuaniens de langue polonaise jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants lithuaniens. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation *de tout degré* avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

5. En matière d'enseignement public, le Gouvernement lithuanien accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants lithuaniens de langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que, dans les écoles primaires et secondaires, l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants lithuaniens. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement lithuanien de rendre obligatoire l'enseignement de la langue lithuanienne dans les dites écoles.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants lithuaniens de langue polonaise, ils se verront assurer une part équitable dans les bénéfices et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

6. Les affaires visées aux articles 4 et 5 relèveront de la compétence d'organes représentatifs élus par des ressortissants lithuaniens de langue polonaise. En vue de subvenir aux besoins des institutions mentionnées à l'article 4, ces organes auront le droit de percevoir des ressortissants lithuaniens de langue polonaise des impôts complémentaires.

Il sera en outre créé un ministère spécial des affaires polonaises.

7. Le droit sera assuré aux citoyens lithuaniens de langue polonaise du libre usage de leur langue au Parlement, dans les organes représentatifs locaux et devant les tribunaux.

Quant aux districts du territoire d'Etat où ils formeront une partie considérable de la population, l'usage de cette langue sera

reconnu en outre dans les relations entre la population et les institutions gouvernementales.

Signé : GALVANAUSKAS.

4. — Projet d'accord, pour règlement du différend polono-lithuanien, préparé par M. Hymans et transmis aux délégations de la Lithuanie et de la Pologne, le 3 septembre 1921.

ARTICLE 1^{er}. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Les deux Etats reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondée sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison.

ART. 2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzkeniki, une ligne Druzkeniki-Stora-Ruda, Jeziory, rejoignant le Niémen vers Vola, le Niémen jusqu'au confluent de la Bérésina et une ligne N. W, rejoignant la frontière de la Russie fixée au Traité de Riga.

ART. 3. — La région de Vilna constituera dans l'Etat lithuanien, un canton autonome. La limite de ce canton sera tracée en partageant la zone neutre actuelle en parties sensiblement égales; elle passera à l'est des villages de Gedroitzé et de Shirvinti et laissera au canton de Vilna la voie ferrée de Vilna-Orany.

ART. 4. — Le canton de Vilna sera organisé sur une base analogue à celle de la constitution d'un canton suisse (pouvoir exécutif et législatif locaux, droit de nommer les fonctionnaires cantonaux, etc.). Sa représentation à la Diète centrale sera proportionnelle à sa population. Le gouvernement central lithuanien aura, vis-à-vis du canton de Vilna les mêmes attributions que le gouvernement fédéral de Berne vis-à-vis des cantons suisses. Le gouvernement central et la Diète centrale lithuanienne siégeront à Vilna.

ART. 5. — L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional d'après une loi militaire commune. Les unités recrutées dans le canton de Vilna et celles recrutées dans le reste du territoire lithuanien, ne pourront pas sortir de leur zone de recrutement, sinon en cas de guerre, ou si l'ordre public a été gravement troublé, et avec l'autorisation de la Diète centrale ou, dans le cas où la Diète centrale ne serait pas en session, à charge de la convoquer immédiatement. Les troupes du canton de Vilna seront placées sous les ordres du Haut-Commandement relevant du Gouvernement central lithuanien.

ART. 6. — Les langues lithuanienne et polonaise seront langues officielles dans tout l'Etat lithuanien.

ART. 7 (1). — Dans tout l'Etat lithuanien les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

ART. 8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Diètes, polonaise et lithuanienne, désigneront, suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal, choisies de façon à ce que les principaux partis soient représentés. Ces délégations, siégeant en commun, décideront à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent en commun les deux pays.

Les actes de politique étrangère d'intérêt commun, qui exigent une sanction législative, seront soumis en premier lieu, aux deux délégations siégeant en commun. Le texte, approuvé par elles, sera présenté à la ratification des deux Diètes.

En outre, les deux Gouvernements nommeront chacun des représentants en nombre égal, qui formeront un Conseil commun des Affaires étrangères. Ce Conseil aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour les conférences périodiques des deux Gouvernements.

ART. 9. — Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats, sur les bases suivantes :

a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption de méthodes d'instruction et d'organisation des troupes;

b) Entente entre les deux états-majors, dès le temps de paix, pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler la mobilisation, les transports de concentration et le dispositif des troupes à la frontière. Cette entente se réalisera par des conférences périodiques. En outre, une liaison permanente sera assurée par des attachés militaires des deux pays;

c) Concours limité donné par l'armée lithuanienne à l'armée polonaise, en dehors du territoire lithuanien (comme effectifs et comme rayon d'action). Coopération des troupes polonaises avec les troupes lithuaniennes sur le territoire lithuanien. Usage réciproque des bases territoriales, routes, chemins de fer, etc., dans un intérêt stratégique commun;

d) Commandement unique en cas d'opérations communes des

(1) La rédaction définitive de cet article dans le projet recommandé par le Conseil de la Société des Nations est la suivante :

« Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association. Toute plainte relative à l'application de cet article sera portée devant le Conseil de la Société des Nations. »

deux armées, tout en laissant le gros des forces lithuaniennes groupé sous le commandement lithuanien.

Il appartient aux deux Gouvernements de décider si, dans le cas où l'un des deux pays est ou risque d'être engagé dans une guerre, les deux pays doivent, aux termes de la convention, se prêter un mutuel appui. En cas de désaccord, la question sera soumise à un arbitre, désigné à l'avance avec leur agrément par le Conseil de la Société des Nations.

ART. 10. — Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

Un conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé :

- a) De veiller à l'application de l'accord douanier;
- b) D'en préparer éventuellement les modifications;
- c) D'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communications, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

Il présentera aux deux Gouvernements un rapport commun.

ART. 11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit.

En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le port ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

ART. 12 (1). — Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente conven-

(1) La rédaction définitive de cet article dans le projet recommandé par le Conseil de la Société des Nations est la suivante :

« En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente convention qui ne pourrait être réglé par le représentant du Conseil de la Société des Nations, désigné à l'article 2 du Protocole annexé, les deux pays s'engagent à se soumettre à la Cour internationale de Justice.

« Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations avec leur agrément, »

tion, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre, désigné par la Société des Nations avec leur agrément.

ART. 13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient dans la suite, à proposer des modifications au présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

PROTOCOLE ANNEXE

1. Après avoir été accepté par les Gouvernements lithuanien et polonais, le texte de l'accord sera soumis à une Assemblée qui sera convoquée à cet effet et comprendra des représentants élus par la population de la région de Vilna telle qu'elle est définie aux paragraphes 2 et 3 de l'accord. La décision prise par cette Assemblée sera portée par elle directement devant le Conseil de la Société des Nations.

2. Le Conseil de la Société des Nations désignera un représentant chargé d'interpréter l'accord et d'en surveiller l'exécution.

3. Tous les éléments de troupes occupant actuellement le canton de Vilna non originaires de son territoire, devront être évacués au plus tôt, ainsi que les fonctionnaires non originaires de ce territoire.

4. Le Gouvernement lithuanien s'installera à Vilna dès que les élections municipales, cantonales et législatives auront eu lieu et que l'organisation du canton de Vilna sera réalisée, et dans un délai qui ne pourra dépasser six mois après l'acceptation de l'accord par la représentation légale de la population de Vilna.

5. Jusqu'à cette époque, dans le cas où l'on ne pourrait constituer au moyen d'éléments locaux la police suffisante pour le maintien de l'ordre et la surveillance de la frontière orientale, des contingents équivalents de troupes lithuaniennes et de troupes polonaises pourront être admis dans le canton de Vilna et y occuper des secteurs limités et fixés à l'avance, selon un accord entre les deux Gouvernements.

6. Une Commission de trois membres, désignés par le Conseil, à laquelle sera adjoint un représentant de chacun des deux Gouvernements, tracera la frontière entre le territoire polonais et le territoire lithuanien, et entre le canton de Vilna et le reste du territoire lithuanien, conformément aux articles 2 et 3 de l'accord.

7. Conformément aux articles 9 et 10, des négociations seront ouvertes entre les experts désignés par les deux Gouvernements, pour la rédaction de la convention militaire et de la convention économique prévues par l'accord.

Dans le cas où ces négociations n'auraient pas abouti à une entente, le Représentant du Conseil sera chargé de trancher les points qui resteront en suspens.

8. Les deux Gouvernements s'engagent à supporter par moitié les frais du Représentant du Conseil, ainsi que ceux de la Commission de délimitation.

5. — Réponse de M. Galvanauskas, Président de la Délégation Lithuanienne, au projet d'accord préparé par M. Paul Hymans, en date du 12 septembre 1921.

DÉLÉGATION DE LITHUANIE
A LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 12 septembre 1921.

Monsieur le Président,

Votre Excellence a bien voulu communiquer à la Délégation de Lithuanie, en date du 3 septembre 1921, un projet d'accord entre la Lithuanie et la Pologne.

Conscients de l'influence décisive que doit exercer sur la stabilisation de l'Europe orientale l'établissement entre ces deux Etats de relations conformes à leurs intérêts communs et à la coopération politique et économique de tous les nouveaux Etats de l'Est, le Gouvernement lithuanien et ses délégués ont estimé de leur devoir de faire preuve non seulement d'une volonté sincère de conciliation, mais d'un véritable esprit de sacrifice en consentant à un maximum de concessions compatible avec l'indépendance et la souveraineté de l'Etat lithuanien.

Un document contenant certaines modifications au projet du 3 septembre est joint à ce pli. Il ne manquera pas de convaincre Votre Excellence que nous sommes entièrement pénétrés de l'esprit du projet et que les observations qui l'accompagnent en respectent les lignes essentielles.

En effet, nous acceptons dans ces traits généraux le plan de coopération entre la Pologne et la Lithuanie dans les domaines politique, militaire et économique, tel qu'il a été établi par Votre Excellence et approuvé par le Conseil.

En particulier, nous consentons :

A faciliter la coordination des deux politiques étrangères par la création d'un Secrétariat permanent et commun des Affaires étrangères,

A l'établissement d'un Conseil économique commun,

A la conclusion d'une convention militaire défensive avec la Pologne,

A la constitution du territoire de Vilna en unité autonome dans l'Etat lithuanien, unité qui sera dotée d'une Diète jouissant des attributions les plus larges.

Il est entendu que la présente acceptation ne produira son effet qu'au cas où la réponse du Gouvernement polonais serait également affirmative.

Nous nous permettons en même temps de suggérer à Votre Excellence que l'accord futur entre la Lithuanie et la Pologne soit placé sous la garantie de la Société des Nations.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Signé : GALVANAUSKAS,
Président de la Délégation lithuanienne.

**PROJET D'ACCORD POUR
LE RÈGLEMENT DU
DIFFÉREND POLONO-LI-
THUANIEN, PRÉSENTÉ
PAR S. E. M. PAUL HY-
MANS.**

**RÉDACTION DE LA DÉ-
LÉGATION LITHUA-
NIENNE.**

Préambule.

ART. 1^{er}. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Les deux Etats reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondé sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison.

La Lithuanie et la Pologne reconnaissant l'une et l'autre qu'elles ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre elles d'un système de coopération fondé sur des conventions spéciales ont convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance ainsi que toutes les conséquences juridiques qui en découlent.

Observations. — Le paragraphe 2 de cet article ayant un caractère déclaratif, il a semblé préférable de lui donner la forme d'un préambule.

ART. 2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzkeniki, une ligne Druzkeniki, Stora-Ruda, Jezioro, rejoignant le Niemen vers Vola, le Niemen jusqu'au confluent de la Bérésina et une ligne N. W. rejoignant la frontière de la Russie fixée au traité de Riga.

ART. 2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la deuxième ligne de démarcation du 27 juillet 1919 (ligne du maréchal Foch) jusqu'à sa jonction avec la ligne fixée par le Conseil Suprême le 8 décembre 1919 (ligne Curzon); ensuite, elle ira le long de cette ligne jusqu'à Svisloch et, à partir de là, le long de la ligne du traité de Moscou jusqu'à la Bérésina et ensuite, à l'Est, jusqu'aux frontières fixées par le traité de Riga, enfin, le long de cette frontière jusqu'à la frontière de la Lettonie.

Observations. — Le tracé de la frontière proposé par la Délégation lithuanienne ne diffère de celui du projet de M. Hymans que dans la partie comprise entre Vola et la frontière prussienne. Le tracé proposé suit la première ligne de démarcation du maréchal Foch, laquelle est la plus conforme aux principes ethnographiques, historiques et économiques.

ART. 3. — La région de Vilna constituera, dans l'Etat Lithuanien, un canton autonome. La limite de ce canton sera tracée en partageant la zone neutre actuelle en parties sensiblement égales, elle passera à l'Est des villages de Gedroitzé et de Shirvinty et laissera au canton de Vilna la voie ferrée de Vilna-Orany.

ART. 3. — Le territoire de Vilna constituera, dans l'Etat lithuanien, une unité autonome.

La limite de cette unité autonome sera tracée, autant que possible, suivant la première ligne de démarcation dite ligne du maréchal Foch (juillet 1919) en tenant compte des vœux des communes intéressées.

Observations. — La Délégation lithuanienne estime que l'octroi d'une autonomie au territoire de Vilna ne se justifie par aucun esprit de particularisme local de la population, laquelle n'a jamais été séparée politiquement du reste du peuple lithuanien. Sur toute les cartes anciennes, le pays de Vilna figure comme partie de la *Lithuania propria*. Les quelques manifestations de particularisme dont se sont prévalus dernièrement les Polonais, ne sont que la conséquence de la présence dans le territoire des autorités militaires et civiles polonaises.

Toutefois, la Délégation lithuanienne consent, dans un esprit de conciliation, au principe de l'autonomie, en substituant le terme général d'« unité autonome » à celui de « canton autonome » emprunté au droit public suisse.

En ce qui concerne la ligne de démarcation entre l'unité autonome de Vilna et le reste de la Lithuanie, la Délégation a voulu tenir compte des désirs des communes intéressées.

ART. 4. — Le canton de Vilna sera organisé sur une base analogue à celle de la constitution d'un canton suisse (pouvoirs exécutifs et législatifs locaux, droit de nommer les fonctionnaires cantonaux, etc.). Sa représentation à la Diète centrale sera proportionnelle à sa population. Le Gouvernement central lithuanien aura, vis-à-vis du canton de Vilna, les mêmes attributions que le Gouvernement fédéral de Berne

ART. 4. — Le territoire de Vilna sera doté d'une Diète autonome, ladite Diète exercera le pouvoir législatif en matière de langue, d'instruction et de religion, ainsi que pour les questions d'administration locale et pour toutes autres questions que lui attribuerait l'Assemblée constituante de l'Etat lithuanien, élue conformément à la loi électorale en vigueur.

Les habitants de l'unité auto-

vis-à-vis des cantons suisses. Le Gouvernement central et la Diète centrale lithuanienne siègeront à Vilna.

Le nom de Vilna jouiront d'un droit de priorité dans diverses fonctions dans les administrations locales.

Le territoire de Vilna enverra à l'Assemblée législative de la République lithuanienne des députés élus conformément à la loi électorale de la République lithuanienne. Toutefois, ces députés ne jouiront pas du droit de vote dans la Diète lithuanienne en toutes matières législatives du même ordre que celles attribuées à la Diète du territoire de Vilna.

Observations. — La Lithuanie est prête à accorder une large autonomie au territoire de Vilna. Mais la Lithuanie léserait ses intérêts vitaux en organisant cette autonomie sur une base analogue à celle de la Constitution des cantons de la Suisse. Les voies historiques de la Confédération suisse et de l'Etat unitaire lithuanien, ainsi que les conditions politiques actuelles dans les deux pays sont trop différentes pour que la délimitation des pouvoirs publics de la Lithuanie et du territoire de Vilna puisse être réglée sur celle des domaines de la Confédération et des Cantons suisses.

Dans sa recherche d'un régime autonome le mieux adapté aux intérêts en présence, la Délégation s'est arrêtée au système appliqué aux relations du territoire des Ruthènes avec la République tchéco slovaque, système qui a l'avantage d'avoir été adopté par les Grandes Puissances. (Traité entre les principales Puissances alliées et associées et la Tchécoslovaquie, signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, Chapitre II, articles 11, 12 et 13).

ART. 5. — L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional d'après une loi militaire commune. Les unités recrutées dans le canton de Vilna et celles recrutées dans le reste du territoire lithuanien ne pourront pas sortir de leur zone de recrutement sinon en cas de guerre, ou si l'ordre public a été gravement troublé, et avec l'autorisation de la Diète centrale, ou dans le cas où la Diète centrale ne serait pas en session, à charge de la convoquer immédiatement. Les troupes du canton de Vilna seront pla-

ART. 5. — Dans tout l'Etat lithuanien, l'armée sera organisée sur la base d'une même loi militaire.

cées sous les ordres du Haut-Commandement, relevant du Gouvernement central lithuanien.

ART. 6. — Les langues lithuanienne et polonaise seront langues officielles dans tout l'Etat lithuanien.

ART. 6. — La langue lithuanienne sera la langue officielle dans tout l'Etat. Toutefois, sur la demande de la Diète du territoire de Vilna, la langue polonaise pourra également être déclarée langue officielle, dans les limites dudit territoire autonome de Vilna.

Observations. — La Délégation lithuanienne estime qu'il ne saurait y avoir qu'une seule langue officielle dans l'Etat lithuanien. Elle ne s'opposerait toutefois point à l'introduction de la langue polonaise comme officielle, à côté de la langue lithuanienne dans le territoire de Vilna, si la Diète de ce territoire le décidait ainsi. Elle ne pourrait cependant, en aucun cas, souscrire à l'introduction du polonais comme langue officielle dans le reste de la Lithuanie où l'élément polonais ne dépasse guère les 2 1/2 à 3 % de la population, laquelle d'ailleurs possède également le lithuanien.

ART. 7 (1). — Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

ART. 7. — L'Etat lithuanien s'engagera, vis-à-vis de la Société des Nations, à assurer les garanties les plus larges à toutes les minorités ethniques en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

Observations. — La Lithuanie ne saurait prendre les engagements contenus dans cet article que vis-à-vis de la Société des Nations.

ART. 8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Diètes polonaise et lithuanienne dési-

ART. 8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Gouvernements nommeront chacun

(1) La rédaction définitive de cet article dans le projet recommandé par le Conseil de la Société des Nations est la suivante :

« Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association. Toute plainte relative à l'application de cet article sera portée devant le Conseil de la Société des Nations ».

gneront, suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal, choisies de façon à ce que les principaux partis soient représentés. Ces délégations, siégeant en commun, décideront à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent en commun les deux pays.

Les actes de politique étrangère d'intérêt commun qui exigent une sanction législative, seront soumis, en premier lieu, aux deux délégations siégeant en commun. Le texte approuvé par elles sera présenté à la ratification des deux Diètes.

En outre, les deux Gouvernements nommeront chacun des représentants en nombre égal qui formeront un Conseil des Affaires étrangères. Ce Conseil aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour les Conférences périodiques des deux Gouvernements.

Observations. — La Délégation lithuanienne estime que la dénomination « Secrétariat commun » correspond amplement à l'organisation créée pour l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et pour préparer un programme d'action commune.

ART. 9. — Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats, sur les bases suivantes :

a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption de méthodes d'instruction et d'organisation des troupes;

b) Entente entre les deux états-majors dès le temps de paix pour la préparation d'un

des représentants en nombre égal, qui formeront un Secrétariat commun des Affaires étrangères. Ce Secrétariat aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour des Conférences périodiques des deux Gouvernements.

ART. 9. — Une Convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats.

Il appartient aux deux Gouvernements de décider en commun si une guerre où l'un des deux pays est ou risque d'être engagé, offre un caractère défensif et si, en conséquence, les deux pays sont tenus de se prêter un mutuel appui.

plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler, etc.

Note. — Des propositions sur les bases de cette convention seront faites par la Délégation après consultation de l'Etat-major lithuanien.

Observations. — La Délégation lithuanienne déclare que chacun des deux Etats doit pouvoir se prononcer souverainement sur l'entrée en jeu de la Convention militaire défensive. Aucun d'eux ne saurait être tenu de se conformer à la décision d'un tiers.

ART. 10. — Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires, soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

Un conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé :

a) De veiller à l'application de l'accord douanier;

b) De préparer éventuellement les modifications;

c) D'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communication, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

Il présentera aux deux Gouvernements un rapport commun.

ART. 10. — Une Convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux parties conviennent de faire étudier par des experts un système de rapprochement économique entre les deux pays sur la base de la libre entrée réciproque de telles catégories de leurs produits respectifs dont l'échange servirait au mieux les intérêts économiques des deux Etats, sans que ce système les oblige à adopter une même politique douanière vis-à-vis de tierces Puissances. Les experts étudieront en outre les possibilités de rapprochement en ce qui concerne le système monétaire.

Un Conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé d'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun. Il présentera aux deux Gouvernements un rapport commun.

Observations. — A propos du paragraphe 2 de l'article 10, la Délégation lithuanienne déclare qu'elle préfère le texte adopté à Bruxelles par les délégations lithuanienne et polonaise.

En ce qui concerne le paragraphe 3, la Délégation estime qu'en proposant la formule d'un caractère plus général, elle donne au Conseil commun une plus grande latitude pour l'étude des questions économiques d'intérêt commun. En particulier, une surveil-

lance quelconque de l'application de l'accord douanier constituerait une ingérence tout à fait inadmissible et d'ailleurs impraticable dans l'administration intérieure de chacun des deux États. En outre l'attribution de pareilles fonctions au Conseil serait la source de malentendus perpétuels entre les deux administrations.

ART. 11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit.

En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le Port ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

Observations. — La Délégation lithuanienne maintient le principe de projet d'accord. Toutefois, elle croit nécessaire de préciser, en conformité avec le droit international, l'attitude de la Lithuanie pour le cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce Puissance, pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre.

ART. 12 (1). — Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente Convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la

ART. 11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer. Les deux pays assureront l'un à l'autre le libre transit.

La Lithuanie s'engage à conclure avec la Pologne une convention garantissant le libre usage du Port de Memel et du fleuve Niémen pour toutes catégories de transports. Toutefois, en cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce Puissance, pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre, la Pologne ne pourra user du Port de Memel pour le transport de la contrebande de guerre.

ART. 12. — En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente Convention les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision de la Cour internationale de Justice.

Dans le cas où des dissenti-

(1) La rédaction définitive de cet article dans le projet recommandé par le Conseil de la Société des Nations est la suivante :

« En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente convention qui ne pourrait être réglé par le Représentant du Conseil de la Société des Nations, désigné à l'article 2 du Protocole annexé, les deux pays s'engagent à se soumettre à la Cour internationale de Justice.

« Dans le cas où les dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations avec leur agrément ».

Société des Nations, avec leur agrément.

ments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'*exécution* de la présente Convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné, avec leur agrément, par la Société des Nations.

Observations. — La Délégation lithuanienne a introduit un paragraphe spécial stipulant la soumission de tous désaccords sur l'interprétation de l'accord à la Cour permanente de Justice internationale.

ART. 13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient, dans la suite, à proposer des modifications du présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

ART. 13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient, dans la suite, à proposer des modifications du présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

BIBLIOGRAPHIE

des principaux ouvrages utilisés pour la thèse.

EN LANGUE FRANÇAISE :

- Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lithuanie. Société des Nations. *Journal Officiel*. Supplément spécial n° 4, décembre 1920.
- Différend entre la Lithuanie et la Pologne. *Rapports de la Commission militaire de contrôle datés des 24 décembre 1921, 12 février, 6 mars et 20 mars 1922*. Société des Nations. Genève, 1922.
- Documents diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie. Conflit polono-lithuanien. Question de Vilna, 1918-1924. Kaunas, 1924.
- Délégation de Lithuanie. Exposé du conflit lithuano-polonais. II^e Assemblée de la Société des Nations, Genève, 1921.
- Question de Vilna. Mémoire présenté par l'Association lithuanienne pour la Société des Nations à la Conférence plénière de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations à Lyon, 29 juin-2 juillet 1924. Kaunas, 1924.
- Documents diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de Pologne concernant les relations polono-lithuaniennes (décembre 1918-septembre 1920). Varsovie, 1920.
- Documents diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de Pologne concernant les relations polono-lithuaniennes, t. II. Conférence de Bruxelles 20 avril-3 juin 1921. Varsovie, 1921.
- Protocoles officiels des Conférences polono-lithuaniennes à Souvalki. Aide-mémoire concernant les négociations de Souvalki depuis le 30 septembre jusqu'au 5 octobre 1920. Varsovie, 1921.
- Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne et Protocole signés à Versailles le 28 juin 1919. Paris.
- Constitution de la République de Lithuanie. Kaunas, 1922.
- BŁOCISZEWSKI (Prof. I.). — La restauration de la Pologne et la diplomatie européenne. *Revue de Droit International public*, 2^e série, t. III (1921), p. 5-83, t. IV (1924), p. 89-144 et t. VIII (1926), p. 387-483.

- BORCH (Comte Nicolas de). — Le Principe des Nationalités et la Question lithuanienne. Louvain, 1925.
- DMOWSKI (R.). — La question polonaise. Paris, 1909.
- EHRET (Dr Joseph). — La Lithuanie. Passé, présent, avenir. Genève, 1919.
- KLIMAS (P.). — Le gouvernement de Vilna (Vilnius). Considérations ethnographiques et statistiques.
- L.-MIŁOŠZ (O.-V. de). — L'Alliance des Etats Baltiques. Paris, 1919.
- MORESTHE (Georges). — Vilna et le problème de l'Est européen. Paris, 1922.
- ROSENBAUM (S.). — La question polono-lithuanienne. Paris, 1919.
- VILEICHIS (Ingénieur Pierre). — Le conflit polono-lithuanien. N° 1 et n° 2, Paris.
- VOLDEMARAS (Prof. A.). — Relations russo-lithuano-polonaises. Paris, 1920.
- VOLDEMARAS (Prof. A.). — Lithuanie et Pologne.

EN LANGUE LITHUANIENNE :

- Lietuvos Byla su Lenkija Tautu Sajungoje ir paskutinis T. Sajungos nutarimas. Uzsieniu Reikalų Ministerijos leidinys. Kaunas, 1921.
- BINKIS (K.) ir TARULIS (P.). — Vilnius, 1323-1923 (Istorijos apžvalga). Kaunas-Vilnius, 1923.
- BRUNDALAS. — Musu Vilnius. Kaunas, 1924.
- KLIMAS (P.). — Musu Kovos del Vilniaus, 1322-1923, 1922-1923. Pirmoji dalis. Kaunas, 1923.
- KLIMAS (P.). — Lietuva, jos gyventojai ir sienos. Vilnius, 1917.
- ZADEIKIS (Majoras P.). — Su Lietuva ar prie Lenkijos? New-York. N.-Y., 1921.

EN LANGUE POLONAISE :

- KUTRZEBA (Prof. Dr Stanisław). — Unia Polski z Litwą. Polska i Litwa w dziejowym stosunku. Warszawa, 1914.
- I. R. — Kwestja Polsko-Litewska w chwili obecnej. Wilno. Svy-turys.
- STUDNICKI (Władysław). — Ziemia Wilenska. Wilno, 1923.
- JUODVARNIS. — Uwagi o projekcie P. Hymansa. Wilno, 1921.
- Z. Z. — O unje polsko-litewską. Studium ekonomiczne, polityczne i kulturalne. Wilno, 1920.
- Z. Z. — Drogi Litwy. Uwagi o Kierunku polityki litewskiej. Kowno, 1922.
- Z. Z. — Próba pogodzenia Litwy z Polską. Notatki krytyczne. Kowno, 1921.
- Z. Z. Przyszle losy Wilna i Wilenszczyzny, 1922.
- WASILEWSKI. (Léon) — Litwa i Białoruś. Zarys historycznopolityczny stosunków norodowościowych. Warszawa-Kaków, 1925.

CARTE DE

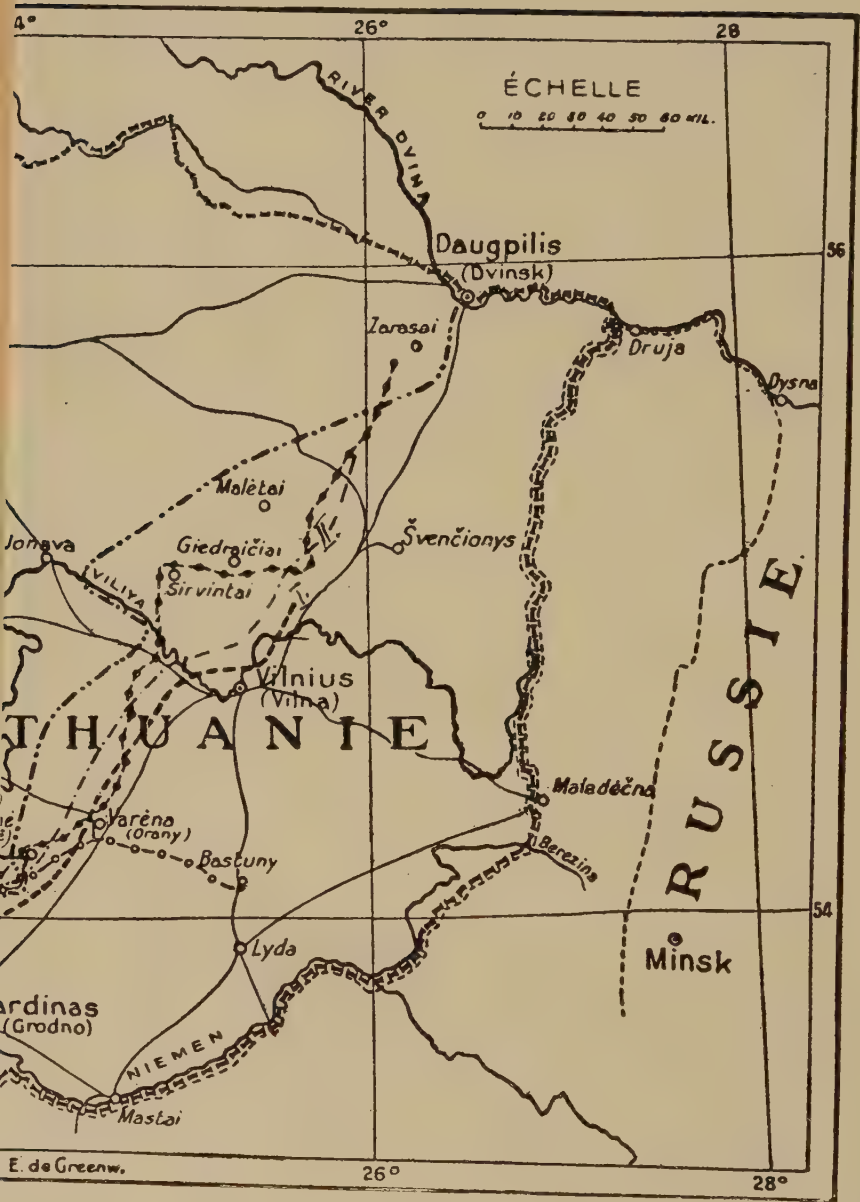
indiquant les lign



LITHUANIE

N° 1

es de démarcation



CARTE DE LITH

indiquant la frontière Polono-Lithuanienne après l'Union de Lublin de 1569, les frontières de la
entre la Pologne et la Lithuanie prévue par le



LITHUANIE

de la Lithuanie définies par le Traité de Moscou du 12 Juillet 1920 et la frontière
par le projet de M. Hymans.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	7
SIGNIFICATION DES ABRÉVIATIONS.	10
INTRODUCTION. — Population du territoire contesté de Vilna et importance internationale de la question de Vilna.	11

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DE VILNA ET DES RELATIONS LITHUANO-POLONAISES JUSQU'À LA GRANDE GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu sommaire de l'histoire de Vilna.	21
CHAPITRE II. — Aperçu historique sommaire des relations entre la Lithuanie et la Pologne.	30

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ DE LA QUESTION DE VILNA

CHAPITRE PREMIER. — Relations lithuano-polonaises jusqu'à l'accord de Suvalki.	39
CHAPITRE II. — Le coup de force du général Zeligowski et ses conséquences.	62
CHAPITRE III. — Essais de la Société des Nations de résoudre la question de Vilna.	80
§ 1. Consultation populaire et son abandon.	80
§ 2. Les négociations directes sous la présidence de M. Hymans, ses projets et leur rejet.	90
CHAPITRE IV. — Tentatives du Gouvernement polonais de légaliser le coup de force du général Zeligowski. (Diète de Vilna et fin de la Lithuanie Centrale)	123
CHAPITRE V. — Remplacement des zones neutres par une ligne de démarcation et décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923.	138

TROISIÈME PARTIE

POSSIBILITÉS DE SOLUTION DE LA QUESTION DE VILNA

CHAPITRE PREMIER. — Attribution pure et simple du territoire de Vilna	154
CHAPITRE II. — Règlement du conflit par voie de compensation	160
CHAPITRE III. — Règlement du différend de Vilna au moyen d'un condominium.	163
CHAPITRE IV. — Règlement du conflit conformément aux idées de M. Hymans.	167
CHAPITRE V. — La thèse lithuanienne dans la question de Vilna, d'après la déclaration du Gouvernement lithuanien du 25 février 1927.	173
CONCLUSION.	177

ANNEXES

1. Arrangement de Suvalki du 7 octobre 1920.	181
2. Avant-projet présenté par M. Hymans à la Conférence de Bruxelles, pour servir de base de discussion, le 20 mai 1921	184
3. Documents déposés par la Délégation lithuanienne à la Conférence de Bruxelles, pour faire connaître son programme, le 30 mai 1921	186
4. Projet d'accord, pour le règlement du différend polono-lithuanien, préparé par M. Hymans et transmis aux Délégations de Lithuanie et de Pologne, le 3 septembre 1921	190
5. Réponse de M. Galvanauskas, Président de la Délégation lithuanienne, au projet d'accord préparé par M. Paul Hymans, en date du 12 septembre 1921	194
BIBLIOGRAPHIE des principaux ouvrages utilisés pour la thèse.	203

CARTES

- N° 1. Carte de Lithuanie indiquant les lignes de démarcation.
 N° 2. Carte de Lithuanie indiquant les différentes frontières.

